

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LA CIRCULATION MONÉTAIRE
ET
LE CRÉDIT A MADAGASCAR

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le mercredi 14 mars 1923, à 2 heures

PAR

GEORGES GAYET

Rédacteur Principal au Ministère des Colonies

Diplômé de l'Ecole Coloniale

Président : M. PERREAU, professeur.

Suffragants { *M. ROLLAND, professeur,*
M. NOGARO, professeur.

AIX-EN-PROVENCE

Imprimerie-Librairie MAKAIRE (H. VADON et TRÉDOS, succ^{rs})

2, rue Thiers, 2

—
1923

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT
Sciences Politiques et Economiques

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LA CIRCULATION MONÉTAIRE
ET
LE CRÉDIT A MADAGASCAR

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le mercredi 14 mars 1923, à 2 heures

PAR

GEORGES GAYET

Rédacteur Principal au Ministère des Colonies

Diplômé de l'Ecole Coloniale

Président : M. PERREAU, professeur.

Suffragants { *M. ROLLAND, professeur.*
 { *M. NOGARO, professeur.*

AIX-EN-PROVENCE

Imprimerie-Librairie MAKAIRE (H. VADON et TRÉDOS, suc^{rs})
2, rue Thiers, 2

1923

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



« La France doit achever maintenant l'œuvre coloniale qu'elle a commencé et qui attend son couronnement. Une superficie territoriale de dix millions de kilomètres carrés, une population blanche, jaune, noire de quarante millions d'âmes nous offrent les inépuisables réservoirs de leurs ressources et de leurs forces latentes. C'est à nous maintenant de rendre productifs les trésors que nous avons accumulés et qui, pour une trop grande partie, demeurent inertes ».

Discours de M. le Président Poincaré au Congrès d'Agriculture Coloniale (Mai 1918).

A LA MÉMOIRE

DE MON PÈRE

Mort pour la France

et de MON PETIT LUCIEN

INTRODUCTION

La Grande Guerre a révélé à la masse des Français la force et la richesse de notre empire colonial. La crise économique qui suit la victoire et la difficulté croissante des relations internationales établissent la nécessité d'intensifier la mise en valeur des ressources immenses de nos territoires d'outre mer. Dans ce but le grand Colonial qu'est M. Maurice SARRAUT a tracé un vaste programme d'œuvres sociales et de travaux publics dont la réalisation permettra l'accroissement de la production coloniale et son transport facile.

Mais pour utiliser et pour faire circuler les richesses naturelles il ne suffit pas d'avoir de la main-d'œuvre, des routes, des chemins de fer et des ports ; il faut aussi une organisation rationnelle des échanges, une saine circulation monétaire, un système bancaire souple. Les moyens juridiques de transport des valeurs constituent donc un facteur important de progrès qui doit être adapté au stade d'évolution de chacune de nos possessions lointaines.

Pendant un séjour de deux ans à Tananarive nous nous sommes attaché à étudier le développement de ces formes d'outillage économique à Madagascar. La situation de la Grande Ile est du reste toute particulière : il y a moins de trente ans, les échanges s'y effectuaient d'une façon encore plus primitive que dans les sociétés antiques. Après l'occupation française, une transformation extrêmement rapide de la production et du commerce s'est effectuée de 1897 à 1914 sous l'impulsion hardie et habile de grands chefs tenaces : le général Galliéni, MM. Augagneur, Picquié.

Aussi pendant la guerre la jeune colonie, tendant tous ses efforts, a pu fournir à la mère patrie, en même temps que le concours de ses hommes, des stocks considérables d'approvisionnements. La force de production de la Grande Ile est maintenant démontrée.

Et cependant Madagascar reste seule parmi toutes nos grandes possessions à avoir comme unique monnaie celle apportée par l'armée d'occupation. A plus de 10.000 kilomètres de France elle ne dispose pour sa circulation fiduciaire que du billet de la métropole ; elle est desservie par de rares agences de banque, indépendantes des pouvoirs publics et cantonnées dans les opérations commerciales. Aucune organisation sérieuse de crédit n'est ici en mesure d'aider les producteurs européens et indigènes.

Dans le plan de mise en valeur rationnelle des colonies, qui doit être une des œuvres principales de l'après-guerre, Madagascar demande 300 millions de travaux publics mais elle réclame aussi instamment un meilleur système de circulation des valeurs et de distribution du crédit. Dès maintenant, les projets qui permettront de résoudre les questions d'organisation monétaire et bancaire ont été étudiés et fixés, d'accord avec les assemblées locales par M. le Gouverneur Général Garbit ; ils sont soumis à l'approbation du pouvoir métropolitain.

Dans la présente étude nous avons essayé de tracer l'évolution de ces questions, étroitement liées à l'essor économique d'une de nos plus belles colonies. En un bref examen nous avons préalablement décrit les courants budgétaires et commerciaux qui à l'intérieur et à l'extérieur de la Grande Ile conditionnent la circulation des valeurs. Nous avons ensuite plus particulièrement examiné quels sont les moyens de réalisation de ces échanges en monnaie métallique et fiduciaire. Puis nous exposons l'organisation actuelle du crédit, facteur essentiel du développement moderne de la production et des transactions. Enfin, nous avons indiqué les améliorations que ce système de circulation est susceptible de recevoir,

particulièrement par la création projetée d'une banque d'émission et d'institutions auxiliaires de crédit.

Actuellement les opérations des banques de Madagascar restent secrètes ; aussi avons-nous plus spécialement envisagé ces questions au point de vue du crédit public et à l'aide des données statistiques de l'administration, qui malheureusement sont très incomplètes pour la période de guerre.

Nos camarades de l'Administration locale nous ont très aimablement communiqué des éléments précieux de documentation et nous tenons à les en remercier ici à nouveau.

PREMIÈRE PARTIE

Les Echanges à Madagascar

CHAPITRE I

Les Transactions intérieures

Avec près de 3.400.000 habitants, répartis sur 600.000 kilomètres carrés, la Grande-Ile de Madagascar constitue dans le Sud-Ouest de l'Océan Indien un véritable petit continent, qui, depuis les régions côtières tropicales jusqu'à la zone tempérée des hauts plateaux, contient une grande variété de ressources. Les diverses races indigènes forment une population peu dense, indolente et rustique ; seuls les Hovas de l'Imerina et les Betsileos sont capables d'une évolution propre, mais jusqu'au xix^e siècle leur méfiance envers les Européens était plus forte que leur désir de se perfectionner. Aussi avant notre occupation le pays gardait une organisation politique et économique très primitive.

Le traité du 1^{er} octobre 1895 y a établi la paix française et avec celle-ci la civilisation européenne a pénétré rapidement. En 25 ans, l'indigène qui vivait pauvrement et ne pratiquait que le troc de quelques produits indispensables, a accru considérablement sa production et ses besoins ; il s'est familiarisé avec l'usage des billets de banque et des effets de com-

merce ; les relations avec l'extérieur sont passées de 27 millions à 500 millions de francs.

L'examen rapide de cette transformation économique va établir qu'elle est encore bien loin d'être terminée et que le volume des transactions intérieures et extérieures est susceptible d'un accroissement considérable.

§ I - *Organisation économique avant la conquête*

L'histoire établit que, depuis la date de leur découverte en l'an 1500, les côtes de Madagascar ont été fréquemment visitées par les navigateurs parcourant l'ancienne route des Indes ; mais aucun établissement durable ne prospéra sur ces rivages dont les populations primitives ne se prêtaient à aucun commerce fructueux.

De Flacourt dans son importante « Relation de l'île de Madagascar » (chap. 93), décrit ainsi le pays en 1661 :

« Toute l'île de Madagascar est peuplée d'habitants
« qui ne s'adonnent à autre chose qu'à la culture de
« la terre ou à s'entreprendre la guerre province contre
« province. Cette nation n'a jamais su ce que c'est
« que le trafic et ne se plaît point à amasser et recher-
« cher dans le pays les choses qui peuvent y attirer
« les étrangers. Mais ils se contentent seulement de
« cultiver et ouvrager ce dont ils ont besoin pour
« leur nourriture, leurs vêtements et leurs logements,
« méprisant le surplus et estimant cette façon de
« vivre plus commode et plus heureuse que l'abon-
« dance superflue de toute chose. Leur trafic ne se
« fait entre eux que par échange. Ceux qui ont besoin
« de coton en vont chercher où il y en a en abon-

« dance et pour les choses qu'ils portent et condui-
« sent avec eux comme bœufs, vaches, riz, fer et
« racines d'igname, échangeant ce qu'ils ont en
« abondance pour celles qui leur manquent et les
« autres en font de même.

« Afin que les habitants de cette île se puissent
« accoutumer à un bon négoce et y prendre goût, il
« est besoin d'y établir diverses colonies de Fran-
« çais.... Les habitants voyant de bonnes habitations
« fondées et la façon que l'on vit dans l'Europe, dans
« la politique et dans l'ordre qu'il y a dans les villes,
« en la diversité des artisans et en l'utilité du com-
« merce et du trafic, prendraient aussitôt goût à ce
« genre de vivre et tâcheraient à imiter les chrétiens
« et même à les surpasser en cela. »

Cette description et ces considérations très judi-
cieuses sur le développement possible des transac-
tions étaient encore absolument exactes au début du
xix^e siècle.

Seule, l'influence musulmane, implantée depuis le
moyen-âge à Zanzibar et aux Comores, avait réussi
à créer quelques courants d'échange sur la côte Nord-
Ouest.

Sur les hauts plateaux, les populations de races
hova et betsileo, divisées en petits royaumes, vivaient
très pauvrement malgré leur intelligence éveillée.
Mayeur les visita en 1777 et 1785 et déclare « que le
« sol de tout ce plateau est ingrat et que les habi-
« tants peuvent y satisfaire à peine aux premiers
« besoins de la vie. »

Dans le cours du xix^e siècle, une série de souve-
rains habiles donnèrent à l'Imerina une organisation
politique solide et étendirent leur domination jusque

sur la côte. Par leur action personnelle et leur contrainte, paternelle ou brutale ils assurèrent le développement des cultures et donnèrent à leurs sujets des habitudes d'activité qui les caractérisent aujourd'hui. Ils établirent un régime administratif et législatif d'une netteté remarquable, condensé principalement dans les lois malgaches de 1868, l'Institution des Sakaizambohitra de 1878 et le Code des 305 articles de 1881.

Ils créèrent un embryon d'aristocratie, mais laissèrent la masse de leurs sujets étroitement encadrés dans la famille et le village (*fokon'olona*) qui constituaient des groupes économiques à peu près autonomes. L'existence de castes, de privilèges, de grands vassaux, de dotations foncières permet de comparer l'organisation hova à notre système féodal.

Si nous considérons le pays en 1895, nous constatons qu'à l'exception de l'Imerina l'organisation économique restait des plus rudimentaires.

Dans les régions côtières au sol fertile et au climat très chaud les populations très paresseuses subvenaient à tous leurs besoins par la cueillette des produits de la forêt et le croît des troupeaux de bœufs, pâturent en quasi liberté. Des trafiquants indiens, arabes, venus en boutre avec les moussons et quelques rares européens des Mascareignes essayaient d'obtenir de la cire, des bestiaux et des peaux en les troquant contre du sel, de l'alcool, des tissus et de la bimbeloterie.

Sur les plateaux au sol primaire, au climat plus rude, les groupements indigènes clairsemés dans les vallées devaient cultiver les cuvettes, seules fertiles, pour obtenir le riz et les denrées alimentaires indispensables, tandis que sur les croupes herbeuses pais-

saient de grands troupeaux de bœufs. Mais déjà les cases étaient construites en terre pétrie, souvent avec l'aide de tout le village, et dans chaque famille les fibres des plantes étaient habilement tressées en vêtements.

La fortune immobilière était très réduite, car la terre cultivée et même les maisons restèrent très longtemps partie du domaine royal ; leur vente aux étrangers resta toujours interdite. La fortune mobilière consistait en troupeaux de bœufs et surtout en esclaves ; on comptait, avant l'arrêté de 1897, 300.000 esclaves en Emyrne, 100.000 en pays betsileo, 100.000 dans les régions côtières, soit environ le quart de la population.

Avec une organisation aussi primitive nul courant d'échange intérieur ne pouvait s'établir. Pourtant quelques villes et surtout Tananarive, importante agglomération de villages au milieu de rizières fertiles, constituaient des centres où la vie sociale et économique commençait à se différencier. Une jeune aristocratie tendait à copier les européens au moins dans leurs vêtements ; des artisans ingénieux, groupés en corporations privilégiées, exerçaient des industries élémentaires (charpentiers, tisserands, forgerons, orfèvres). Ces aptitudes furent développées intelligemment dès le règne de Radama II, grâce à l'action personnelle de missionnaires tenaces et de colons hardis, particulièrement de MM. de Lastelle et Laborde : ce dernier, arrivé en 1831, adapta au pays quelques industries de transformation et, ayant une réelle influence personnelle sur les souverains hovas, réussit en 1840 à installer des hauts fourneaux et des industries mécaniques assez perfectionnées auxquelles travaillaient plus de 1.500 familles indi-

gènes. Ces embryons d'industrie constituaient avec les besoins croissants des centres de l'Imerina, particulièrement en tissus de coton, les seuls facteurs notables de transactions.

Les relations commerciales et celles qui auraient pu s'établir entre les plateaux et la côte étaient entravées par l'insécurité qui régnait en dehors de l'Imerina et particulièrement parmi les populations guerrières de l'Ouest et du Sud qui n'admettaient guère la domination hova même théorique. Les voies de communication étaient systématiquement négligées et tous les transports se faisaient à dos d'hommes. Nous verrons plus loin qu'il n'existait pas de monnaie locale et il est curieux de remarquer que ce pays ignorait même tout système de poids et mesures. Le Code de 1881 reconnaissait bien l'usage des mesures anglaises de poids et de longueur, surtout pour les étoffes, mais l'ensemble de la population recourrait surtout pour les évaluations des choses à des images pittoresques, mais bien imprécises. C'est ainsi que les distances étaient calculées sur le temps nécessaire pour les franchir et les plus petites unités correspondaient au temps nécessaire pour cuire une sauterelle, une crevette, etc...

Les poids correspondaient de même très objectivement à un grain de riz, à un pois, une fève, une piastre. La vata de riz était seule une mesure conventionnelle arbitraire, mais pratiquement elle variait suivant les régions.

§ II. - *Eléments actuels du commerce intérieur*

Tel était, en 1895, le stade d'évolution économique de ce pays qui, après quelques années de résistances

sourdes, puis de révoltes armées, est devenu rapidement une grande colonie française, riche et prospère.

Les esclaves furent affranchis, les castes supprimées, les terres laissées en toute propriété aux occupants, l'Administration intervint activement pour développer l'instruction professionnelle et la production agricole. Le système métrique fut instauré, la législation civile et commerciale métropolitaine fut rendue applicable. Une masse importante de militaires, de fonctionnaires, de colons européens vinrent s'installer dans le pays et s'efforcèrent d'en exploiter les ressources. Routes, voitures, chemins de fer, canaux vinrent faciliter les transports des marchandises. D'après l'étude sur les Transports Terrestres, présentée en 1911 au Congrès de l'Afrique Orientale par M. Mot, le prix de transport d'une tonne de marchandise de Tamatave à Tananarive coûtait : en 1895, 1.200 fr. à dos d'homme ; en 1902, par la route et les pangalanes, 700 fr. ; en 1910, après l'ouverture de la voie ferrée, 150 fr.

Cette circulation plus facile des produits permettait une amélioration des modes d'existence des indigènes, un développement de leur bien-être et de leur production. Dans des instructions clairvoyantes, paternelles mais énergiques, notamment en date des 19 novembre 1898 et 22 janvier 1899, le général Galliéni traçait le plan d'évolution économique de nos sujets. Une vaste documentation constituée principalement par les rapports d'ensemble du Gouverneur Général, insérés chaque année au *Journal Officiel* de la République Française permet de suivre pas à pas ce développement remarquable dont l'étude dépasse le cadre de ce travail.

Mais pour connaître les problèmes actuels de circulation des richesses nous indiquerons quels sont en 1922 les facteurs des échanges intérieurs. Nous en distinguons trois d'importance et d'activité très différentes : les européens, les indigènes des plateaux, les indigènes de la côte.

La masse des populations indigènes de la côte, exception faite de quelques centres de colonisation européenne, reste à un niveau économique très primitif ; pour les peuplades du Sud la description de Flacourt reste encore à peu près exacte. Près de 2 millions d'habitants limitent encore leur travail à la cueillette des produits naturels et à de rares cultures, en vue de satisfaire simplement à leurs besoins immédiats ; ils pratiquent quelques industries familiales pour le tissage du raphia et la préparation des poteries.

Mais déjà au contact des traitants et fonctionnaires hovas, des commerçants chinois et indiens dont le nombre croît sans cesse, des fonctionnaires, colons et commerçants européens, ces indigènes très imitateurs ressentent des besoins nouveaux. Ils désirent surtout des cotonnades, de la bimbeloterie et, avant les mesures efficaces prises récemment contre l'alcoolisme, des rhums de traite. Pour effectuer ces achats et, pour une part importante comme nous le verrons plus loin, pour satisfaire au paiement de l'impôt, ils vendent des produits de leurs troupeaux jusque-là inemployés (bétail, peaux) et intensifient leur cueillette de caoutchouc, de cire, de raphia. Enfin, poussés par l'Administration locale, ils s'astreignent à cultiver du riz, du manioc, des pois du cap dans le but de les vendre, notion qui leur était restée longtemps étrangère. Peu à peu, ils arrivent à vaincre leur répugnance à travailler pour autrui et s'emploient en

nombre croissant, à raison de quelques jours par semaine, sur les plantations européennes, sur les chantiers administratifs et sur les concessions minières. Avant la conquête les travailleurs étaient payés 12 fr. 50 par mois, plus deux mesures de riz (20 kilos environ); ils sont actuellement payés 40 à 50 francs en moyenne, plus la nourriture. Plus encore que la hausse des salaires, la pression paternelle de l'Administration intervient pour augmenter le nombre de ces engagés qui, s'ils arrivent à atténuer leur paresse native, évoluent assez rapidement au contact des européens.

On constate même des mouvements réguliers de migration de main-d'œuvre portant les éléments pauvres et jadis guerriers de la région très peuplée de de Farafangana vers les riches exploitations de la côte Est et de Nossy-Bé, chaque année 7 ou 800 travailleurs vont s'engager pour 2 ou 3 ans à 500 et 800 kilomètres de leur pays; ils y réalisent des pécules importants qu'ils rapportent ensuite en argent ou en troupeaux.

Cependant quel que soit le développement de ces éléments de progrès, les populations de la Côte, dont l'indolence est difficile à vaincre, resteront très longtemps un groupement économique beaucoup moins actif que celui des plateaux. Il dispose du reste de peu de moyens de communication moderne; si les voies fluviales et les pangalanes portent de nombreuses pirogues de charge, par contre dans la plus grande partie du pays le transport se fait encore à dos d'hommes.

La situation est toute différente sur les plateaux; le recensement de 1921 y compte 911.513 hovas et 477.864 betsileo qui, avant notre arrivée, avaient une civilisation propre. Ils sont groupés surtout dans les

cinq provinces de Tananarive, Miarinarivo, Antsirabe, Ambositra et Fianarantsoa en un bloc assez homogène de 1.200.000 habitants réunissant le tiers de la population de Madagascar sur le 1/10^e de sa superficie totale. En outre, ces races essaient de plus en plus dans le reste de l'île et fournissent des fonctionnaires, des courtiers, des commerçants et même des agriculteurs intelligents et actifs.

Sur les plateaux, l'agriculture constitue la plus grosse ressource, les produits de cueillette sont rares, l'élevage est fait avec soin et donne des bœufs, des pores et des volailles de plus en plus sélectionnés. La culture intensive du riz, qui est la base de l'alimentation indigène, a été développée et améliorée. Sous l'impulsion très énergique de l'Administration les cultures vivrières et industrielles (manioc, maïs) laissent disponibles des excédents notables de production.

Les industries familiales anciennes ont une activité intéressante : elles portent sur le tissage de la soie, des nattes et tissus grossiers, la fabrication des poteries usuelles et de l'angady (pelle malgache qui constitue l'unique instrument aratoire). Les industries introduites par les européens au cours du XIX^e siècle (préparation du sucre roux, du savon noir, des bougies) ont trouvé d'habiles artisans et se sont répandues partout.

Tous ces produits s'échangent dans des grandes foires périodiques et dans des marchés hebdomadaires, généralement établis hors des anciens villages et qui deviennent, au jour dont ils portent le nom, des centres de vie commerciale intense. Les acheteurs européens ou leurs représentants viennent là se mettre en relation avec les indigènes des campagnes et grâce à l'esprit éveillé et accommodant de ces populations les

transactions se concluent vite. Doté du produit de ses ventes le paysan achète aux marchands et artisans ambulants les produits rustiques de l'industrie locale et surtout les produits fabriqués en Europe, les cotonnades, l'outillage, la bimbeloterie. Ou bien il se rend chez les commerçants des centres voisins pour acheter des produits fabriqués, des tissus, des souliers, des ombrelles, débuts du luxe vestimentaire européen.

Ainsi l'habitant des plateaux, très malléable, améliore rapidement sa production et ses conditions d'existence. Ce développement économique et social se produit à mesure que les moyens de communication pénètrent le pays et permettent le transport à des taux raisonnables des produits locaux ; grâce aux routes et aux voies ferrées ces 1.200.000 indigènes s'enrichiront et s'adapteront à notre civilisation et on peut estimer qu'après l'exécution du plan de travaux publics envisagés ces populations atteindront, d'ici une quinzaine d'années, le niveau d'existence de la masse indigène de l'Afrique du Nord et du Levant.

Enfin, au 3^{me} stade nous trouvons, dans les villes et dans les zones de colonisation européenne existant autour des ports et sur les côtes Est et Nord-Ouest, des centres de transaction économique complètement évolués et identiques à nos marchés de France. Ils sont constitués par les éléments européens et assimilés qui ont immigré et par les éléments indigènes évolués, qui leur sont assimilables au point de vue économique.

Alors qu'en 1896 on comptait seulement 1.700 français, 750 européens et 850 asiatiques, le total des européens et assimilés atteignait 16.000 dès 1905. Le recensement de 1921 a décompté 17.000 français (dont près de la moitié est originaire de la Réunion) 2.359 étrangers blancs et 8.135 asiatiques et africains. Ces

chiffres prennent toute leur importance si on les compare à ceux de la population européenne de nos autres colonies. En 1921 il n'y avait dans toute l'Indo-Chine que 16.256 français sur 18.983.000 habitants et en A. O. F. 7.640 français d'Europe pour 12.229.000 habitants. La proportion de l'élément européen, vrai levier des masses indigènes, atteint presque un demi pour cent à Madagascar contre moins d'un pour mille en Indo-Chine et contre un demi pour mille en A. O. F. Si nous exceptons les asiatiques qui se consacrent surtout au commerce de détail, la population blanche, qui a ainsi décuplé en 25 ans, continue à vivre à l'européenne et constitue l'élite dirigeante de toute l'activité du pays. Elle a apporté des besoins étendus de produits locaux et a provoqué l'installation de cultures et d'industries très actives (cultures vivrières, maraîchères, dentelles et broderies, chapeaux de paille, meubles, charronage) qui déjà travaillent pour l'extérieur. La colonie européenne a créé les grandes exploitations agricoles de produits riches (café, vanille, canne à sucre, plantes à essences) et fondé d'importantes exploitations minières (or, pierres précieuses, graphite). Elle organise des industries mécaniques indispensables à l'équipement moderne du pays (briquetteries, distilleries, féculeries, décortiqueries, fabriques de conserves, traitement des peaux). Elle détient enfin presque tout le commerce extérieur et la plus grosse partie du commerce de gros à l'intérieur et étend son activité à toutes les ressources de Madagascar. Cependant on doit remarquer que depuis 1905 le nombre des colons s'est accru très lentement et aucune immigration européenne importante ne peut être espérée ; par contre les éléments français installés dans le pays ont développé considérablement leur

richesse et ont tendance à se fixer et faire souche dans le pays particulièrement sur les plateaux très salubres.

Nous estimons que cette lenteur du peuplement européen est suffisamment compensée au point de vue économique par le nombre croissant des indigènes évolués, fonctionnaires et habitants des grands centres qui vivent à l'européenne. Dès maintenant leur nombre dépasse celui des blancs et constitue une importante clientèle pour les produits de luxe de la Métropole. L'élite hova réussira vite à s'assimiler nos mœurs et notre culture générale. Déjà certains malgaches s'occupent avec succès du gros commerce et même du commerce extérieur. Le décret du 3 mars 1909 sur la naturalisation permettra à ces européens d'accéder peu à peu au statut français. Mais en 1922 le nombre des naturalisations accordées ne dépassait pas 72. Ce chiffre pourrait, à notre avis, être dès maintenant décuplé sans aucun danger.

Il semble que les hovas, que nulle armature traditionnelle, sociale ou religieuse ne sépare de nous, sont, parmi nos sujets ceux qui adopteront le plus vite et le plus sincèrement les formes de la civilisation française. Leur activité économique tendra donc toujours à s'identifier avec celle des marchés européens.

Il est actuellement impossible d'évaluer le chiffre des transactions intérieures effectuées par les trois grands groupes dont nous venons d'indiquer l'importance économique. L'élément essentiel de ces transactions est constitué par les commerçants : leur nombre s'est développé d'une façon continue. On en comptait en 1899 : 7.418, dont 626 français et 671 asiatiques ; en 1904 : 16.089, dont 994 français et 1.136 asiatiques ; en 1920 : 46.075, dont 5.464 européens parmi lesquels environ 3.500 asiatiques. A cette date sur 40.611

patentés indigènes, 19.242, soit près de la moitié, sont installés dans les cinq provinces des plateaux dont nous avons signalé l'évolution économique avancée. En raison de l'importance des affaires traitées par les européens dans les ports, la répartition géographique des patentables blancs entre les plateaux et la côte est moins inégale. La prédominance des européens et asiatiques dans le gros commerce est établie par ce fait qu'ils acquittent 11, 8 % du montant total des rôles (4.043.086 francs). Malgré les charges fiscales spéciales qui les frappent lourdement, depuis l'arrêté du 26 janvier 1897 leur appliquant une taxe de séjour, les commerçants indiens et asiatiques deviennent chaque année plus nombreux. Les indiens sont particulièrement groupés sur la Côte Ouest et sont presque les maîtres du commerce des tissus ; les chinois font surtout de l'épicerie sur la Côte Est. Groupés en congrégations, économes et insinuants, ces asiatiques constituent une concurrence dangereuse pour le moyen commerce européen et indigène.

Tous ces commerçants ont à leur disposition des moyens de communication déjà très développés. Le service postal leur offre ses 34 bureaux de pleins exercice, ses 152 bureaux auxiliaires et 7.600 kilomètres de lignes télégraphiques. Il a émis en 1920 pour 95 millions de francs de mandats intérieurs contre 13 millions en 1910. Près de 700 kilomètres de voies ferrées seront en exploitation en fin 1922 et ce réseau a transporté en 1918 près de 400.000 voyageurs et 86.000 tonnes. Des voies fluviales sont aménagées ; un réseau très important de routes d'intérêt régional et d'intérêt secondaire est parcouru par plus de 3.000 véhicules traînés surtout par des bœufs ; 1.265 kilomètres de routes empierrées et parfaitement entrete-

nues sont régulièrement desservies par les services automobiles de la Colonie dont les voitures ont effectué en 1918 467.000 kilomètres de parcours. L'Administration locale s'est toujours efforcée de développer ces moyens de circulation. Elle poursuit malgré les difficultés financières générales un plan rationnel d'outillage économique : le programme des grands travaux, à effectuer en 15 ans, comprend la construction de deux grands ports, 500 kilomètres de voies ferrées à 1 mètre, 850 kil. de tramways à 0^m,60, et 800 kil. de routes. Mais dans les colonies et particulièrement à Madagascar, le rôle du budget ne se borne pas à l'entretien des services et des travaux publics, il exerce aussi une influence toute spéciale sur le développement économique grâce à la perception d'impôts en argent sur tous les indigènes et par la répartition de sommes considérables pour régler les dépenses publiques dans toute l'Ile.

§ III. — *Influence des impôts et des budgets sur les échanges*

D'après les doctrines modernes, les impôts sont un prélèvement sur les éléments de la production et de la circulation d'un pays et les contributions constituent en général une entrave au développement des richesses, et ceci est justifié pour les finances publiques d'Europe. Mais, sans revenir aux théories de Bodin et de Frédéric II sur l'influence toujours bienfaisante des dépenses publiques pour activer la circulation de l'argent, il est certain qu'à Madagascar, l'impôt, appliqué aux indigènes, a été et est encore considéré comme un stimulant indispensable de la production. Le développement continu des besoins de la masse en produits manufacturés et principale-

ment en cotonnades n'a pas eu une influence aussi générale sur l'apathie des indigènes que l'obligation, aisément acceptée, de payer en argent des impôts assez élevés.

Ce caractère de l'impôt, instrument de progrès et de perfectionnement, levier de l'agriculture et de la main-d'œuvre, a été remarquablement mis en relief dans les instructions du général Gallieni du 30 octobre 1904, expliquant la réforme fiscale :

« On a généralement reconnu, au cours des travaux préparatoires de la réforme fiscale, que l'impôt tel qu'il existe dans son ensemble pour tout le territoire de la Colonie est le stimulant indispensable de l'énergie indigène. Il est incontestable qu'à Madagascar une minorité seulement obéit à la loi du travail ; sur la plus grande étendue de la Colonie, cette minorité devient infime. C'est que dans les régions côtières et dans les zones intermédiaires la nature met à la portée presque immédiate de l'homme tout l'indispensable pour sa nourriture, son logement, même son vêtement au prix d'un effort d'appropriation à peine perceptible...

« Il est avéré que partout dans la Grande-Ile la production a progressé au fur et à mesure de l'assujettissement plus complet de nos sujets malgaches aux charges fiscales. C'est en grande partie à l'impôt que nous devons d'avoir vu l'indigène mettre en œuvre une activité que beaucoup lui déniaient à l'origine de notre prise de possession et un supplément de ressources ou même des ressources nouvelles dont le commerce a fait son profit. »

Ces considérations gardent encore toute leur valeur pour l'avenir, sauf dans certaines régions, notamment dans l'Imerina, où la population est assez dense

et déjà évoluée, et sauf le cas de crises économiques prolongées entravant la réalisation des productions agricoles. Du reste les impôts donnent un précieux index de l'activité des populations. Alors que pour l'indigène des plateaux l'impôt n'a jamais représenté au maximum que la dixième ou la douzième partie de ses revenus, au contraire chez les peuplades moins évoluées de la côte, l'impôt correspond au quart ou au tiers de la somme annuellement dépensée. Les populations les plus arriérées de l'Ouest et du Sud vendent à regret leurs bœufs et ne s'astreignent à quelques cultures que pour payer l'impôt et acheter quelques mètres d'étoffes dont la valeur ne dépasse pas celle de leur contribution.

Aussi tous les impôts indigènes, sur la personne, sur les bœufs, sur les terres et sur les maisons se sont développés parallèlement à l'enrichissement du pays. En sens inverse, le total des travaux de prestation a toujours diminué ; l'Administration ne tient pas à garder l'indigène appauvri sur les chantiers trop éparpillés, mais elle l'incite à produire ou à s'employer pour pouvoir payer sa contribution.

On a évalué à 2 millions le montant des recettes du trésor malgache en 1891, mais le montant des perceptions était de 6 millions au moins. Le gouvernement hova pratiquait, en effet, le système féodal des prestations en nature. Les services qu'il requérait ainsi ne grossissaient pas le chiffre des dépenses comme dans les budgets modernes, mais l'effort demandé au contribuable pour n'être pas exprimé en piastres n'en était pas moins considérable. Sans tenir compte des prévarications des chefs et des fonctionnaires, l'indigène devait au gouvernement malgache 50 jours de prestation et 2 fr. 50 de taxe de capitation.

STATISTIQUE DES

ANNÉES	RECETTES			
	ORDINAIRES	EXTRAORDINAIRES	CHEMIN DE FER	Assistance Médicale
1896	5.538.540	»	»	»
1897	9.093.820	»	»	»
1898	12.992.856	»	»	»
1899	14.985.154	»	»	»
1900	19.310.785	»	»	»
1901	23.561.120	»	»	»
1902	25.623.137	»	»	»
1903	24.901.323	»	»	»
1904	24.865.299	11.586.664	»	»
1905	25.497.486	8.413.364	»	»
1906	25.503.948	5.189.798	1.140.487	»
1907	25.301.276	4.441.422	945.943	»
1908	25.126.236	5.829.301	1.047.451	»
1909	26.529.281	4.579.841	1.408.946	»
1910	28.571.497	3.815.863	1.602.858	»
1911	28.891.520	5.250.008	1.830.514	2.129.145
1912	30.717.573	4.683.132	2.086.186	2.313.107
1913	31.936.381	5.741.055	2.930.171	2.485.849
1914	30.410.990	7.639.778	3.129.708	1.855.481
1915	32.123.200	7.793.429	3.314.452	1.906.700
1916	36.025.077	5.640.624	4.223.784	1.949.497
1917	36.392.612	3.425.586	4.617.984	3.086.098
1918	38.208.274	4.099.089	4.197.675	3.309.698
1919	43.375.750	3.340.487	5.236.359	4.049.045
1920	63.390.577	9.163.609	8.319.978	5.135.446

TABLEAU 1

BUDGETS LOCAUX

DÉPENSES				ANNÉES
ORDINAIRES	EXTRAORDINAIRES	CHEMIN DE FER	Assistance Médicale	
5.292.007	»	»	»	1896
7.495.131	»	»	»	1897
10.465.765	»	»	»	1898
14.075.889	»	»	»	1899
17.062.244	»	»	»	1900
23.147.758	»	»	»	1901
25.322.768	»	»	»	1902
24.203.104	»	»	»	1903
22.433.932	10.491.529	»	»	1904
23.356.161	7.748.276	»	»	1905
21.513.447	3.248.775	628.168	»	1906
22.413.622	4.128.915	713.135	»	1907
23.415.681	4.758.161	714.487	»	1908
23.802.462	4.252.309	925.610	»	1909
24.628.845	3.688.308	979.007	»	1910
24.149.704	4.958.916	1.422.716	1.661.315	1911
25.481.719	3.675.277	1.967.057	1.702.897	1912
26.767.366	4.574.902	2.634.768	1.882.720	1913
28.589.852	3.910.612	2.323.883	1.830.573	1914
28.204.383	4.033.873	2.140.071	1.791.349	1915
29.731.834	4.207.827	2.304.273	1.804.890	1916
31.726.442	3.425.586	3.051.005	2.072.762	1917
33.667.867	4.099.089	3.253.490	4.127.222	1918
43.867.629	3.340.487	4.007.630	2.545.718	1919
54.919.297	9.163.609	4.500.728	4.005.744	1920

L'arrêté du 20 novembre 1896, pris dès notre occupation ne faisait qu'appliquer ce taux également à tous les malgaches. En 1900, le taux de capitation était porté à 5 fr., les prestations ramenées à 30 jours avec fixation du rachat à 45 fr. L'arrêté du 30 octobre 1904 effectuant une réforme fiscale d'ensemble supprima les prestations, sauf pour les travaux de village (fokon'olona) et demanda seulement aux indigènes une capitation comprenant, en une somme, toutes leurs obligations envers l'Administration. Le taux en était fixé de façon différente suivant la facilité qu'ont les régions de vendre leurs produits : les tarifs étaient de 20 fr., 15 fr., 10 fr. L'impôt ainsi établi fournissait près de 50 % des recettes du budget local et une somme totale de 12 millions. Les taux étaient cependant excessifs et au lieu d'être incité à une plus forte production, l'indigène découragé se borna à travailler pour l'impôt et renonça à satisfaire aux besoins, même élémentaires, qu'il commençait à éprouver. Aussi des modérations durent être apportées dès 1906.

Le système et les tarifs fiscaux ne furent modifiés sérieusement qu'à la suite de la guerre qui détermina une production plus active et à des prix très rémunérateurs pour l'indigène. Actuellement le taux minimum des impôts et taxes personnelles est d'environ 25 fr. dans le Sud. Mais sur les plateaux plus de 600.000 contribuables paient une taxe personnelle de 35 fr., augmentée de 7 fr. 50 pour la taxe d'assistance médicale, et dans les villes de 12 fr. 50 pour le rachat des prestations. Ce total de 55 fr. est considérable si l'on considère qu'il représente plus d'un mois de salaire pour les ouvriers non qualifiés. Pour les cultivateurs les taxes sur les rizières sont très modiques,

mais il n'en est pas de même de l'impôt sur les bœufs qui atteint jusqu'à 1 fr. 50 par tête, alors que dans certaines régions, le prix des bœufs est descendu jusqu'à 30 fr. ; un impôt analogue sur les porcins a dû être supprimé, car plutôt que de payer l'impôt, les indigènes préféreraient tuer leurs animaux. En 1922, sur 69 millions de recettes ordinaires la taxe personnelle donnait 25 millions, et le droit sur les bœufs 11 millions ; la taxe d'assistance médicale donnait, en outre, près de 6 millions et les droits de place sur les marchés environ 1.500.000 francs.

Alors qu'en 1904 l'Administration admettait encore dans certaines régions d'accès difficile le recouvrement partiel en nature (caoutchouc, gomme, cire et soie) le paiement de ces impôts indigènes est partout effectué maintenant en numéraire. Chaque année ces paiements exigent donc une circulation de plus de 40 millions de monnaie, versée également par tous, et qui constitue un des plus gros facteurs des transactions intérieures. Il convient de remarquer que l'impôt personnel est perçu en plusieurs termes qui en facilitent le paiement, généralement par quart. Ce système empêche l'immobilisation du métal et les circulaires administratives 'font valoir « qu'il est éminemment favorable à la production et par suite au développement du commerce ; il rappelle plus souvent à l'indigène l'obligation du travail et constitue par suite un stimulant efficace ».

Mais toutes les sommes ainsi gagnées et payées par les indigènes ou par les européens créent encore de nouveaux échanges lorsqu'elles quittent les caisses de l'Administration pour payer le personnel, entreprendre des travaux, acheter du matériel et de l'outillage. L'exécution des grands travaux publics entraîna en

particulier une répartition importante de numéraire parmi des éléments qui en ignoraient presque l'usage. C'est ainsi que dans les quinze premières années de l'occupation 66 millions ont été dépensés pour le chemin de fer, 40 millions pour les routes. Sur un parcours de 200 kilomètres entre Tamatave et Tananarive de 1902 à 1905 plus de 92.000 ouvriers ont été employés aux chantiers du chemin de fer ; chaque ouvrier, outre sa nourriture, recevait 0 fr. 80 par jour ; il effectuait en moyenne 50 journées de travail. Ce pécule d'une quarantaine de francs permettait à ces gens, généralement très pauvres, d'améliorer leur vêtement et leur habitation. Ils cherchaient par la suite à maintenir ce léger progrès.

La plus grosse part des divers budgets locaux dont le total atteint 100 millions en 1922, est dépensée sur place. Seules les économies des fonctionnaires et les commandes de matériel font sortir de la circulation locale certaines ressources du budget. En 1922, 24 millions environ seront payés en France pour la solde du personnel en congé, l'achat de matériel, le règlement de subventions et le service des emprunts locaux. Ce chiffre était pourtant exceptionnel en raison de grosses commandes de locomotives et de rails. La moyenne des dépenses effectuées dans la Métropole doit se stabiliser autour de 18 millions pour les exercices d'après-guerre. Au point de vue de la balance générale des entrées et sorties de numéraire, cette somme est compensée par celle dépensée dans la Colonie au compte du budget de l'Etat pour l'entretien des troupes qui, en 1920, comptait 6.000 hommes absorbant 20 millions de crédit.

L'accroissement régulier des budgets, établi par le tableau annexe n° 1, correspond donc à un dévelop-

pement constant des relations commerciales intérieures. L'équilibre budgétaire a toujours été maintenu par les administrateurs avisés qui se sont succédés au Gouvernement Général. Le budget local a assuré aisément, avec ses ressources ordinaires, l'entretien normal des services et la constitution d'une fortune immobilière considérable de routes, moyens de communications et bâtiments publics. En fin 1910, la valeur des immeubles bâtis appartenant à la Colonie était évaluée à 24.471.000 fr; celle du matériel en service à 8.489.000 fr. A la même date, on avait dépensé plus de 32 millions pour les routes. Actuellement, la fortune immobilière de la Colonie doit être, sans compter les routes et les chemins de fer, de l'ordre de 100 millions de francs. En outre, des excédents de recettes, atteignant parfois le cinquième du budget, sont allés grossir chaque année un fonds de réserve permettant d'exécuter sans emprunt des travaux d'outillage de longue haleine. Au 30 juin 1909, la caisse de réserve possédait déjà un avoir de 14.391.000 fr. : au 1^{er} janvier 1922, cet avoir était encore de 14.029.740 fr. plus 3.410.740 pour les fonds de réserve du chemin de fer. Ces sommes permettent actuellement de continuer des constructions de voies ferrées malgré la crise financière de 1922. A la fin de l'année l'actif liquide sera encore bien supérieur au minimum de 1.500.000 fixé par l'arrêté interministériel du 20 juin 1917. — Des quantités considérables de numéraire sont donc mises en circulation d'une façon constante par le budget local ordinaire, le budget extraordinaire, le budget annexe du chemin de fer, celui de l'assistance médicale indigène et par les budgets des neuf communes qui ont l'autonomie financière.

Les emprunts effectués par la Colonie en France ont, en outre, incorporé près de 100 millions de francs à la richesse de la Colonie. Nous étudierons plus loin leur influence.

CHAPITRE II

Les Relations avec la Métropole

Le développement continu des transactions intérieures depuis 1895, nous a déjà fait pressentir l'importance que les relations extérieures ont parallèlement acquises à Madagascar. Leur évolution ne peut être envisagée en détail ici : elle a été complètement décrite jusqu'en 1911 dans un important rapport de M. Henri Mager au congrès de l'Afrique Orientale organisé par l'Union Coloniale ; dans les tableaux 2, 3 et 4 ci-annexés, nous nous bornons à donner les chiffres essentiels de ces transactions. Ils permettent de distinguer quatre périodes principales :

1° Avant la conquête, commerce insignifiant ;

2° De 1897 à 1905 période d'organisation et d'outillage caractérisée par des importations excessives (pendant ces huit ans le total des importations s'élève à 287.686.286 francs, celui des exportations atteint seulement 108.489.756 francs) ;

3° De 1905 à 1913, période d'exportations et d'équilibre, les statistiques commerciales donnent un total de 301.141.176 francs importés contre 320.800.350 exportés ;

4° De 1913 à 1920, période d'exportations intenses ; la balance très satisfaisante de ces sept années de crise donne un chiffre global de 810.787.491 fr. à l'entrée contre 788.865.411 fr. à la sortie.

D'une façon générale, on constate un développement de l'exportation des produits agricoles et d'élevage beaucoup plus important que celui des produits de cueillette et même miniers. C'est ainsi que pendant les premières années de l'occupation de grosses quantités de riz devaient être achetées aux Indes ; actuellement Madagascar vend 20 à 30.000 tonnes de la précieuse céréale ; de 1904 à 1916 l'exportation des peaux est passée de 1.221.000 fr. à 14.954.000 fr. En 1911, on vendait seulement 1.589.000 francs de viande de conserve, en 1919, le total d'exportation des produits consommables de l'élevage atteignait 70 millions de francs. Par contre, l'exportation des cires se maintient à peu près égale ; celle du caoutchouc de cueillette qui constituait le quart des sorties en 1891 est devenue presque nulle. L'extraction de l'or qui dépassait une moyenne annuelle de 2.500 kilos avant la guerre est tombée pour les trois dernières années à moins de 500 kilos ; celle du graphite qui a connu un développement inouï pendant les hostilités, passant de 545 tonnes en 1910, à 26.943 en 1917, se maintient depuis lors autour de 6 mille tonnes.

Dans le tableau annexe 3, nous avons essayé d'établir la comparaison, en quantité, des transactions effectuées en 1900-1910-1920 sur les principaux produits achetés ou vendus par Madagascar. Il en ressort que l'accroissement des exportations vraiment profitables au pays se fait à la fois en quantité et en valeur. Parallèlement, les importations ont augmenté presque constamment en valeur ; du fait des hostilités, elles ont quintuplé en dix ans ; mais si l'on fait abstraction de grosses fournitures de métaux et de ciments, on constate que pour les denrées d'alimentation et les tissus

Mouvement des Importations et Exportations

ANNÉES	IMPORTATIONS	EXPORTATIONS
1897	18.358.918 fr.	4.342.432 fr.
1898	21.627.817	4.974.548
1899	27.916.614	8.046.408
1900	40.478.813	10.623.869
1901	46.032.759	8.975.473
1902	42.289.036	13.144.440
1903	33.107.171	16.471.128
1904	26.419.384	19.357.464
1905	31.463.774	22.553.994
1906	36.527.622	28.188.819
1907	25.323.258	27.270.124
1908	30.166.843	23.090.916
1909	34.140.335	33.378.179
1910	33.436.922	45.438.280
1911	44.763.892	47.535.361
1912	50.034.848	59.844.294
1913	46.747.456	56.054.377
1914	47.356.698	46.683.220
1915	43.767.345	66.066.115
1916	101.955.637	85.015.207
1917	136.770.590	86.207.968
1918	102.269.827	91.782.713
1919	98.972.737	177.167.590
1920	279.694.657	235.942.698

les quantités achetées sont sensiblement constantes. La baisse constatée sur les cotonnades brutes, quoique compensée en partie par l'augmentation des entrées de vêtements, tissus ouvrés et lainages, constitue même un indice de diminution du bien-être et des possibilités économiques des indigènes de la brousse.

Le tableau n° 4 qui indique la répartition du commerce de Madagascar avec les différents pays, montre que l'évolution des relations extérieures de la Colonie est dominée par deux phénomènes : 1° La part prépondérante prise par la Métropole dans le commerce extérieur de la Colonie ; 2° L'extension continue du commerce de Madagascar dans l'Océan Indien.

Sous le Gouvernement Hova, hostile à toute intrusion étrangère, le pays, dans son organisation primitive, vivait replié sur lui-même. Les cotonnades étaient le seul produit objet d'un commerce d'importation appréciable ; en échange les indigènes vendaient surtout des bœufs. Sur la côte, des boutres nombreux de Zanzibar et de l'Inde entretenaient des échanges plus complexes et plus fréquents, à raison du faible tonnage de ces embarcations, qui apportaient du sel, des bibelots et emportaient de la cire, des peaux et du caoutchouc.

L'état primitif du commerce extérieur nous est démontré par l'organisation douanière. Le Gouvernement Hova entretenait bien 26 postes de douanes, mais les tarifs fixés théoriquement à 10 % étaient appliqués de façon fantaisiste et leur produit restait surtout entre les mains des agents ; la perception des droits était faite fréquemment en nature et nous trouvons un arrêté du 10 mars 1897 qui prévoit la liquidation des marchandises provenant de ce mode de recouvrement. Dans les principaux ports, contrôlés

COMPARAISON

DES

Principaux Produits importés et exportés
en 1900, 1910 et 1920 en milliers de kilos ou litres

IMPORTATIONS	1900	1910	1920
Tissus de coton.....	3.885	3.543	2.856
Vins ordinaires.....	5.522	4.012	1.903
Farine de froment...	2.510	1.771	1.883
Eaux de vie.....	»	585	632
Métaux.....	1.862	1.627	4.621
Ferronnerie.....	920	913	1.211
Sucre.....	653	1.114	1.813
Ciment (¹).....	5.499	5.856	5.585
Vêtem ^{ts} et lingerie(¹)	210	99	205
Savon.....		838	281
EXPORTATIONS	1900	1910	1920
Peaux brutes.....	604	6.584	9.975
Caoutchouc.....	427	1.125	14
Rafia.....	3.299	5.618	8.164
Cire.....	217	531	550
Vanille.....	6	42	25
Saindoux (¹).....	3	966	1.858
Légumes secs (¹)....	870	3.513	19.032
Riz.....	160	8.251	33.400
Viandes salées et conserves ¹)...	17	491	11.233
Manioc (¹).....		4.655	18.532

(1) Pour ces marchandises, les rubriques de douanes ne sont pas identiques dans les trois années considérées.

depuis 1885, les perceptions étaient insignifiantes, elles se chiffraient par 231.000 francs en 1895.

Presque tout le commerce extérieur, de même que celui de gros à l'intérieur, était effectué par des maisons étrangères. Les importations de tissus, qui représentaient la moitié du trafic, relevaient presque entièrement de la firme américaine Ropes (plus tard Arnol et Cheney) et de la maison anglaise Procter Brothers. D'après le rapport de M. d'Anthouard, Chancelier de la Résidence de France à Tananarive, publié au *Journal Officiel* de la République Française du 21 juin 1891, les importations faites en 1890 étaient estimées à 5.600.000 fr., dont 2.725.000 de tissus et 400.000 d'alcool, les exportations à 3.750.000, dont 1.000.000 de francs de produits d'élevage et 600.000 francs de caoutchouc. La part de la France était minime (à peine un quart du chiffre total).

§ I. — *L'assimilation douanière*

Dès l'annexion de Madagascar, l'organisation douanière attira l'attention des autorités. Le droit de 10 % perçu précédemment sur toutes les marchandises étrangères importées fut supprimé sur les produits français. Pour permettre une surveillance plus étroite, un arrêté du 31 mars 1896, pris par le Général Duchesne, diminua le nombre des postes de douanes.

Mais le régime définitif fut seulement instauré par la loi du 16 avril 1897, déclarant applicable à Madagascar le tarif général de 1892. De ce fait les marchandises étrangères étaient taxées comme à leur entrée dans la Métropole, sauf dérogation à apporter par décret. Au contraire, les produits français rentraient en franchise. Il est intéressant de remarquer que c'est à la demande de la Colonie que fut adopté ce système

douanier qui impose au consommateur colonial un droit très lourd sur les produits qu'il achetait d'habitude (cotonnades anglaises et américaines). L'assimilation douanière privait le jeune budget de Madagascar de ressources très importantes, mais créait pour les industriels métropolitains, particulièrement pour les filateurs, un large marché privilégié.

Ce dernier but fut du reste très vite atteint. La dérogation la plus importante apportée aux tarifs métropolitains par décret du 31 mai 1898 eut pour but non d'alléger les charges du consommateur colonial mais d'augmenter la protection en majorant les taxes sur les cotonnades étrangères. Aussi certaines agences américaines et anglaises cessèrent leurs opérations ; les autres, ainsi que les maisons allemandes (Spost et Brandon, Oswald, D. O. A. G.) et les commerçants asiatiques, continuèrent leurs transactions mais achetèrent leurs produits manufacturés en France. La Métropole trouvait dans la constitution de ce marché privilégié une rapide compensation aux lourdes charges de la pacification.

Alors qu'en 1896 sur 17 millions de transactions la part de la France était de 6.535.000 ; en 1904, sur un total de 45.776.000 cette part était de 36.978.000 et dans les importations elle atteignait 91,58 %. Depuis lors, la prépondérance du commerce entre Madagascar et la Métropole s'est maintenue ainsi que l'établit la répartition des importations et des exportations en 1909, 1910 et 1920, établie par le tableau n° 4. En 1920, sur 279 millions d'importation, la part de la France et de ses colonies était de 213 millions ; aux exportations elle était de 191 millions sur un total de 235.

On constate parallèlement la suprématie incontestée du pavillon français dans la navigation tant au long cours qu'au cabotage. En 1920, nos navires effectuaient les 12/18^{me} du mouvement des marchandises et les 13/15^{me} du mouvement de la navigation. Et pourtant, alors que des boutres nombreux sillonnent la mer des Indes, Madagascar est éloignée des grandes lignes françaises à gros trafic qui vont sur l'Indo-Chine; elle est proche, au contraire, des lignes anglaises allant du Cap aux Indes, aux Mascareignes et en Australie; avant la guerre de puissantes Compagnies allemandes prenaient une part croissante du trafic. Mais de gros sacrifices ont été consentis par le budget de l'Etat pour subventionner un service postal effectué par les Messageries Maritimes tous les quatorze jours. La Compagnie Havraise Péninsulaire a su, d'accord avec les Messageries Maritimes, se maintenir une clientèle fidèle de chargeurs pour son service bi-mensuel de cargo-boats. Enfin, la Colonie subventionne les Messageries Maritimes pour un réseau de lignes annexes qui desservent, mensuellement en principe, les petits ports de la côte Est et de la côte Ouest, les Comores et Zanzibar et trimestriellement Durban. Pourtant à la fin de la guerre, ces lignes des Messageries Maritimes devenues irrégulières et exigeant des frets très élevés n'ont pas donné toute satisfaction aux intérêts locaux. On peut espérer qu'une fixation plus modérée des frets par la nouvelle Compagnie contractuelle maintiendra au pavillon français la place prépondérante qu'il occupe dans cette partie de l'Océan Indien. Avec le pavillon français, les marchandises françaises continueront à avoir la prééminence dans les ports malgaches.

Répartition du Commerce

	1900	
	Importations	Exportations
France.....	34.787.774	7.309.971
Réunion.....	731.096	374.071
Indes Françaises.....	(1)	(1)
Autres Colonies Franç ^{es}	1.310.844	42.254
Angleterre.....	1.367.209	353.750
Maurice.....	4.148	349.098
Indes Anglaises.....	414.359	41.887
Egypte.....	8.316	(2)
Natal.....	(2)	(2)
Zanzibar.....	(2)	(2)
Autres Colonies Angl ^{es}	30.885	259.103
Côte Orientale d'Afrique.....	865.856	542.325
Mozambique.....	(3)	(3)
Allemagne.....	602.198	1.290.818
Amérique.....	32.809	(3)
Suède et Norvège.....	257.384	(3)
Suisse.....	(3)	(3)
Autres pays.....	57.935	60.592
TOTAL.....	40.470.813	10.623.869

(1) Compris dans autres colonies françaises.

(2) Compris dans autres colonies anglaises.

(3) Compris dans autres pays.

Extérieur de Madagascar

1910		1920	
Importations	Exportations	Importations	Exportations
27.757.243	28.521.436	170.559.445	165.897.019
(1)	(1)	16.605.554	24.832.360
(1)	(1)	16.240.123	97.090
1.392.551	1.274.850	10.588.753	772.443
798.573	3.302.933	10.159.888	20.001.220
(2)	(2)	5.271.058	10.137.052
(2)	(2)	11.486.532	655.188
10.082	56.340	234.104	579.454
(2)	(2)	18.469.396	6.256.044
(2)	(2)	7.045.777	1.468.508
1.954.049	963.287	3.773.651	417.651
(3) et (2)	(3) et (2)	(3) et (2)	(3) et (2)
(3)	(3)	1.380.430	582.589
536.383	10.393.560	»	»
191.977	129.278	5.898.390	3.096.525
251.963	(3)	367.822	42.915
(3)	(3)	425.540	308.235
544.101	796.596	1.188.194	798.405
33.436.922	45.438.280	279.694.657	235.942.698

§ II. — *Commerce d'importation et d'exportations
avec la France*

Quels sont les produits principaux qui alimentent les relations de Madagascar avec la France ?

Quel est leur avenir ?

Enfin, cette proportion d'environ trois quart du commerce extérieur effectué avec la métropole, digne de l'ancien système du pacte colonial, et très favorable à la France, est-elle susceptible de se maintenir ?

Ces questions sont essentielles pour l'organisation économique et monétaire de l'Ile, car les relations limitées en fait à la métropole justifient seules le système actuel qui fait de Madagascar au point de vue monétaire une portion de territoire français, au même titre que la Corse, mais à 10.000 kilomètres de Marseille.

Le tableau n° 5 ci-annexé établit quels sont les principaux articles que Madagascar vend ou achète à la métropole. Nous remarquons que presque toutes les marchandises importées de France sont des produits ouvrés et à part les vins et certains produits de luxe peuvent être concurrencés par des produits similaires étrangers. Le régime douanier maintient seul la prééminence des produits français. Pour les machines, métaux et matériaux de construction destinés aux travaux publics, des clauses spéciales exigent généralement que ces marchandises soient d'origine française. Au contraire, les exportations vers France portent uniquement sur des produits bruts et des denrées d'alimentation dont la métropole a le plus grand besoin et que Madagascar fournit à bon compte. Les franchises douanières à l'entrée en France expliquent en partie ces ventes à la métropole. Mais cet avantage est en partie compensé par l'obligation de

fait du transport sous pavillon français. Ces produits pourraient donc se vendre dans des conditions presque aussi avantageuses sur des marchés étrangers.

Pour tous les produits de Madagascar, la Métropole offre un débouché illimité ; notre ravitaillement par les colonies, si utile au cours de la guerre, doit être développé sans cesse à raison des différences de change qui nous gêneront longtemps encore sur les marchés étrangers. Même en dehors de toute crise, il doit être préféré pour des raisons politiques à l'achat au hasard des cours les plus favorables en Australie, en Argentine, aux Etats-Unis ou en Chine. Une politique économique impériale doit resserrer les liens durables qui unissent les diverses parties de la plus grande France ; elle entraînera pour l'avenir une interdépendance qui devra favoriser les producteurs coloniaux et évitera bien des crises dangereuses aux industriels et aux consommateurs métropolitains. Les mesures récentes prises par l'Angleterre et ses Dominions pour la protection impériale, les dispositions douanières draconiennes, adoptées successivement par tous les pays, démontrent la nécessité de favoriser par tous les moyens les relations franco-coloniales.

Nous avons vu que le régime douanier actuel était très favorable à cette union : les produits de Madagascar entrent en franchise en France (à l'exception des sucres et de leurs dérivés) et réciproquement les produits français entrent dans la Colonie n'acquittant que des taxes de consommation de caractère fiscal. Ce privilège colonial est particulièrement important depuis que les tarifs maximum ou minimum sont majorés de coefficients formidables.

Cependant, comme contre-partie à ce protectionnisme nécessaire, un argument impérieux, celui de la

TABLEAU 5

Principales Importations et Exportations entre Madagascar et la France en 1920

IMPORTATIONS		EXPORTATIONS	
	Tonnes		Tonnes
Tissus de coton....	1.300	Viandes frigorifiées	
Tissus de laine.....	70	de bœuf.....	3.817
Vêtem ^{ts} et lingerie.	180	Viandes frigorifiées	
Papier et imprimés.	428	de porc.....	648
Métaux bruts.....	5.000	Viandes frigorifiées	
Machines et mécani-		de volailles.....	45
ques.....	1.000	Conserves en boîtes.	5.750
Quincaillerie.....	1.500	Peaux.....	8.064
Automobiles et véhi-		Saindoux.....	1.028
cules.....	200	Manioc.....	16.320
Ciment.....	5.225	Riz.....	10.243
	Litres	Légumes secs.....	1.763
Vins ordinaires....	1.841.000	Fruits et graines	
Vins de liqueur ou		oléagineuses....	2.000
mousseux.....	534.000	Café.....	870
Bières.....	249.000	Girofle.....	236
	Tonnes	Vanille.....	525
Sel.....	2.400	Bois.....	4.498
Farine de froment..	326	Raphia.....	7.278
Huiles.....	208	Ecorces tannifères..	1.163
Sirops et confiseries.	94	Graphite.....	8.293
Lait concentré.....	82		Kilos
Poissons conservés.	67	Pierres précieuses.	6.000
Tabacs.....	65	Or.....	327
Couleurs et vernis..	250		Tonnes
Savons et parfume-		Fécules.....	2.037
ries.....	277	Tapioca.....	464
Bouteilles et verres.	615	Rabanes.....	136
Sacs.....	478		
	Paires		
Chaussures.....	19.000		

distance, vient de plus en plus entraver le commerce franco-malgache. Après les hausses prohibitives de frets et leur effondrement récent, il est certain qu'à la fin de cette crise les transports maritimes coûteront beaucoup plus cher qu'avant la guerre; les exigences coûteuses de la main-d'œuvre européenne, la diminution de son rendement sont des faits inéluctables. Les distances que l'on commençait à dédaigner reprennent leur valeur. Les longs parcours, soit par la Mer Rouge et le Canal de Suez, soit par le Cap, grèvent lourdement les principaux produits de Madagascar, qui pour une faible valeur sont encombrants et pondéreux.

Ainsi, durant la crise récente, les exportations ont été presque complètement arrêtées par la cherté des transports. Les produits restent sur place et nous verrons que ces circonstances amènent les commerçants à reprendre les efforts déjà anciens en vue d'augmenter leurs affaires dans l'Océan Indien. Du côté des importations cette crise provoquera de même le ravitaillement de la Colonie dans les centres industriels en formation à sa proximité (Indes, le Cap). Mais nous pensons qu'elle aura pour effet principal d'inciter à la production sur place de beaucoup de produits, soit alimentaires (blé, vin, sucre, rhum), soit nécessaires à la construction (ciments, fer brut), soit à l'habillement (textiles locaux, chaussures). Nous avons déjà signalé que la variété des ressources locales peut permettre à Madagascar, particulièrement en temps de crise, de vivre sur son sol sauf pour les produits de luxe.

Malgré tout, il semble que pour de longues années le commerce avec la Métropole, tel qu'il est organisé actuellement restera dominant et que la Grande Ile

intensifiera encore la production des denrées nécessaires pour satisfaire les besoins de la France, particulièrement en peaux, viandes et denrées alimentaires. La protection douanière, qui ne saurait être relâchée dans la crise actuelle, maintiendra de même un facile placement des tissus et des machines françaises.

§ III. - *Rôle du Budget colonial dans la balance commerciale*

Les statistiques douanières nous ont montré un déséquilibre considérable entre les importations et les exportations : dans les huit premières années d'occupation, le total des importations dépasse de 180 millions celui des exportations ; puis, de 1905 à 1920, les statistiques indiquent un équilibre satisfaisant. Par contre, dans la seule année 1921, nous constatons un excédent d'importations vraiment impressionnant de 155 millions. Comment peut s'expliquer ce déséquilibre de la balance commerciale ?

Il convient de remarquer que la balance générale des échanges de Madagascar, comprend une part très importante de créances et de dettes autres que celles chiffrées par les statistiques douanières. Ces éléments interviennent surtout dans la balance avec la Métropole : car les règlements des transactions commerciales avec l'étranger s'effectuent en général par l'intermédiaire de Paris.

Le déséquilibre entre les importations et les exportations de l'Île s'explique par les déplacements considérables de valeur effectuées 1° par le Trésor et 2° par les colons : les premiers peuvent être assez aisément suivis dans les statistiques administratives ; les seconds sont constitués par les opérations des particuliers et des Banques et sont difficiles à évaluer.

Quelles sont les exportations de valeurs qui échappent aux statistiques douanières ? En première ligne, nous trouvons les envois d'argent effectués sur France par le budget local qui, nous l'avons vu, atteignaient environ 8 millions en 1910, 24 millions en 1922, et paraissent devoir se maintenir autour de 18 millions.

Viennent ensuite les économies des 200 officiers et 400 sous-officiers et des 1.700 fonctionnaires européens, qui effectuent en moyenne des séjours de 3 ans, et les bénéfices que les colons et les sociétés coloniales retirent de leurs entreprises. Ces transferts se font pour les particuliers, à l'aide de mandats-postes et par le transport individuel de billets de banque lors des congés. Pour les sociétés, les opérations se règlent par l'intermédiaire des Banques. Les rapports d'ensemble sur la situation de la Colonie pendant l'année 1910 estimaient le chiffre des économies et bénéfices à 3 millions de francs en 1903, et à 9 millions en 1910. Mais dès cette époque, on constatait que ces fonds tendaient à se placer de plus en plus dans la Colonie. Actuellement, il n'est pas excessif d'estimer les rapatriements annuels à dix millions.

Le paiement des frets et passages aux différents chargeurs, tous européens, constitue le troisième élément de sortie de fonds. Sur la ligne de l'Océan Indien des Messageries Maritimes, les recettes effectuées sur les passagers, marchandises et colis postaux s'élevaient en 1919 à 4.962.000 francs, dont plus de la moitié était fournie par Madagascar. Avec les frets payés à la Compagnie Havraise et aux Compagnies étrangères, on peut évaluer actuellement à 5 millions au moins les sommes payées aux Compagnies de Navigation par Madagascar. Il est vrai que ce chiffre ne vient pas pour son intégralité en aggravation de

ceux donnés par la balance commerciale, car celle-ci considère la valeur des produits importés au débarquement après paiement du fret et celle des produits exportés avant leur embarquement et avant ce paiement.

A côté de ces trois éléments permanents s'ajoute, particulièrement depuis la guerre, une cause spéciale de sorties de fonds sur la métropole à raison des souscriptions aux emprunts de la défense nationale dont nous étudierons ultérieurement le placement dans la Colonie. Le total des capitaux qui ont été ainsi transférés représente au bas mot 35 millions. Nous noterons, en outre, que dans un élan de généreux patriotisme, Madagascar a envoyé aux œuvres de guerre environ 5.250.000 francs, prenant le deuxième rang parmi les colonies françaises immédiatement après l'Indo-Chine (10 millions).

Voyons quels sont en sens inverse les mouvements d'importations de valeurs autres que les marchandises dédouanées ?

Le plus important facteur de ces importations est le budget de l'Etat, qui a effectué dans le pays pour sa conquête et sa pacification des dépenses considérables. Il a supporté des frais énormes de recrutement et de ravitaillement pendant la guerre et actuellement encore entretient un effectif militaire élevé.

Presque toutes les dépenses du budget colonial à Madagascar sont faites pour les services militaires. Avant la conquête, le traité du 17 décembre 1885 accordait à la France le droit de s'installer à Diégo-Suarez. Mais de même qu'à Nossi-Bé, à Sainte-Marie et à Mayotte, les forces françaises étaient surtout navales et aucune dépense importante n'était effectuée à terre. Pendant les dix premières années de l'occupation un

effectif moyen de 45.000 hommes, avec un pourcentage élevé de cadres européens, a été entretenu dans le pays. Le coût de cette armée était considérable et une partie très forte des dépenses était faite sur place et profitait à la circulation locale. Le tableau annexe n° 6 établit le montant des dépenses militaires de 1900 à 1921. Pour les trois premières années, les crédits budgétaires étaient de :

9.850 000 en 1897
18.276.000 en 1898
23.541.000 en 1899

mais les dépenses furent, en fait, très supérieures (celles de 1897, par exemple, dépassent 20 millions). Pendant cette période d'installation, un rapport étroit a existé entre les importations et les fonds venus de France. En 1900, sur 40 millions d'importation, 7.161.000 francs représentaient les approvisionnements des services militaires. En 1903, le budget colonial étant de 18 millions, les seuls achats de vivres dans le pays s'élevaient à 5.229.666 francs, chiffre représentant le tiers des exportations de Madagascar, dans l'année considérée, et le sixième de ses importations.

Les dépenses d'achat de matériaux et celles de main-d'œuvre étaient également très élevées du fait de la construction des casernes, des hôpitaux et d'ouvrages militaires. Pour la seule organisation de la défense de Diégo, la loi du 20 juillet 1900 a accordé un crédit de 10.500.000 francs, dont une part notable était employée dans le pays. Il en a été de même lors de la construction du bassin de radoub de Diégo. On peut considérer que les $\frac{2}{3}$ des sommes dépensées par le budget colonial et figurant au tableau n° 6 (soit au total environ 200 millions, sont restées à Madagascar

et ont compensé régulièrement le déficit apparent des transactions commerciales.

TABLEAU 6

DÉPENSES
DU
BUDGET COLONIAL

Payées à Madagascar de 1900 à 1921

1900... 27.230.000	1911... 11 millions environ
1901... 27.840.000	1912... 11.005.000
1902... 22.637.000	1913... 11.369.000
1903... 19.382.000	1914... 11.204.000
1904... 16.611.000	1915... 10.470.000
1905... 15.989.000	1916... 14.772.000
1906... 15.454.000	1917... 19.696.000
1907... 13.218.000	1918... 14.334.000
1908... 12.872.000	1919... 17.608.000
1909... 12.024.000	1920... 25.098.000
1910... 11.922.000	1921... 20.080.000

Nous verrons que c'est grâce au budget colonial que s'est constitué le stock monétaire de la Grande Ile. Ce stock, qui en 1895, ne dépassait guère 5 millions, comptait, dès 1913, 50 millions de monnaie d'argent. De même, pendant la guerre, les importantes dépenses de l'Etat français ont été soldées par des billets métropolitains qui sont la base de la circulation monétaire de Madagascar (environ 100 millions). Le fonds de roulement ainsi reçu de France est aussi indispensable au pays que des voies de communication et se compare du reste, en valeur, au coût de construction du chemin de fer de Tananarive à la côte Est, le plus important des travaux publics de la Colonie, et qui jusqu'en 1911 avait coûté 66 millions de francs.

Cependant l'importance des dépenses militaires tend à diminuer quoique leur chiffre d'après-guerre se maintienne autour de 20 millions. Ces dépenses correspondent, en effet, à des effectifs continuellement diminués. En 1910 le groupe de l'Afrique Orientale était déjà ramené à 10.000 hommes, en 1921 il compte à peine 6.000 hommes, la troupe étant presque uniquement constituée d'indigènes. La sécurité absolue du pays permet d'envisager encore une réduction de ces effectifs : ils ont une utilité surtout impériale et permettent le recrutement et la formation de troupes noires pour la Métropole.

Constatons donc qu'actuellement les dépenses des services militaires à Madagascar ne dépassent pas le montant des dépenses de la Colonie en France. Ces deux règlements de 20 à 24 millions se compensent, du reste, dans les écritures du Trésor et dans son compte avec la Caisse Centrale de Paris. Cet équilibre d'opérations budgétaires paraît devoir se maintenir tant que la Colonie n'aura pas à effectuer de grosses opérations d'emprunt extérieur.

A côté des dépenses militaires, le budget de l'Etat effectue un certain nombre de paiements dans la colonie, paiements que nous retrouverons en examinant le fonctionnement du service du Trésor. Du fait de la guerre il a soldé de gros achats pour le ravitaillement national. Jusqu'en 1903 il donnait à la Colonie une subvention annuelle en vue de faciliter la constitution de l'outillage de Madagascar ; fixée d'abord à 1.800.000 francs en 1897 et 1898, cette allocation était progressivement diminuée. En sens inverse la Colonie a été appelée à participer aux dépenses militaires ; sa contribution, de 100.000 francs par an en 1904, a été portée à 200.000 francs en 1908, 300.000 francs en

1910 ; elle est restée fixée à 700.000 francs depuis la loi du 13 juillet 1911. En outre : 1° elle paie les pensions et gratifications de réforme militaire liquidées par l'Etat aux soldats indigènes, ce qui représentait 72.000 francs en 1918, 275.000 francs en fin 1922 ; 2° elle rembourse les frais de transport et d'entretien des condamnés aux travaux forcés (loi de Finances du 26 décembre 1908) ; la dépense était de 100.000 francs en 1922.

Le facteur essentiel d'importations de valeurs étant représenté par le budget colonial, nous trouvons maintenant en deuxième lieu l'apport des capitaux métropolitains dans les entreprises locales. Sur les traces de l'armée d'occupation une masse de colons s'est portée vers l'île. Sur les mines d'or, un véritable rush de prospecteurs se produisit de 1900 à 1907. Attirées par le rétablissement rapide de la sécurité et les grandes facilités accordées par le Général Galliéni, des sociétés se créaient en France et investissaient des capitaux importants dans des entreprises commerciales et agricoles. Dans le programme de mise en valeur des colonies nous trouvons une évaluation globale des capitaux des entreprises coloniales ; en considérant seulement celles constituées en société anonyme, le ministère dénombre à Madagascar : 14 entreprises commerciales avec 51 millions de francs, 18 industrielles avec 40 millions et 19 agricoles et forestières avec 41 millions, soit un total de 51 sociétés groupant 133 millions de francs. Nous étudierons plus loin l'influence de ces sociétés sur la circulation monétaire. Mais l'importance de leurs capitaux est remarquable pour une colonie de 25 ans, peuplée de 3 millions d'habitants, d'autant que la même statistique indique pour tout le groupe de l'A. O. F.

beaucoup plus étendu et plus peuplé 81 entreprises groupant 261 millions et pour la riche Indo-Chine 74 entreprises avec 255 millions.

Le mouvement de formation des sociétés coloniales à Madagascar a été un peu spasmodique et particulièrement remarquable sous le gouvernement du Général Galliéni et vers la fin de la guerre ; il est pourtant loin d'être achevé, les possibilités du pays sont encore immenses et le besoin de capitaux métropolitains que nous signalerons, particulièrement pour les organisations de crédit, maintiendra longtemps encore un courant de valeurs métropolitaines ou étrangères vers Madagascar.

Ces considérations s'appliquent entièrement au troisième facteur d'introduction des capitaux français, également spasmodique ; il est constitué par les emprunts de la colonie dans la Métropole. Nous les étudierons plus complètement en examinant le crédit public ; mais leur influence sur la balance des créances et des dettes extérieures a été très sensible. Les 105 millions de francs prêtés à la Colonie, en trois émissions, par les rentiers français ont en partie été dépensés dans le pays, mais pour une importante portion ils sont restés en France pour régler les grosses commandes de matériel, de rails et de ciment, nécessaires à l'outillage de la Colonie et qui ont grossi artificiellement le chiffre des importations. Si le grand programme de 300 millions était réalisé par voie d'emprunt on assisterait de même à des achats considérables dans la Métropole, créant un déséquilibre apparent dans les statistiques douanières. Mais en fait ces importations seraient réglées non avec les exportations, mais avec une partie du produit de l'emprunt réalisé en France.

Nous voyons donc que le déficit global de 180 millions qui résulterait des statistiques douanières jusqu'en 1920 est largement compensé par les dépenses du budget colonial et par les opérations d'emprunt local. Celles-ci ont en outre permis la constitution du stock monétaire et l'établissement de travaux publics. De même, la plus grosse partie des capitaux introduits par les colons et par les sociétés commerciales n'ont pas été absorbés par les compensations de la balance des marchandises : la plupart des entreprises ont prospéré et ont incorporé leurs ressources originelles à leurs plantations, à leurs comptoirs et à leurs mines. Le paiement des dividendes, qui doit être effectué en France, n'empêche pas l'accroissement constant de ces organismes, qui intensifient chaque jour davantage la production et les exportations de l'île.

Les éléments que nous venons d'envisager, et qui complètent heureusement les chiffres de la balance commerciale, déjà très satisfaisante par elle-même, nous offrent donc des gages certains d'équilibre économique et même d'accroissement de la production locale. Leur examen nous a montré que le commerce et les finances de Madagascar sont étroitement liés au marché français. Cette harmonie de l'évolution économique de la Grande Ile et cette solidité des rapports qui l'unissent avec la Mère Patrie sont parmi les plus beaux résultats de l'œuvre coloniale accomplie à Madagascar.

CHAPITRE III

Commerce avec les Pays étrangers

Nous avons déjà établi qu'avant la conquête le commerce extérieur de l'île était en grande partie

entre les mains des étrangers, particulièrement des Anglais, des Américains et des Allemands. L'application du régime douanier métropolitain établit la suprématie incontestée du commerce français qui bénéficia du régime de la porte ouverte. Aussi le commerce avec l'étranger représentait à peine, d'après le tableau annexe N° 3, en 1900, aux importations 4 millions sur 40 et aux exportations 3 millions sur 10. En 1910 la proportion restait analogue : pour les importations, 4 millions sur 33 ; aux exportations les gros achats de l'Allemagne faisaient ressortir 15 millions pour le commerce étranger sur un total de 45 millions. La guerre ayant éliminé la concurrence allemande a surtout développé la part des pays situés dans l'Océan Indien. En 1920 les étrangers ont importé 65 millions de produits sur un total de 279 millions et Madagascar, qui a exporté en tout 235 millions, leur en a livré pour 45 millions.

Tant que le régime douanier persistera, les proportions resteront à peu près semblables. Le principe de la franchise des échanges franco-malgaches ne paraît pas devoir être abandonné ; la création de droits sur ces échanges, envisagée au Congrès Colonial de Marseille en 1906, n'aurait qu'un intérêt fiscal qui est déjà réalisé par la création de taxes de consommation frappant tous les produits importés sans distinction d'origine. La seule modification intéressante et opportune serait, non l'autonomie douanière, permettant à la Colonie d'établir ses taxes sur tous les produits, même métropolitains, mais la personnalité douanière, préconisée au Congrès de l'Afrique Orientale de 1911 et permettant à la Colonie d'avoir des tarifs particuliers pour le commerce avec les pays

étrangers, spécialement avec les pays riverains de l'Océan Indien.

Après une étude étendue du problème, ce Congrès émit le vœu suivant :

« Le Congrès de l'Afrique Orientale adhère pour Madagascar aux principes votés par les Congrès Coloniaux de Marseille 1906, Bordeaux 1907, Paris (Anciennes Colonies) 1909, et qui sont :

a) Etablissement de la personnalité douanière pour chaque colonie ;

b) Revendication par la colonie des mesures qu'elle juge les plus propres au développement de sa richesse ;

c) Octroi de ces mesures par la métropole dans des conditions sauvegardant son droit de souveraineté et ses intérêts ;

d) Fixation d'une durée de douze années pour le régime ainsi établi.

« Et, faisant application de ces régimes à Madagascar, il demande :

a) Que la franchise de droit de douane accordée à Madagascar aux produits de la Métropole ait pour conséquence l'entrée en franchise sur le territoire national des produits de Madagascar ; que les taxes frappant à Madagascar les produits étrangers constituent pour la Métropole une situation de faveur n'allant pas jusqu'à la prohibition ;

b) Qu'en raison des voisinages de Madagascar et de la nature de ses produits, il soit tenu tout spécialement compte, dans les négociations de la Métropole avec les pays étrangers, des intérêts de la Grande Ile au point de vue de ses exportations ;

4° Que les droits existant sur les produits étrangers à leur entrée en France, par exemple le manioc, soient intégralement maintenus ;

5° Que l'outillage agricole et industriel soit exempté de tous droits d'entrée. »

Ce régime paraît répondre aux besoins actuels ; il aurait l'avantage de maintenir la sorte d'union douanière qui existe avec la Métropole et de donner à la colonie une indépendance nécessaire vis-à-vis de ses clients et de ses voisins. La question qui ne pouvait être agitée pendant la guerre, va être reprise par les Congrès qui doivent se tenir à Tananarive en 1923 à l'occasion de la foire commerciale et auxquels participeront des représentants des pays étrangers voisins. L'opinion locale est très favorable à la personnalité douanière ainsi comprise qui lui permettrait de réaliser une expansion commerciale intéressante dans l'Océan Indien.

§ I — *Pays d'Europe*

Quels sont actuellement les courants d'échange de la Grande Ile d'une part avec les pays européens et d'autre part avec les pays qui l'avoisinent.

L'Angleterre a eu longtemps la prééminence dans le commerce de Madagascar. Ceci s'explique : 1° par l'action politique très énergique qu'elle a suivie dans l'île dès 1825, particulièrement sous la direction de Sir Farquhar, gouverneur de Maurice, et 2° par l'action connexe des missions protestantes et anglicanes protégées officiellement par la monarchie hova. Aussi avant la conquête l'Angleterre effectuait plus de la moitié du commerce de l'île ; les importations de cotonnades lui revenaient du reste normalement du fait de sa production bon marché ; elle partageait

néanmoins ce trafic avec les Etats-Unis dont la production de toile écrue dite *Cabot* correspondait aux préférences des indigènes.

Après 1895, le commerce britannique proprement dit (sans tenir compte des colonies anglaises), n'a assuré qu'un faible courant d'importation, un trentième du chiffre total en 1900, un quarantième en 1910, un vingtième en 1920 (10 millions). A cette date on note parmi les articles importés à peine une centaine de tonnes de houille et de ciments ; 350 tonnes de métaux ouvrés ou machines, et surtout 240 tonnes de tissus comprenant principalement des cotonnades teintes et imprimées et des sacs de jute.

Les exportations directes sur l'Angleterre, presque nulles en 1900, ont au contraire suivi un accroissement régulier, 3 millions en 1910, 20 millions en 1920. En 1920 les éléments de ce commerce croissant sont les peaux (1.600 tonnes), les viandes et graisses (500 tonnes), le manioc (8.000 tonnes), et surtout les pois du Cap (7.000 tonnes) sortes de gros haricots, très recherchés en Angleterre, et qui au contraire trouvent assez difficilement preneur en France. Enfin la Grande-Bretagne achète près de 1.000 tonnes d'écorces tannifères jadis drainées entièrement par l'Allemagne ; elle reste, malgré les exploitations de Ceylan un des meilleurs clients des graphites malgaches (4.500 tonnes).

Mais si le commerce anglais ne représente qu'un total de 30 millions en 1920, les relations avec la place de Londres sont beaucoup plus importantes en réalité car une grosse partie des transactions avec les colonies anglaises (transactions atteignant près de 65 millions) se règle par la Métropole. En outre la colonie britannique de Madagascar comprend 132 anglais

métropolitains et 1492 anglais des colonies, abstraction faite des indiens ; il est vrai que ces chiffres comprennent au moins 1000 mauriciens qui sont français de cœur. Néanmoins ce groupement britannique, qui a formé une Chambre de Commerce active, a une grosse influence à Madagascar, surtout par l'action des missions religieuses qui, à défaut d'hostilité politique, entretiennent une rivalité confessionnelle active.

Les Etats-Unis d'Amérique, depuis la guerre, viennent au troisième rang dans les statistiques commerciales, abstraction faite des pays situés dans l'Océan Indien. Les relations directes avec l'Amérique sont d'extension récente : le placement des toiles écruës d'Amérique dites *cabot* avait été en effet provoqué par les importateurs anglais qui ne produisaient pas cette catégorie de cotonnade à des prix aussi avantageux. La création d'une mission protestante américaine, disposant de grandes ressources, et l'installation d'un consulat américain à Tananarive, ont entraîné le développement des importations américaines de 300.000 francs en 1910, à 9 millions en 1920, et ces relations sont encore susceptibles d'accroissement malgré l'éloignement de ce marché. Les Etats-Unis en 1920 ont vendu principalement du pétrole et des essences (950 tonnes), des métaux, machines et articles de ménage (230 tonnes), pour une valeur totale de 5.898.000 francs. Ils ont acheté pour 3.096.000 francs de produits notamment 2.000 tonnes de pois du cap, autant de graphite.

Avant la guerre le commerce de l'Allemagne était beaucoup plus important que celui de l'Angleterre et des Etats-Unis. Grâce à une organisation méthodique de factoreries puissantes et de bonnes lignes de navigations, dont les navires étaient munis d'un matériel

de batelage pour opérer jusque dans les petits ports de la côte, l'emprise allemande devenait inquiétante à Madagascar tout comme sur la Côte Occidentale d'Afrique. En 1900, l'ensemble des opérations avec l'Allemagne était d'environ 2 millions, en 1910 il atteignait 10.393.000 d'exportations contre des importations presque nulles 536.000 francs. Il faut avouer que les grosses exportations de manioc, d'écorces tannifères, de guano, faites sur l'Allemagne, ne portaient nul préjudice au commerce local. Mais les trois grandes sociétés Soost et Brandon, Oswald, Deutch Ost Africa, s'installaient solidement, possédaient des plantations et réalisaient de gros bénéfices sur les ventes de produits anglais ou français. Elles auraient certainement développé peu à peu leurs importations nationales. Toutes ces maisons ont été séquestrées et le commerce allemand ne figurait aux statistiques de 1920 que pour 116.000 francs. Mais en 1921 il atteint déjà 940.000 francs. Il est à prévoir que nos ennemis reprendront au moins leurs achats de produits bruts et ces opérations seront difficilement entravées.

Il faut du reste rapprocher de ce commerce allemand celui de la Suède, de la Norvège et de la Suisse. Les deux premières nations sont en relations régulières avec Madagascar par les bateaux de la Compagnie Scandinave de Navigation ; les norvégiens ont installé dans le centre et le sud de l'île des missions protestantes actives et riches. Il y avait dans la colonie, en 1921, 154 norvégiens dont 51 dans la Province de Fort Dauphin. Leur commerce qui ne dépasse pas 400.000 francs en 1920 paraît devoir se développer. A la même date le commerce suisse en progrès rapide s'inscrivait avec 425.000 francs d'importations et 308.000 francs d'exportations.

Nous noterons encore, en dehors des chiffres donnés par le tableau N° 3, les liens commerciaux existant entre la Grèce et Madagascar. Ils résultent moins des produits envoyés que du mouvement d'émigration portant des commerçants grecs dans la Grande Ile. Celle-ci constitue le terminus sud de cette importante colonisation commerciale hellénique qui a son centre sur toute les rives de la Méditerranée et qui s'étend sur la côte occidentale et orientale d'Afrique. On compte actuellement 313 sujets helléniques presque tous épiciers ou marchands d'alcool. Leur sobriété et leur sens commercial leur permettent presque de rivaliser avec les indiens et les chinois. Mais ils gardent moins que ces derniers le désir de se retirer dans la mère patrie et tout en conservant des attaches en Grèce la plupart tendent à se fixer à Madagascar et à demander leur naturalisation française.

Nous devons considérer de même ici en dehors de la zone de l'Océan Indien, les échanges entre Madagascar et l'Algérie, qui peuvent se faire directement par certains vapeurs de la Havraise Péninsulaire. L'Afrique du Nord a expédié, en 1920, 40 tonnes de tabac et près de 600 hectos de vins ; ce trafic paraît devoir se développer. Madagascar pourrait fournir directement à l'Algérie et à la Syrie où relâchent parfois des navires venant dans la Grande Ile, des viandes, du riz, du manioc pour le bétail et des légumes secs. L'existence de relations maritimes doit créer un mouvement commercial.

§ II. — *Développement des échanges dans l'Océan Indien*

L'ensemble de ces relations de Madagascar avec les pays européens paraît devoir rester stationnaire et bien inférieur à celui effectué avec la métropole ; il

ne pourra jamais influencer notablement le développement de la colonie et se règlera toujours par arbitrage sur le grand marché métropolitain ; il n'en sera pas de même, à notre sens, pour les relations que la Grande Ile s'est créées et développe encore dans l'Océan Indien.

Elle y bénéficie d'une position géographique centrale et de l'échelonnement d'archipels voisins riches et prospères (Mascareignes, Comores, Zanzibar, Seychelles). La navigation dans le canal de Mozambique et dans la zone des moussons est très facile et ce fait explique le peuplement de Madagascar par les races malaises, l'influence séculaire des arabes de Zanzibar sur les Comores et sur les côtes septentrionales, l'activité du cabotage pratiqué par plus de 350 voiliers et boutres montés surtout par des comoriens, et enfin, explique le développement récent de l'immigration et du commerce indien. La longueur des routes maritimes vers l'Europe entravera toujours le transport des produits lourds que Madagascar vend ou achète. Au contraire, les rives de l'Océan Indien, avec leur 500 millions d'humains, contiennent des marchés d'un immense avenir : la fourmillière des Indes, la riche Insulinde, les étendues de l'Australie et tous les territoires de l'Afrique, qui se réveille depuis le Cap jusqu'au Caire.

Dès 1897, le général Galliéni entrevoyait la place que la Grande Ile devait tenir dans ce monde économique encore en pleine gestation. Depuis lors, Madagascar a développé le commerce ancien aux Mascareignes et à Zanzibar, puis, a noué des relations directes avec l'Union Sud-Africaine et le Mozambique. Les longs courriers et les annexes des Messageries Maritimes facilitent l'établissement de courants régu-

liers. Les relations directes avec l'Inde se modernisent, les statistiques révèlent déjà l'arrivée de vapeurs indiens. Des agents commerciaux très actifs ont été institués par la Colonie à la Réunion, à Maurice, à Durban et à Zanzibar. Pour organiser nettement ce mouvement d'affaires, une foire commerciale est préparée pour 1923 à laquelle sont convoqués tous les pays riverains de l'Océan Indien du Cap à Singapour.

Il est probable que le développement de ces relations entraînera une certaine autonomie économique de l'Île, qui jusqu'à présent regardait surtout la France. Il soulèvera des questions douanières et financières complexes, car les pays riverains sont en pleine période de transformation économique et ont des organisations douanières, monétaires et bancaires très différentes.

Au premier rang commercial, parmi les pays voisins se trouve la Réunion. Géographiquement, c'est le point le plus rapproché ; historiquement, Bourbon a créé en quelque sorte Madagascar, elle a fourni des colons tenaces et a été la base solide de notre action politique et économique dans l'Île ; elle a envoyé des volontaires qui ont participé aux diverses expéditions entreprises. Actuellement, à Madagascar, la moitié de l'élément français, soit environ 9.000 habitants, est d'origine réunionnaise.

Economiquement, la Réunion est, comme Maurice, appliquée à la monoculture de la canne-à-sucre ; malgré ses efforts méritoires pour le développement des cultures vivrières, des plantes à parfum et des autres cultures coloniales, cette île très peuplée devra toujours demander des produits alimentaires ; Madagascar est placée dans des conditions particulièrement favorables pour les lui fournir. Les relations

maritimes assurées entre Tamatave et la Pointe-des-Galets, toutes les deux semaines par les Messageries Maritimes et fréquemment par des vapeurs de la Havraise, permettent un mouvement constant d'échanges. Un navire est équipé spécialement pour le transport des bœufs vivants sur les Mascareignes.

Sous le régime hova les traitants bourbonnais venaient vendre à Madagascar, surtout du rhum, et ils emportaient en échange des bœufs. En 1900, le commerce avec la Réunion s'établissait par 731.000 fr. aux importations, 375.000 fr. aux exportations. Pendant la guerre, le ravitaillement en riz et maïs fut assuré par un service officiel créé à Madagascar, opérant pour le compte de la colonie voisine, qui en échange cédait du sucre. Un contingentement très équilibré assura aux deux pays ainsi unis des ressources alimentaires très suffisantes. Les relations se maintiennent aussi étroites après la disparition des organes administratifs de ravitaillement. En 1920, les statistiques constatent 16 millions aux importations, 24 millions aux exportations, alors que le total des échanges avec l'Angleterre ne dépasse pas, nous l'avons vu, la valeur de 30 millions. Ces relations économiques intenses, l'absence de toute barrière douanière, ont fait naître des projets d'union politique par incorporation de la Réunion au Gouvernement Général de Madagascar ; cette union qui soulève de nombreuses difficultés administratives ne paraît guère convenir aux colons de Madagascar. Quoi qu'il en soit, les relations économiques ne peuvent que s'accroître et des raisons budgétaires seules ont fait supprimer le poste de délégué économique de la Réunion à Tananarive, mais Madagascar a un agent com-

mercial à la Réunion, et cette sorte de consulat inter-colonial est d'une grande utilité.

En 1920, Madagascar a reçu de sa voisine, 1.800 tonnes de sucres et 618.000 litres de rhum. Pour l'avenir, il semble que ces deux importantes denrées seront produites de plus en plus sur place, à Tamatave et à Nossi-Bé. On note ensuite une importation appréciable de sparteries, de meubles et d'alambics. La Réunion a réexporté, en outre, près de 110 tonnes de sacs généralement usagés et 120 tonnes de cotonnades provenant principalement des Indes. Elle a acheté à Madagascar, 3.000 animaux de boucherie, 250 tonnes de viandes, 600 tonnes de saindoux, 2.000 tonnes de maïs, 15.100 tonnes de riz et 2.000 tonnes de légumes secs, 11.000 tonnes de sel et 150 tonnes de bois. L'ancienne colonie productrice d'un café réputé a dû acheter à sa jeune rivale 325 tonnes de café.

Les mêmes conditions d'échange et les mêmes éléments de trafic se retrouvent entre Madagascar et l'ancienne île de France, Maurice, dont la population européenne est restée française de langue, de cœur et d'habitudes. Le chiffre actuel des transactions avec Maurice est presque identique à celui de la Réunion, l'île sœur, 10 millions de francs aux importations, 20 millions aux exportations. Les barrières douanières et les différences de change avec la roupie indienne apportent cependant des entraves à ce commerce, qui aux importations comprend beaucoup de marchandises provenant d'Angleterre, d'Australie, de l'Inde et même du Cap. L'escale de Port-Louis est, en effet, un centre de navigation des plus importants de l'Océan Indien et le trafic de réexportation y est très développé.

Après le groupe des Mascareignes, le centre d'affaires le plus important pour Madagascar est constitué par les Indes françaises et anglaises. Nos comptoirs et surtout Pondichéry sont en relations faciles avec Madagascar, grâce au régime des moussons qui porte sans danger les boutres d'un bord à l'autre de l'Océan.

Mais l'analogie des ressources entre les deux pays tous deux situés dans la zone tropicale humide limite la masse des échanges commerciaux, masse à laquelle il faut ajouter les relations personnelles et d'affaires maintenues par les indiens immigrés qui proviennent surtout de Bombay. Nous avons vu leur rôle dans le commerce intérieur ; la statistique de 1921 fixe leur nombre à 6.580. Un seul élément de transactions commerciales, les tissus, correspond aux importations qui se chiffrent par 16 millions provenant des Indes françaises, et 11 millions provenant des Indes anglaises : ce sont les cotonnades écruës de la maison Savannah de Pondichéry (580 tonnes), les cotonnades teintées et les filés et sacs de jute de Bombay (970 tonnes). Ces marchandises sont produites à très bon compte par l'Inde, dont les facilités industrielles se développent constamment. Aussi malgré les charges douanières ce commerce est susceptible d'un gros accroissement. En échange, il est vrai, Madagascar ne peut offrir que peu de produits utilisables dans l'Inde. Si un service normal de navigation s'établissait, il est néanmoins certain qu'un trafic pourrait naître sur les cuirs, les viandes, les parfums. Il s'effectue du reste dans des proportions modestes par Zanzibar.

Le port de Zanzibar est, en effet, un centre de navigation internationale comparable à Port-Louis : c'est l'entrepôt des marchandises à destination ou en pro-

venance de la côte Orientale d'Afrique, et de puissantes maisons de transit généralement anglo-indiennes y sont installées ; c'est, avec Mascate, le centre le plus florissant de la navigation par boutres. Les longs courriers sur Madagascar y relâchent régulièrement, les annexes partant de Diégo y aboutissent après avoir desservi les quatre îles principales des Comores dont le régime social et économique ressemble du reste beaucoup plus à celui de Zanzibar qu'à celui de Madagascar. En 1920, Zanzibar a expédié ou réexpédié à Madagascar, 7 millions de produits, farines (100 tonnes), cotonnades (150 tonnes), et des produits manufacturés très divers pour les Comores. En échange, il a reçu un million et demi de francs de marchandises (viandes, coquillages, pignons d'Inde) et des bois (850 tonnes), provenant de la scierie installée à la Grande Comore par la Société Humblot.

Ce trafic très divers, sans courant dominant est dû aux relations de voisinage qui ne peuvent que se développer. Ces caractéristiques se retrouvent dans les relations nouées avec la côte Orientale d'Afrique et le Mozambique portugais. Les statistiques offrent, du reste, pour cette zone du Canal de Mozambique des renseignements incomplets du fait des opérations des boutres qui atterrissent en tous points de la côte, souvent même bien loin de leur but primitif, et qui y font des opérations commerciales de détail.

Tout autre est le dernier courant commercial qui nous reste à examiner dans l'Océan Indien, celui avec le Natal, basé sur des besoins réciproques, constants et considérables, de produits essentiels. Le trafic est surtout concentré sur Durban, qui, avec Zanzibar et Port-Louis, forme un triangle de grands ports anglais encadrant Madagascar. Jusque vers 1900, les

relations étaient assurées par des navires réguliers qui venaient par la route du Cap. A la cessation de ce service une ligne annexe fut organisée au départ de Diégo, desservant la côte Ouest ; elle fonctionne encore en principe tous les trimestres. Fréquemment de gros navires de la Clan Line et des charbonniers renforcent cette liaison.

Dès 1900, les relations commerciales furent très importantes et portèrent surtout sur des bœufs, le Natal envoyant du charbon en échange. Mais une épizootie dans le bétail malgache provoqua des mesures sévères des autorités britanniques. Néanmoins le courant commercial s'est maintenu vivace et la rareté des relations maritimes est le plus grand obstacle à son développement. En 1920, Madagascar a reçu du Natal pour 18.469.000 fr. de produits, parmi lesquels nous notons 630 tonnes de farines, 20.500 tonnes de houille, 560 tonnes de tissus de jute et une grande diversité d'ouvrages de ferronnerie et de quincaillerie. En échange la colonie a exporté sur Durban pour 6.256.000 francs, comprenant principalement 270 tonnes de conserves et graisses animales, 2.500 tonnes d'os et de cornes calcinés ou non, 625 tonnes de riz, 3.700 tonnes de pois du Cap et 2.300 tonnes de bois et traverses de chemin de fer. Toutes ces marchandises sont susceptibles d'un débouché illimité et la distance très faible permettra à notre avis la création d'un courant commercial des plus importants.

En résumé, le voisinage des ports de transit de Port-Louis et de Zanzibar, des centres de colonisation européenne du Cap et la proximité de notre Indo-Chine de l'empire indien et de l'Australie assurent à Madagascar de vastes possibilités d'extension de rela-

tions commerciales dans l'Océan Indien. Nous estimons que leur essor sera essentiellement favorable à la Colonie, et tout en la laissant unie étroitement à la mère-patrie, lui permettra d'avoir une activité économique autonome.



DEUXIÈME PARTIE

Le Système Monétaire

CHAPITRE I

Monnaie Métallique

La Grande Ile avait encore en plein XIX^{me} siècle le système de circulation des valeurs le plus archaïque que nous connaissons. Le troc restait le moyen courant d'échange, aucune monnaie locale n'avait été frappée, aucun étalon de valeur n'était basé sur les métaux précieux. Les bœufs formaient, comme dans la Grèce au temps d'Homère, la grande richesse mobilière et l'unité de valeur la plus concrète. Malgré une grosse diminution à la suite de la conquête et des insurrections, le troupeau était évalué à 2.650.000 têtes en 1905. En 1920 on compte 7.829.183 têtes payant l'impôt et possédées dans la proportion de 98 % par les Indigènes. Ce chiffre prend encore plus de valeur par rapport aux chiffres de France qui constatent 12 millions de têtes de bovidés soit 1 pour 3 habitants au lieu de 3 pour 1 habitant à Madagascar. Avant la conquête le bœuf n'était jamais attelé et actuellement encore son utilisation au labour est exceptionnelle. Dans les tribus de l'Ouest et du Sud les grands troupeaux de 2.000 ou 3.000 bœufs sont fréquents et constituent un titre de fierté et de richesse pour leur propriétaire.

Le bœuf employé comme moyen d'échange, le pécus ancien, était, il faut le reconnaître assez facile à déplacer, à décompter, à conserver et même à reconnaître par les marques et l'aspect extérieur. Actuellement encore dans les savanes de l'Ouest où paissent en liberté presque complète 4 millions de bovidés et où les vols de troupeaux sont fréquents, les gardiens reconnaissent et suivent pendant des journées les traces des bêtes qui leur sont ravies.

L'emploi des bœufs comme monnaie légale est consacré par le Code des 305 articles qui, édicté en 1881, forme une construction juridique complète, bien adaptée au pays. Ce Code a remplacé celui de 1868 où aucune évaluation des amendes n'était formulée ; toutes les peines, même pour des vols légers, s'exprimaient alors en années de fer et ceci n'avait rien d'excessif si l'on se rappelle qu'un roi malgache avait sanctionné de la peine de mort l'interdiction de fumer. Dans le Code de 1881 les peines et amendes non corporelles, énoncées en plus de 50 articles, sont calculées conjointement en piastres et en têtes de bœufs ; c'est ainsi que le vol d'une pirogue est puni d'une amende d'un bœuf et d'une piastre, le commerce des esclaves, d'une amende de 10 bœufs et 10 piastres, le même taux est appliqué en cas de polygamie.

Un grand nombre des pénalités, ainsi établies en piastres et en bœufs continuent, du reste, à être appliquées par nos tribunaux indigènes, mais la conversion des bœufs, en monnaie qui était jadis facultative pour le condamné, est effectuée avant le prononcé de l'amende ; le taux en est fixé par l'administration : il était de 2 piastres pour un bœuf en 1895 ; l'arrêté du 8 septembre 1909 l'avait fixé à 30 francs ; un arrêté du 17 février 1919 a fixé à 70 francs la valeur

à donner au bœuf, en vue du remplacement par l'amende des condamnations au paiement d'un certain nombre de bœufs, prévues par la loi indigène.

§ 1. — *Les piastres et l'argent coupé*

Cependant les troupeaux étaient une monnaie assez encombrante, même pour les malgaches, et ne permettaient pas des transactions faciles soit pour les sommes minimales, soit dans les relations anciennes avec les navigateurs européens ou arabes. Aussi, dès le XVII^{me} siècle, ceux-ci apportèrent des pièces d'argent se rapprochant de celles de 5 francs actuelles et appelées piastres par les premiers commerçants espagnols ; elles gardèrent ce nom quelque soit leur origine ultérieure et les indigènes des campagnes continuent à appeler piastre la pièce de cinq francs qui reste leur monnaie de compte. Au début, les naturels préféraient aux piastres les chaînes d'argent, et fondaient les monnaies pour en faire des bracelets lourds et disgracieux appelés manille. Aucun minerai d'argent ou même de cuivre n'était, du reste, sérieusement connu et traité par les malgaches. Les castes nobles des bijoutiers et ferblantiers, qui ont fourni ultérieurement des faux monnayeurs habiles, sont d'institution récente. Mais en raison de l'insécurité générale et de l'imprévoyance des indigènes, les piastres, comme les bijoux, étaient peu répandus. D'après un testament de 1842, nous voyons que la fortune mobilière d'un riche indigène de la ville de Tananarive comprenait environ : 75 esclaves, 140 bœufs et 2.500 piastres. C'est à partir de 1850 que la pièce de 5 francs française fut introduite en quantités importantes, et domina dans la circulation. Le Code de 305 articles détermine, en son article 160, d'une façon détaillée et avec les

expressions imagées qui prouvent le caractère très observateur des indigènes, la liste vraiment éclectique des pièces admises en circulation en 1881. Nous en reproduisons le texte avec les explications données par M. Julien, traducteur de ce code :

ART. 160 : « Les piastres quelles qu'elles soient :
« ngita (1), Tanamasoandro (2), tsangan'olona (3),
« tokazo (4), malamakely (5), behatoka (6), ou tom-
« botsisina (7) doivent être acceptées au même taux
« et échangées de même du moment qu'elles sont de
« bon aloi. Si le change diminue pour l'une d'elles,
« il diminuera également pour toutes, et il en sera de
« même si le change monte ; ceux qui ne se confor-
« meront pas à la présente loi seront punis d'une

(1) Ngita : ce mot signifie crépu, laineux, enchevêtré ; il servait à désigner les piastres espagnoles sur lesquelles les armes de ce pays sont représentées avec une richesse de détails qui constitue un véritable enchevêtrement.

(2) Tanamasoandro ou rayons de soleil : ce mot désignait les piastres mexicaines, sur lesquelles était représenté un bonnet phrygien avec la devise « Libertad » et une auréole de rayons de soleil.

(3) Tsangan'olona était le nom de nos pièces de 5 francs avec le groupe allégorique représentant la Liberté, l'Égalité et la Fraternité des 2^{me} et 3^{me} Républiques, de là le nom de Tsangana (debout), olona (personnes).

(4) Tokazo servait à désigner les piastres de la république bolivienne présentant d'un côté le profil de Bolivar, de l'autre, un arbre, et deux lamas, d'où le mot tokazo, signifiant touffe d'arbres.

(5) Malamakely, de malama (poli, usé, patiné) et kely (un peu, petit) ; ce terme désignait les piastres françaises de la 1^{re} République et de Napoléon 1^{er}, toutes remarquables par l'usure qui les caractérise et aussi leur peu d'épaisseur.

(6) Behatoka, be (gros, beaucoup) et hatoka (nuque) ; ce mot désignait les pièces de Louis XVIII et de Charles X, rois auxquels les Malgaches attribuaient, d'après l'effigie qu'ils en voyaient, une forte nuque.

(7) Tombotsisina, de tomboka (empreinte) et sisina (le bord) ; ce mot désignait toutes les piastres de l'Union latine, dont l'exergue était marqué en creux au lieu d'être en relief.

A cette liste on ajouta plus tard les piastres Mandrihavia, de mandry (couché), havia (sur le côté gauche) désignant les pièces de Louis-Philippe, lequel ne présente en effet que le côté droit du visage et paraît par conséquent, couché sur l'autre ; de Napoléon III ou volamadio, de vola (piastre et madio (propre, net). Les pièces de Napoléon III portaient aussi le nom de Ampongabe (grosse caisse), les indigènes comparant à cet instrument de musique les armes de l'Empire qui étaient sur le côté pile de la pièce.

Enfin, les volavavy ou piastres à la femme désignaient les pièces représentant la tête de la République avec la couronne d'épis de blé et le bandeau à l'inscription « Concorde » qui furent frappées sous les 2^{me} et 3^{me} Républiques. Les pièces italiennes de Victor Emmanuel portaient le nom de tranom-pitaratra, maison de verre, parce que les armes de la maison de Savoie ressemblent à un panneau vitré.

« amende d'un bœuf et d'une piastre et s'ils ne peuvent
« payer, mis en prison à raison d'un sikajy par jour
« jusqu'à concurrence du montant de l'amende ».

A la suite d'un procès intéressant avec un anglais nommé Kingdon, qui essayait d'introduire des piastres mexicaines, un édit royal du 27 mars 1894 réglementa plus sévèrement cette circulation de pièces très différentes de poids et de frai et qui étaient fréquemment couvertes de marques apposées par les détenteurs successifs. Ce texte stipule que : « Les piastres dites, Malamakely, Behatoka, Tombotsisina ainsi que celles de bon aloi que ce soit des écus ou de la monnaie coupée ont seules cours à Madagascar. Les autres pièces par contre notamment le Tanamasoandro (pièce mexicaine) et toutes celles semblables qui ont une valeur monétaire inférieure, ne seront plus désormais admises dans le territoire du royaume ».

Mais les piastres, même de poids et de titre uniforme, avaient un autre inconvénient, très sensible dans des pays pauvres et primitifs, c'était d'avoir une très grosse valeur pour les échanges courants ; la piastre correspondait en effet à un demi bœuf. Aussi les malgaches prirent rapidement l'habitude de fractionner cette unité (piastre ariary) et avec une application simpliste à leurs besoins ils coupèrent les piastres par moitié (loso), quart (kirobo), huitième. Le huitième de piastre appelé sikajy avait une valeur encore importante de 0,625, il se rattachait au système des poids minimes qui correspondent à des graines de céréales et il valait 3 voaména c'est-à-dire 3 fèves, 3 fois 0,20. Mais les unités de valeur descendaient jusqu'au grain de riz (vary iray venty) ou 1/720^e de piastre (inférieur à notre centime).

Ces petits morceaux de piastre avaient une valeur encore plus contestable que les divers écus dont ils provenaient. Aussi la balance était-elle très employée pour ces fractions monétaires, et sur les marchés, malgré la faible circulation métallique, on trouvait des changeurs qui opéraient la conversion des monnaies. Cependant ce système compliqué est entré dans les mœurs des indigènes qui ont conservé ces unités concrètes de valeur pour désigner en des formules compliquées nos monnaies divisionnaires françaises, seules en circulation maintenant : c'est ainsi qu'ils appellent la pièce de 0,50, deux fèves et demi, la pièce de 0,05 sept grains de riz. Mais la monnaie coupée fut, en raison des fraudes qu'elle facilitait, combattue même par la monarchie hova qui lors de la conquête ne l'admettait plus en paiement des impôts.

Il est intéressant de signaler les quelques efforts faits par le gouvernement hova après l'expédition de 1885 pour fabriquer enfin de la monnaie et même des piastres. L'anglais Kingdon s'était offert à cette époque à émettre de la monnaie. Le projet de fabrication portant sur 250.000 francs de monnaies fut arrêté d'accord avec le premier ministre et n'échoua que sur l'intervention de M. Le Myre de Vilers, résident de France. Des tractations furent alors poursuivies à partir de 1889 par un ingénieur français M. Rigaud. Le contrat portait sur 2 millions de pièces d'argent. Des modèles d'effigies avaient été établis par le dessinateur de la Reine, Ramanankirahina, élève de l'école des Beaux-Arts de Paris, des échantillons furent même frappés par la monnaie de Paris. Une étude de M. Aujas dans le bulletin de l'Académie Malgache (1916-1917) donne des détails circonstanciés sur ce projet. Mais la

mauvaise volonté du gouvernement hova, absolument démunie de stock métallique, empêcha la réalisation même restreinte d'une monnaie nationale malgache.

Pendant ce temps, sur la côte orientale d'Afrique et dans tous les ports fréquentés par les boutres arabes la monnaie de commerce la plus répandue était le thaler de Marie-Thérèse frappé jusqu'au xx^{me} siècle en quantités importantes par l'Autriche, au millésime théorique de 1780. A la Grande Comore le sultan, plus heureux que Ranavalona, fit frapper en 1890 et en 1901, à la monnaie de Paris, au même titre et modèle que les pièces françaises, 2.050 pièces de cinq francs, 150.200 de dix centimes, 210.020 de cinq centimes.

Dans nos établissements de Mayotte et de Nossi-Bé, les roupies de l'Inde avaient longtemps été seules en circulation mais leur dépréciation infligeait au Trésor des pertes sensibles. La démonétisation en étant délicate, un décret du 14 mai 1880 en fixa d'abord la valeur à un taux très bas, à 2 fr.15 pour que le commerce n'ait pas intérêt à en introduire. Puis un décret du 27 août 1883 imposa le régime monétaire français dans ces îles avec autorisation d'émettre des bons de caisse.

C'est seulement à partir de l'expédition de 1895 que des stocks importants de pièces de cinq francs et de monnaies divisionnaires furent introduits. Mais suivant la loi de Gresham la mauvaise monnaie, la coupée, circulait intensivement. Il devenait indispensable de la retirer de la circulation. Dès 1898 la situation fut encore aggravée par les spéculateurs qui essayaient d'acheter à vil prix toutes les pièces à démonétiser.

§ 2. — *La pièce de 5 fr. après 1897 ;*

La monnaie divisionnaire.

L'arrêté du 12 janvier 1900 intervint enfin après de longues conversations entre la Colonie et le Ministre des Finances. Il prescrivait le retrait de la monnaie coupée à raison de 30 grammes par 5 francs. On retira sans difficulté 850.000 francs, soit 5.000 kilos de métal. On s'efforça, en procédant à cet échange, de répandre les monnaies divisionnaires et de billon ; les dernières furent très bien acceptées, de même que la pièce de 0,50 ; mais les pièces de 1 fr. et de 2 fr. restèrent longtemps en défaveur. En ce qui concerne les piastres étrangères, elles furent éliminées rapidement par les piastres françaises, qui déjà circulaient en abondance et sans intervention de l'Administration. Le développement de la bijouterie, favorisé par la sécurité et la prospérité générale et par l'installation de nombreux bijoutiers indiens, contribua à la disparition de toutes les monnaies non conformes au système de l'union latine.

Les bijoux d'argent, fabriqués sur place malgré l'absence de toute production minière, proviennent en effet pour la plus grande partie de monnaies fondues ; leur poids doit être très important si l'on considère l'essor continu des arts industriels qui, en 1920, ont consommé plus de 166 kilos d'or pur valant près d'un million 200.000 francs ; aucune donnée statistique n'existe sur la fabrication des bijoux d'argent.

Les piastres françaises existant en 1895 dans le pays ne dépassaient pas 2 millions. Ce chiffre était insuffisant pour assurer l'essor des transactions que nous avons précédemment étudié. Toute l'importation des pièces d'argent se fit par l'intermédiaire du Trésor et

des paieries du corps expéditionnaire. Les apports personnels des particuliers (commerçants, fonctionnaires et officiers) ne peuvent pas être bien considérables et sont compensés par les sommes d'argent emportées par ces mêmes personnes à leur retour vers France. Jusqu'à la période de guerre le métal argent circulait du reste en grande abondance dans tout l'Océan Indien, son cours très bas mettait la pièce de 5 francs à moins de 2 fr. 50 et ne permettait aucun échange favorable. Au contraire, l'argent importé était accepté très facilement par l'indigène et ne pouvait pratiquement sortir, à moins de pertes considérables, que sur France et sur la Réunion. Les envois sur ces destinations se faisaient à meilleur compte par mandat poste. Aussi peut-on affirmer que le stock d'argent importé est resté presque entièrement à Madagascar. L'Administration eut au contraire à intervenir pour empêcher l'introduction fructueuse et la circulation d'écus étrangers ou de piastres indochinoises. (Circulaire du 25 mai 1903).

En 1905, le total du numéraire introduit par le Trésor depuis 1896 atteignait 47.115.950 francs, dont 1.751.950 fr. de billets, 93.000 d'or et 45.271.000 fr. d'argent ou de billon. Après 1905, ce mouvement se réduisit très notablement ; un gros effort fut fait pour développer l'usage de la monnaie divisionnaire qui était d'autant plus insuffisante que l'indigène continuait à accepter sans enthousiasme les pièces de 1 fr. et de 2 fr., probablement parce qu'elles ne correspondent pas à ses unités anciennes (sikajy, voamena). Par contre, les pièces de 0,50 et le billon étaient en quantité tout à fait insuffisante ; assez abondantes dans les régions où il était nécessaire de payer des salaires (chantiers, plantations) elles faisaient défaut dans

beaucoup de provinces. Sur les marchés, des changeurs indigènes prenaient de 2 à 5 % de change pour donner la monnaie d'un écu. Cependant, au 31 décembre 1909, l'encaisse du Trésor comprenait pour 14.762.000 francs d'écus, 4.953.000 de monnaie blanche et 70.000 francs de billon ; jusqu'au début de la guerre l'Administration locale a constamment insisté à Paris pour obtenir l'envoi de stocks importants de monnaie divisionnaire.

En plus du stock constitué par l'Etat, il faut tenir compte des importations de monnaie d'argent qui furent effectuées par le Comptoir d'Escompte de Paris à partir de 1904. C'est à compter de cette date que cette banque, alors la seule puissante à Madagascar, obtint l'autorisation de se mettre en compte avec le Trésor pour effectuer des virements entre ses agences locales et pour effectuer des remises de France ou sur France. Les virements sur la Métropole furent particulièrement importants dans les années 1909 à 1914. Mais comme contre partie, la banque effectuait à ses frais l'importation de nombreuses pièces d'argent ; c'est ainsi qu'en 1912, elle introduisait 3.050.000 francs d'écus alors que le Trésor ne recevait que 316.019 fr. de numéraire. Le Comptoir s'efforçait de diminuer la crise de monnaie divisionnaire accentuée par le rapatriement en 1904 de 450.000 francs et, en 1905, de 125.000 francs de pièces de 0,50 démonétisées, et par la disparition progressive de 329.000 francs de pièces de 0 fr. 20 en argent introduites jusqu'en 1899. Au Congrès de l'Afrique Orientale, le représentant du Comptoir faisait adopter le vœu que 600.000 francs de monnaie divisionnaire soit acheminés sur Madagascar. Ce vœu n'obtint du reste pas satisfaction.

Mais ces opérations gardèrent un caractère exceptionnel. Ainsi, avant la guerre, le stock métallique d'argent à Madagascar restait surtout constitué par les importations du Trésor et était évalué à 50 millions avec une exactitude suffisante.

§ 3. — *Les monnaies d'or. — Le billon*

La monnaie d'or n'était pas utilisée au temps de la monarchie hova ; la production locale était absorbée par l'orfèvrerie indigène qui, du reste, recevait son inspiration des bijoutiers indiens et arabes. Les commerçants étrangers ne se servaient jamais de monnaie d'or dans les pays de l'Océan Indien et de l'Extrême Orient, qui gardaient l'étalon d'argent et demandaient des roupies ou des piastres.

Lorsque l'armée d'occupation fut constituée en 1895, le service du Trésor emporta la monnaie adaptée aux mœurs locales, c'est-à-dire de l'argent. Pour les échanges extérieurs ou sur France, il était muni de billets de banque ; les envois faits à la Trésorerie en 1895 portent, en effet, pour un total de 7.444.000 fr., sur 969.000 francs de billets, 5.630.000 francs d'écus et à peine 15.000 francs d'or. L'or n'était nullement recherché sur place, alors qu'il avait déjà en France une forte prime sur l'argent ; aussi les envois d'or pour les caisses publiques restèrent pratiquement nuls ; de 1895 à 1908 leur total atteignit 113.000 fr. seulement.

Pourtant, peu avant la guerre, le Comptoir d'Escompte envoya à ses agences quelques sommes importantes de métal jaune ; en 1912, il importait ainsi 863.000 francs de pièces d'or. On peut négliger les apports infimes des particuliers qui étaient largement compensés par les quelques pièces emportées par les voyageurs allant en France.

Au début de la guerre, la circulation d'or restait donc très faible à Madagascar comme dans tous les pays de l'Océan Indien. Les hostilités n'ont fait qu'augmenter cette carence puisque les particuliers furent invités à verser leur or pour la défense nationale et versèrent environ 220.000 francs. Il semble que de longtemps encore le métal jaune n'entrera pas dans les transactions de Madagascar soit intérieures soit extérieures. Pourtant dans un avenir lointain si l'île obtenait son autonomie financière et si des crises durables survenaient, la possession par la Grande Ile d'importantes ressources en or brut que nous allons examiner aurait une influence favorable pour la situation monétaire de Madagascar.

Mais l'or joue dans la circulation intérieure de l'île un rôle beaucoup moins important que la monnaie de billon. La modicité de la plupart des transactions locales, qui s'effectuent sur des produits à très bon marché, exige surtout des petites valeurs de numéraire. Nous avons vu comment sous le régime hova, aucune monnaie de billon n'existait ; on arrivait à calculer par 1/720^e de piastre et le sou actuel a encore, en 1922, une valeur d'achat appréciable en fruits, légumes et viande. La différenciation des fonctions économiques qui accompagne le développement de l'île et l'augmentation du nombre des petits marchands, dont l'étalage ne vaut souvent guère plus de 3 ou 4 francs, ont augmenté ce besoin de billon.

Avant la conquête, dans les ports de Nossi-Bé, Sainte-Marie, et aux Comores on se servait de monnaies de billon d'origines très variées (annas des Indes, pièces de la Réunion) ; nous avons vu, en outre, qu'aux Comores le Sultan Saïd Ali fit frapper des

monnaies en bronze. Mais d'une façon générale, aucune importation sérieuse de billon étranger ne fut faite, car cette sorte de monnaie manque dans tout l'Océan Indien. Aussi l'approvisionnement du Trésor en monnaie de billon a été toujours très insuffisant. Les envois des pièces de 0,05 et de 0,10 passèrent cependant de 25.000 francs en 1895 à 257.000 francs en 1899, mais se ralentirent beaucoup après cette date, si bien qu'en 1908, le total des importations effectuées par le Trésor atteignait 867.508 francs. En 1910, à la suite des doléances répétées du commerce local, un envoi de 200.000 francs était effectué.

Au début de la guerre, le stock était évalué à un million, chiffre très modique si on le compare au taux de 6 francs par tête d'habitant (y compris la population des Colonies) fixé par la convention monétaire du 23 décembre 1865. Aussi le Congrès de l'Afrique Orientale émit, en 1911, le vœu qu'un envoi de 2 millions de francs de pièces de 0,10 et de 0,05 soit fait par le Trésor. La guerre a empêché bien entendu que ce vœu soit suivi d'effet. Au contraire, on a vu peu à peu disparaître de la circulation 329.000 francs de pièces de 0,20 d'argent, très recherchées par les indigènes du Sud et qui facilitaient les transactions sur le billon. Nous allons voir comment seule l'émission de timbre-monnaie permit à la Colonie de résoudre cette crise de petite monnaie. Cependant depuis 1920, des envois de monnaies de cuivre et de nickel ont été obtenus de la Métropole ; ils atteignaient un total de 220.000 francs au 1^{er} juillet 1922.

§ 4. — *Le retrait de l'argent pendant la guerre*

Le stock de 50 millions de monnaie métallique ainsi constitué par le Trésor Public, et absorbé par les indi-

gènes a subi pendant la guerre la loi mondiale de retrait des espèces métalliques. Au lieu d'être en circulation vivifiante et active, ce numéraire est actuellement caché et thésaurisé sans profit pour la collectivité et pour les détenteurs.

Tout d'abord l'importation du numéraire a été presque complètement arrêtée. Durant les hostilités la Métropole cessa tout envoi métallique et couvrit ses grosses dépenses de recrutement et de ravitaillement par des billets de la Banque de France qui, nous le verrons plus loin, reçurent à ce moment seulement cours légal dans la Colonie. Le Comptoir, de son côté, importa, d'après les statistiques douanières, en 1914, 1.035.000 francs, en 1915, 350.000 francs, en 1916, 500.000 francs de monnaies d'argent, en 1916, en outre, 50.000 francs de monnaies d'or. Mais il introduisit surtout des quantités énormes de billets de banque en grosses coupures qu'il essaya de transformer en numéraire.

En raison de l'effort fait pour intensifier la production des denrées nécessaires au ravitaillement et à la défense nationale, les indigènes recevaient de hauts salaires ou des prix très rémunérateurs ; ils furent bientôt à même de thésauriser plus activement que par le passé. En même temps ils virent apparaître à profusion des billets de banque qu'ils ignoraient encore et particulièrement le billet de 5 francs qu'ils étaient obligés de recevoir pour une piastre. Aussi, dès 1916, la bonne monnaie était chassée par la mauvaise, les piastres furent enfouies, la monnaie divisionnaire suivit bientôt le même sort. Les efforts de l'Administration pour éviter ce phénomène furent constants : tout le stock métallique du Trésor fut lancé dans la circulation et l'encaisse métallique qui

atteignait 20 millions en 1910 était tombée au 31 décembre 1916 à 3.230.000 francs d'écus, 2.175.000 fr. de monnaie blanche et 54.000 francs de billon. Au lieu d'aider ces efforts, le Comptoir d'Escompte, qui s'était constitué une forte réserve d'argent, refusait, même à ses clients, les espèces métalliques et à certaines périodes n'accepta de transformer en numéraire les billets qui lui étaient présentés que contre un change de 5 %.

Ce resserrement de la circulation métallique eut une fâcheuse influence sur les transactions intérieures. L'administration y remédia en sanctionnant vis-à-vis des indigènes le cours forcé du billet de banque par les peines efficaces de l'indigénat. Au terme de l'arrêté du 15 septembre 1916 est passible des peines disciplinaires de l'indigénat, l'indigène : 1° qui refuse en paiement un billet de la Banque de France ; 2° qui vend sa marchandise à un prix différent suivant que le paiement est effectué en billets de la Banque de France et en numéraire ; 3° qui fait trafic des billets en exigeant un change pour les transformer en numéraire ; 4° qui conserve par devers lui une quantité de monnaie divisionnaire ou de billon supérieure à ses besoins immédiats. Pour les européens, la loi du 12 février 1916, tendant à réprimer le trafic des monnaies et espèces nationales, était promulguée le 24 novembre 1916.

En outre, pour remédier à la pénurie de monnaie divisionnaire et de billon qui gênait particulièrement les marchés des villes, le Gouverneur Général par décision du 12 septembre 1916 autorisa les receveurs des postes à délivrer des timbres postes de 2 francs, 1 franc, 0,50 et 0,25 collés sur carton et valant comme monnaie d'appoint. Nous examinerons ultérieurement

l'économie de ce système qui donna et donne encore une solution pratique à une crise qui a été commune à tous les pays touchés par la guerre.

Le montant de ces émissions de timbres-monnaie atteint 2.500.000 francs en 1922.

Cependant, avec la prolongation de l'état de guerre, les questions de monnaie métallique cessèrent d'avoir un caractère intérieur. La hausse considérable du métal argent, si employé dans l'Océan Indien, la baisse du change français au-dessous du point d'or, rendaient avantageuse l'exportation du numéraire argent vers les pays voisins étrangers. Aussi par décret du 3 septembre 1915, promulgué le 3 novembre suivant, la sortie des monnaies d'argent fut prohibée ainsi que leur réexportation sous un régime douanier quelconque. Cette interdiction avait déjà été appliquée au billon et aux monnaies de nickel par un décret du 30 mars 1915. Pour la monnaie d'or, la faible quantité en circulation rendait peu importante l'interdiction d'exportation formulée par l'arrêté du 28 avril 1915 et par le décret du 1^{er} mars 1915.

Mais pour l'or brut, produit en quantités importantes par la Colonie, des mesures très rigoureuses et très efficaces furent prises. Le décret du 1^{er} mai 1915 susvisé avait interdit en effet l'exportation de l'or en lingot, en poudre ou sous toute autre forme. Un arrêté du 11 mai suivant autorisa l'exportation de l'or sur la Métropole sans autorisation spéciale, mais l'envoi devait être fait directement sous pavillon français et une déclaration spéciale devait être faite au chef de district. Cependant certains étrangers asiatiques pratiquaient des achats anormaux d'or en vue d'exportation frauduleuse sous forme de bijoux emportés sur eux à Bombay ou Zanzibar, exportation très difficile

à empêcher malgré l'active surveillance douanière exercée sur les côtes. Un décret du 9 octobre 1915 mit fin à ces agissements en interdisant toute vente d'or en dehors de celles faites aux commerçants en or patentés à cet effet. Ces commerçants sont en effet astreints, par le décret du 23 mai 1907 sur la circulation de l'or dans la Colonie, à une comptabilité sérieuse et aisément contrôlable. Un arrêté du 27 novembre 1915 précisait les conditions très strictes auxquelles seraient soumises les autorisations spéciales de vente d'or en vue de fabriquer des bijoux. Le 19 juillet 1916 un arrêté venait encore renforcer la surveillance des bijoutiers en or et établissait le contrôle des vieux bijoux et des pièces démonétisées que ceux-ci pouvaient fondre.

Ce système de surveillance retint le métal précieux mais il ne le mettait pas à la disposition de la Métropole qui s'efforçait d'augmenter son stock métallique. Les exportations effectuées sur la France par les particuliers ou même par les banques laissaient aux envoyeurs des frais de transport et d'assurance d'autant plus élevés que la guerre sous-marine s'intensifiait. La Colonie se substitua alors aux particuliers pour supporter tous ces risques, en même temps que par une pression administrative sur la main-d'œuvre, elle cherchait à intensifier la production aurifère. Un arrêté du 9 mars 1917 autorisa la Colonie : 1° à recevoir l'or des prospecteurs et exploitants en vue de sa réalisation dans la Métropole par la Banque de France pour le compte des commettants ; 2° à consentir aux prospecteurs et exploitants des avances immédiates de 2 francs à 2 fr. 60 le gramme sur l'or ainsi confié ; 3° à acheter ferme les lots d'or de 100 grammes et moins aux prix de 2 fr. 75 et de 2 fr. 40. Huit centes

d'opérations de ce genre furent créés. Ce système ne donna cependant pas des résultats appréciables, car il était basé sur la valeur standard de l'or monétaire. En 1917, l'Administration ne reçut que 50 kilos d'or dont 41 kilos provenant de la région de Mananjary. Dès 1918, la hausse du métal se produisit et la réalisation au taux légal devint désavantageuse. Pour maintenir des achats d'or aux producteurs il aurait fallu suivre les cours commerciaux, ce qui était difficilement réalisable par un organisme administratif. Aussi un arrêté du 23 juillet 1918 abrogea les mesures que nous venons d'indiquer, le commerce libre fut seul à effectuer les transports d'or de Madagascar en France. En fait, c'est le Comptoir d'Escompte qui par ses agences de Mananjary et de Tamatave intervient comme commissionnaire en or pour le compte de presque tous les exploitants, à l'exception des grosses sociétés minières (C^{ie} Occidentale, Andavakoera, Syndicat Lyonnais). Nous verrons du reste que l'exploitation de l'or est en régression constante.

Après la cessation des hostilités les mesures de répression du trafic des espèces et monnaies furent maintenues par l'arrêté du 20 décembre 1919. L'arrêté du 29 janvier 1920 assura de même la répression de la fonte des monnaies d'or et d'argent, dans les mêmes conditions que pour la Méropole.

En fait la population indigène très docile et peu initiée aux questions complexes de change n'essaya pas de réaliser le stock monétaire d'argent qu'elle avait pu mettre en réserve dans cette période de prospérité générale de la Colonie. Seuls les commerçants asiatiques grâce à l'aversion des indigènes de la brousse pour le billet de banque et à la fréquence des relations par boutre sur les côtes du Canal de Mozam-

bique, purent se livrer à un trafic frauduleux d'or et d'argent. On signala du reste dans la région de Tuléar, lors de la récolte des pois du Cap de 1919, que des indiens avaient payé 40 % de prime pour se procurer des piastres en échange de billets. Mais ces faits sont restés exceptionnels et n'ont pu diminuer sérieusement le stock métallique de la Colonie.

Dès 1920, le Trésor métropolitain recommençait l'envoi de monnaies divisionnaires, pour environ 100.000 fr. de pièces de 1 fr. et 0 fr. 50 et surtout de quantités importantes de monnaies de billon et de nickel pour une valeur totale de 220.000 fr. Les pièces de nickel, malgré leur aspect séduisant, ne furent pas très bien accueillies par la population de Tananarive et sont surtout exportées dans la brousse et spécialement sur les exploitations dirigées par les européens. Malgré tout, dès 1922 la circulation de l'argent et du billon devient assez fréquente.

Le facteur principal du retour des stocks thésaurisés à la circulation active réside dans la crise économique commencée en 1922. A la fin de la guerre, les marchandises d'Europe purent arriver d'une façon à peu près normale et l'indigène, imprévoyant, se hâta de dépenser les billets économisés. La crise ayant fait baisser le prix de réalisation des produits et même le prix de la main-d'œuvre alors que les impôts étaient très fortement augmentés, les indigènes durent, dès 1921, déterrer leurs réserves. Dans des provinces entières qui ne peuvent vendre leurs bœufs du fait de l'arrêt des grandes usines de conserves de viande, le Trésor reçoit la plus grosse part des impôts en pièces d'argent. Le montant des écus existant dans les caisses du Trésor est passé de 4.500.000 fr. au 1^{er} janvier 1921 à 11.750.000 fr. au 31 juillet 1922.

On peut donc prévoir que d'ici un an ou deux, une proportion normale de monnaie d'argent sera en circulation et y restera sans danger d'évasion, en raison de la difficulté des transferts vers les pays à étalon d'argent, et de la baisse considérable du métal argent sur le marché mondial, baisse qui tend à ramener les 25 grammes de notre écu à la valeur de 5 fr. en billet français.

§ 5. — *Les Ressources Métalliques de Madagascar*

De l'exposé qui précède il résulte que la Grande Ile doit posséder encore un stock de numéraire métallique d'environ 50 millions qui tend à rentrer dans la circulation. Nous allons voir qu'il est complété par une circulation fiduciaire constituée par environ 80 millions de billets de la Banque de France. Aucun rapport juridique n'existe entre les deux monnaies puisque, même si le cours forcé du billet était levé, les détenteurs ne pourraient pas obtenir l'échange de leur papier contre de l'or ou des écus, aucun bureau de la Banque de France n'existant à Madagascar ; ils devraient les faire présenter en France et rapatrier la monnaie obtenue en échange. L'opération entraînerait des charges considérables de transport, d'assurance et d'intérêt des sommes immobilisés.

La situation actuelle n'est pourtant qu'une improvisation de guerre dont l'adaptation aux conditions normales des échanges pourra être très délicate dès la cessation encore bien hypothétique hélas du cours forcé. Dès que Madagascar essaiera d'avoir des billets de banque locaux, la question de leur couverture se posera immédiatement. Leur conversion en espèce ne pourra se faire qu'à l'aide des piastres et monnaies existant dans le pays. En cas de déséquilibre économi-

que violent, les remises de la banque locale sur l'extérieur ne pourront se solder qu'avec des métaux précieux.

Or nous avons vu que la valeur du métal blanc détenu à Madagascar est de 40 à 50 millions et reste groupée pour plus de moitié entre les mains des indigènes. Hors cette monnaie, la Colonie ne disposerait en temps de crise de nulle quantité appréciable de métaux précieux. Quelques gisements de galène argentifère de valeur imprécise existent dans les provinces d'Analalava, de Nossi-Bé et d'Ambositra mais leur exploitation n'a jamais donné de résultats sérieux. Aucune exportation de lingots d'argent ne peut donc être envisagée. Il ne paraît pas du reste qu'il y ait jamais intérêt quelconque à augmenter le stock argent actuel.

Malgré la proximité des marchés de l'Extrême Orient, la Grande Ile ne sera jamais amenée à effectuer, comme l'a fait récemment l'Indo-Chine, des importations d'argent métal ; toutes les colonies anglaises qui l'entourent et dont un grand nombre se servent de la roupie ont comme monnaie extérieure le souverain, l'Inde même opère, à l'aide du trésor britannique, ses règlements en métal jaune.

Le système monétaire devant sans conteste être le système français, la couverture actuelle en argent serait suffisante : elle devrait être complétée par une couverture en or. La Colonie n'a actuellement aucune circulation ou thésaurisation appréciables de monnaie d'or. Mais nous estimons que pour l'avenir et en temps de crise elle pourrait grâce à sa production d'or brut s'assurer une situation économique et bancaire autonome.

L'exploitation des gisements aurifères a été en effet le plus grand espoir de la Colonie jusque vers 1910. Depuis lors cette exploitation a été en régression constante, elle traverse actuellement une crise aigüe de main d'œuvre. Elle pourrait néanmoins en période normale se maintenir à une production annuelle de plusieurs milliers de kilos, suffisante, si besoin était, pour assurer au pays son indépendance monétaire.

Sous la monarchie hova l'extraction des métaux à l'exception du fer était un droit régalien. Dans quatre mines royales des prestataires sortaient un peu d'or par le procédé primitif de la battée, mais le rendement était insignifiant. Suivant sa politique de méfiance, le Gouvernement royal ne voulait pas que des champs aurifères fructueux attirent les étrangers ; le résultat n'était pas atteint car on a cru les gisements d'or beaucoup plus riches qu'ils n'étaient en réalité.

Le trésor royal était uniquement constitué en pièces de 5 francs que les premiers rois gardaient dans des silos au milieu de leur case. Dans leurs discours au peuple ces monarques ne vantèrent jamais les espèces métalliques, ils préféraient développer la production du riz, le croît des troupeaux, les digues plutôt que d'entasser des métaux.

Un essai intéressant fut cependant fait vers 1890. La reine autorisa ses sujets à rechercher l'or pendant trois mois, mais ils devaient comme redevance spéciale donner au trésor le poids d'une piastre en or, soit 27 grammes puis vendre le reste de leur production à un taux fixe (50 fr. les 27 grammes) : le gouvernement hova espérait trouver ainsi les ressources qui lui manquaient mais le résultat fut infime. L'édit royal de mars 1890 n'avait pourtant pas ménagé les promesses de bonheur et les menaces de 20 ans de fer.

Les ouvriers, les surveillants et les gouverneurs retirèrent seuls quelques profits de l'opération.

Pourtant les européens installés dans l'Ile essayaient d'obtenir des concessions aurifères. Ce n'est qu'après la guerre de 1883 que le gouvernement hova se départit un peu de sa rigueur et l'une des premières concessions fut accordée à M. Suberbie sur l'Ikopa dans la région Ouest. En 1894 on ne comptait que trois exploitations sérieuses et faute de matériel aucune découverte intéressante n'avait encore été faite en 1896.

La renommée, qui avait considéré Madagascar comme le pays de l'or, attira à la suite de l'armée d'occupation une foule de prospecteurs. Un régime très libéral de permis de recherche et d'exploitation fut institué. Partout des exploitations primitives de lavage des sables à la battée furent entreprises ; en quelques points seulement un outillage mécanique était amené par des sociétés, notamment dans l'Andavakoera près de Diégo.

Aussi le tableau N° 7 ci-après montre au début un développement étonnant de la production. Contre 79 kilos en 1897 on compte 1.114 kilos en 1900 et 3.696 kilos en 1909. A ce moment une spéculation active sur les actions des petites sociétés aboutit à une crise très violente. Les outillages coûteux ne donnèrent pas des rendements satisfaisants. La fièvre de l'or était passée ; l'exploitation raisonnable des gites sérieux devait seule se poursuivre ; pour éviter les vols d'or très fréquents, une réglementation de circulation très minutieuse fut édictée par arrêté du 30 octobre 1908.

Pendant la guerre, les besoins de la mère patrie en métal précieux amenèrent l'Administration à fournir la main-d'œuvre nécessaire aux entreprises et à acheter même, directement à la mine l'or brut suivant le

système que nous avons exposé précédemment. En 1919 les exploitations privées furent laissées à leurs seules ressources. Mais malgré la hausse des cours commerciaux, les exploitants ne pouvaient pas rémunérer convenablement les orpailleurs indigènes dont les procédés limités à la battée sont rudimentaires et le rendement insignifiant. Partout le peu de matériel perfectionné, amené pour le dragage des alluvions et le broyage des quartz, est inactif. Aussi la production a rapidement baissé et n'atteint que 456 kilos en 1921. Néanmoins nous pensons que ce chiffre est un minimum exceptionnel. Des prospections récentes ont établi l'existence de gisements filoniens contenant plus de 20 grammes à la tonne ce qui assurerait une exploitation intéressante. Les grandes sociétés aurifères ont un capital action important (Andavakoera 3 millions ; Syndicat Lyonnais 1 million) et elles en annoncent l'augmentation ; elles peuvent donc mettre en action des moyens mécaniques efficaces. Il est anormal après 25 ans de mise en valeur générale de voir presque toute l'extraction de l'or faite par le procédé primitif de la battée. Les compétences reconnaissent que la production annuelle pourrait sans grands efforts atteindre 2.000 kilos.

Production de l'or

TABLEAU 7

1897..	79 k ^{os}	1906.	2.238 k ^{os}	1914.	1.782 k ^{os}
1898..	125 »	1907.	2.940 »	1915.	2.078 »
1899..	387 »	1908.	3.149 »	1916.	1.515 »
1900..	1.114 »	1909.	3 696 »	1917.	1.105 »
1901..	1.045 »	1910.	3.234 »	1918.	844 »
1902..	1.295 »	1911.	2.119 »	1919.	561 »
1903..	2.013 »	1912.	2.119 »	1920.	519 »
1904..	2.552 »	1913.	2.058 »	1921.	456 »
1905..	2.370 »	Total..	22.284 k ^{os}	Total..	8.860 k ^{os}
Total..	10.980 k ^{os}	Total général de 1897 à 1921 = 42.124 k.			

En cas de crise ou d'isolement de la mère patrie une telle exportation de métal précieux serait un appoint important pour régler à des conditions avantageuses les importations indispensables à la Grande Ile. Ce stock pourrait de même assurer une couverture métallique sans cesse accrue pour l'émission de billets locaux et atténuer le change qui pourrait les atteindre. Quant à la frappe du métal produit par la Colonie il ne saurait s'effectuer qu'à la monnaie de Paris, qui opère encore pour les colonies ayant une monnaie distincte comme l'Indo-Chine. Jamais l'organisation industrielle locale ne permettra la frappe de monnaies ou même de jetons métalliques.

CHAPITRE II

La Monnaie Fiduciaire

Nous avons déjà constaté combien l'organisation des échanges était primitive sous la monarchie hova ; Madagascar ignorait les effets de commerce et le Code des 305 articles ne prévoyait aucune réglementation spéciale aux transactions commerciales. Le Trésor public était une simple réserve métallique et les derniers souverains régnants furent trop méfiants d'une emprise européenne pour autoriser les banques à émettre des billets ou à faire des opérations de crédit dans le public.

Néanmoins, lors de la guerre de 1885, pour faire face aux frais de la campagne, la reine fit des emprunts tant soit peu forcés auprès des grands dignitaires et des riches bourgeois. En outre, pour payer l'indemnité obtenue par la France, un emprunt de 15 millions à 6% fut réalisé au Comptoir National d'Escompte déjà installé à Tananarive à cette époque et dont le rôle

dans l'établissement de l'influence française à Madagascar est des plus importants. C'est seulement depuis la conquête française que Madagascar a été doté d'une monnaie fiduciaire et d'une circulation de valeurs mobilières.

Nous n'envisagerons dans ce chapitre que la monnaie fiduciaire au sens étroit du mot, c'est-à-dire, les représentations de monnaie dont l'émission et la circulation se rattachent aux finances publiques et au système monétaire. Nous étudierons les autres éléments de représentation de valeurs, constitués par les effets de commerce et par les valeurs mobilières, en même temps que l'organisation du crédit dans la Colonie. Par contre, nous considérons comme valeurs fiduciaires se rattachant au crédit public les billets de la Banque de France bien qu'en théorie ces billets soient des sortes d'effets de commerce émis par un établissement privé. Mais leur circulation à Madagascar loin de toute agence de la Banque de France a un caractère nettement impérial et leur donne le caractère de papier monnaie d'Etat.

§ 1. — *Introduction des Billéts de la Banque de France*

Dès le débarquement du corps expéditionnaire en 1895, le service de la Trésorerie et des Postes aux armées eut à effectuer de gros manèges de fonds tant pour le paiement de la solde que pour le règlement des achats de vivres et de la main-d'œuvre locale. Il était abondamment ravitaillé en pièces de 5 francs françaises, acceptées aisément dans le pays. La paye des hommes de troupe et des travailleurs malgaches assurait rapidement la diffusion de ce stock. Les économies faites sur la solde par les officiers et soldats

rapatriés étaient transférées gratuitement par le Trésor à l'aide des mandats poste ou de mandats sur le caissier payeur central en France.

Mais pour le paiement des grosses fournitures, le règlement des réquisitions et la constitution par les gradés d'économies notables il était très incommode de se servir des lourdes pièces de 5 francs. Aussi très rapidement les officiers et les fonctionnaires recherchèrent pour leur retour en France les billets de banque français ; il en est du reste de même pour toutes les colonies munies ou non d'une monnaie locale ; toujours les fonctionnaires des cadres généraux visent à une réalisation avantageuse de leur solde en billets de la métropole à utiliser pendant leur congé. Les malgaches des villes acceptèrent aisément ces valeurs très demandées, faciles à manier et à convertir en piastres. Mais cette circulation resta très longtemps une tolérance. Elle ne s'acclimata jamais bien dans la brousse. La valeur minimum des billets était, en effet, de 50 francs et cette somme constituait une réelle fortune pour la plupart de nos sujets. En outre tout papier monnaie est d'une conservation difficile pour des gens habitués à enterrer leurs réserves dans un coin de case et à transporter leurs piastres dans un pli de vêtement où elles ne craignent ni la sueur, ni les orages diluviens, ni les passages de rivière à gué. Actuellement encore malgré le fractionnement des billets de 10 fr. et 5 fr. l'indigène de brousse trouve à bon droit le papier monnaie incommode et dangereux ; s'il est obligé de l'accepter il le conserve le moins possible.

La masse resta donc attachée au système monétaire basé sur la piastre, qui resta seul régulier jusqu'à la guerre. Les européens usèrent des billets pour leurs

relations sur France en quantité croissante, malgré les facilités offertes par le trésor, la poste et les banques. Mais d'après les règlements locaux sur le fonctionnement des caisses publiques le billet n'avait pas valeur libératoire. Pourtant le transport des fonds en pièces de 5 francs était vraiment encombrant et coûteux et l'Administration de la Colonie de même que les commerçants s'efforçaient de diminuer les frais et les risques qu'il entraînait. Par contre le Service du Trésor et plus particulièrement le Ministère des Finances, dont celui-ci dépend paraît avoir cherché à maintenir la circulation d'argent à Madagascar, débouché intéressant pour le gros stock de métal blanc, alors déprécié de moitié, qui semblait alourdir la situation monétaire du pays et de la Banque de France.

Il est curieux de relever, après l'expérience de la guerre, quelle était la timidité des mesures prises en 1911 pour améliorer cette situation et admettre avec mille restrictions l'usage du billet de banque. Par circulaire du 14 août 1911 le Gouverneur Général, M. Picquié, faisait connaître « qu'après entente avec le trésorier-payeur et en vue de donner satisfaction aux demandes formulées par le public à cet égard, les caisses du trésor ont été autorisées à accepter à leurs guichets les billets de la Banque de France, quelle que soit la coupure. Comme conséquence, toutes les caisses publiques de la Colonie devront recevoir le papier-monnaie français qui leur serait présenté en paiement de droits ou redevances. Toutefois, pour les caisses éloignées de tout lieu de ravitaillement en numéraire et pour lesquelles l'acceptation des billets de banque entraînerait l'obligation de faire venir des espèces métalliques d'une autre localité, les coupures de 500

francs et au-dessus devront être refusées. Il demeure entendu, toutefois, que ces refus seront tout à fait exceptionnels et devront être justifiés par la nécessité de conserver une encaisse permettant de faire face aux paiements effectués dans la localité. Comme conséquence, les billets encaissés par l'administration devront être écoulés, dans une juste proportion, à l'occasion de paiements au public, lorsque celui-ci ne refusera pas de les accepter ».

Ces dispositions très prudentes et très modérées étaient pourtant rejetées par le Ministre des Finances (Direction du Mouvement général des Fonds) et par circulaire du 9 décembre 1911 le Gouverneur Général devait annoncer qu'il suspendait jusqu'à nouvel ordre l'application de la mesure précitée. Cependant sur les réclamations réitérées du commerce la circulation des billets fut autorisée jusqu'au 31 décembre 1912, puis successivement jusqu'au 30 juin 1913, 31 décembre 1913 et 31 décembre 1914.

La guerre survint et rendit le problème urgent, mais c'est seulement en 1916 que le Gouverneur Général fut autorisé à donner cours légal au billet de la Banque de France.

L'introduction de ce billet base de la circulation monétaire actuelle n'a donc pas été recherchée par le pouvoir métropolitain, et n'a été acceptée que comme une mesure de guerre.

Il est difficile de déterminer quelle était la quantité de billets de banque circulant à Madagascar avant la guerre.

Le Trésor avait reçu en approvisionnements de la métropole 969.000 francs en 1895 et une moyenne de 80.000 francs par an jusqu'en 1902. En 1903 et 1904 les envois atteignaient 150.000 francs par an mais ils

cessèrent complètement dès 1905. En fin 1912 à la suite de la circulaire ci-dessus il existait dans les caisses du Trésor 844.050 francs de billets de banque, à peine le vingtième de l'encaisse totale.

Les importations des banques et des particuliers furent certainement plus importantes, notamment au cours des années 1910 à 1913, qui ont vu réaliser un excédent appréciable d'exportations sur les importations. Les règlements ont dû être effectués en quantités appréciables en billets de la Métropole dont le transfert était peu onéreux. Malgré tout, le stock des billets circulant à Madagascar en 1914 ne pouvait guère dépasser 5 à 6 millions de francs.

§ 2. — *Le Cours légal des billets de Banque*

Nous avons vu que la guerre a intensifié la production et la circulation des richesses à Madagascar : elle a exigé de gros maniements de fonds pour lesquels le stock de 50 millions de piastres était incommodé et insuffisant. L'arrêt des opérations des sept agences du Comptoir d'Escompte pendant les premiers mois de la guerre et l'espacement des relations maritimes déterminèrent dans toute la Colonie un resserrement monétaire dont les conséquences pouvaient être très lourdes.

La seule mesure de mobilisation financière envisagée par la Métropole était l'émission de billets locaux, objet du décret du 17 septembre 1914, resté inappliqué et que nous examinerons plus loin. !

La Métropole ne pouvait plus, sans supporter de lourdes charges et de gros risques, continuer à approvisionner encore la Colonie en espèces métalliques ; elle était gênée pour envoyer en piastres les sommes considérables demandées par le budget de la guerre pour les effectifs et les denrées nécessaires à la défense

nationale. Le stock métallique de la mère patrie était devenu une arme de guerre qu'on ne pouvait affaiblir. Cependant dès 1915 la crise s'accroissait. Le Comptoir d'Escompte importait de grosses quantités de billets. La Colonie avait été jusqu'à demander des envois de numéraire à la Réunion mais cette colonie n'avait que 45.000 francs d'espèces françaises !

Pour remédier à l'insuffisance de la circulation, l'Administration n'avait que le billet de banque de France à sa disposition et la circulation de ce billet donnait lieu à des difficultés, notamment dans la brousse. L'agio auquel se livraient certains traitants ne pouvait être réprimé, aucune disposition légale ne protégeant les billets français. C'est sur les instances pressantes de la Colonie que le pouvoir métropolitain se décida par décret du 29 septembre 1916, plus de deux ans après la déclaration de guerre, à consacrer l'introduction du billet et son cours forcé. Il employa pour ce faire les termes les plus vagues possibles : « Art. 1. — Le Gouverneur Général est autorisé à donner, par arrêté pris en Conseil d'Administration, le cours légal dans la Colonie aux coupures fiduciaires acceptées par les caisses publiques de la Colonie ». Ce texte permettait donc de donner cours légal à la fois aux billets de la Banque de France et aux billets locaux. Il aurait été valable pour d'autres billets, comme ceux de la banque de la Réunion, dont l'introduction aurait été possible.

Un arrêté du Gouverneur Général en date du 25 septembre 1916, précisa utilement ce texte : « Les coupures fiduciaires acceptées par les caisses locales, notamment celles de la Banque de France, de mille, cinq cents, cent, cinquante, vingt, dix et cinq francs ont cours légal dans la Colonie de Madagascar. »

Nous avons vu qu'un arrêté en date du 15 septembre 1916, avait déjà établi des sanctions efficaces contre les indigènes qui feraient une différence entre le billet et les piastres.

Ainsi consacrée législativement, comme à regret, la circulation du billet s'étendit en fait avec une facilité remarquable. Parmi les éléments européens et indigènes des villes les billets avec leurs petites coupures circulèrent intensément : le billet de 5 francs correspondant à la piastre était accepté sans difficulté, mais était remis presque immédiatement en circulation. C'est surtout dans les transactions sur les bœufs, si importantes à raison de la fabrication des conserves, que la piastre resta longtemps indispensable. Les indigènes de l'Ouest et du Nord-Ouest, de mœurs pastorales et primitives, éloignés de tout centre civilisé, maintinrent longtemps en fait des prix différents selon qu'ils étaient payés en écus ou en papier.

A partir de 1916, les fonctionnaires furent payés de préférence en billets. De même, dès 1917, on constata la diffusion générale de la monnaie fiduciaire par ce fait que l'impôt fut presque uniquement payé en papier. Dans les transactions privées dès 1918, le billet était seul pratiqué, et ce n'est qu'en 1922 que les piastres reparaissent, les indigènes n'ayant plus de billets en réserve.

Il est difficile de suivre très exactement dans la comptabilité de guerre, le chiffre des envois de billets faits par le Ministère des Finances. Les dépenses militaires se sont élevés à 10 millions en 1915, 14 millions en 1916, 19 millions en 1917, pour fléchir ensuite et atteindre leur maximum en 1920 avec le chiffre de 25 millions. En outre, les caisses publiques assuraient le paiement de très importants achats de matières

premières (graphite, viande, peaux) pour le compte des divers ministères (ravitaillement, armement et fabrications de guerre). Toutes ces sorties de numéraire sans aucune entrée de ressources en compensation étaient alimentées par des envois de billets de la métropole.

Le total des billets ainsi envoyés au Trésorier-Payeur, s'élève à 66 millions pour la période de 1916 à 1919 et 7 millions seulement de 1920 à 1922.

Pendant cette dernière période, les dépenses du budget local en France ont, en effet, créé un mouvement compensant en partie les dépenses de l'Etat, grâce à la passation d'importantes commandes. En outre, les versements aux emprunts de la métropole sont venus renforcer l'encaisse du Trésor.

On peut donc considérer que soixante-dix millions ont été introduits par le budget colonial. En sens inverse, le Trésor n'a jamais rapatrié de billets en France, sauf pour cause de détérioration (1.500.000 fr.).

Les mouvements effectués par les particuliers et les banques restent plus indéterminés. Ils sont directement en fonction des besoins du commerce. Or, la balance commerciale a eu pendant la guerre des oscillations considérables accusant, par exemple, un excédent d'importations de 50 millions en 1917, contre un excédent d'exportation de 78 millions en 1919. Le Trésor qui peut se charger uniquement des fonds qui correspondent à ses besoins, ne pouvait consentir des virements de cette importance avec la caisse centrale de France. En même temps, des installations perfectionnées d'usines frigorifiques ou de conserves, et d'exploitations de graphite provoquaient l'importation de capitaux importants.

En sens inverse les exportations de valeurs et de numéraire étaient diminuées ; les bénéfices n'étaient guère transférés sur France, vu l'incertitude des temps et étaient consacrés de préférence sur place à de nouvelles entreprises ou immobilisations. Les fonctionnaires et les colons prolongeaient leurs séjours et conservaient à la Colonie leurs économies accrues par l'absence du congé habituel.

Les évaluations des billets en circulation données par le service du Trésor et par les hauts commerçants, notamment lors des congrès économiques de 1919 et 1920, ont varié de 80 à 120 millions de francs. Il semble qu'en 1920, ce dernier chiffre était très près de la vérité. Mais la balance défavorable de 1921, la diminution des dépenses militaires, l'augmentation des achats de matériel dans la métropole, la reprise des envois de bénéfices et d'économies en France, ont entraîné une diminution très sensible de ce stock. Les banques et les particuliers ont rapatrié des sommes considérables en billets. Il paraît donc logique d'adopter pour 1922, le chiffre de 80 millions comme un maximum.

Il est intéressant de noter deux particularités locales de la circulation des billets de banque. En raison de l'éloignement de l'établissement émetteur les billets peuvent difficilement être échangés entre eux, soit lorsqu'ils sont usagés (et ce fait se produit encore plus vite qu'en France, à raison des manipulations par les indigènes), soit lorsque leurs coupures trop élevées ou trop faibles ne correspondent pas à l'importance des règlements à effectuer.

Sur le premier point les banques privées ne peuvent sans courtage supporter les frais de rapatriement de billets détériorés, et il y a intérêt à ce que le cré-

dit qui s'attache à ces valeurs ne puisse être atteint par des refus difficilement explicables aux indigènes. Une décision du Gouverneur Général en date du 10 mars 1920 a prescrit que les billets usagés seront reçus par les caisses du Trésor quel que soit leur état, exception faite pour les billets faux, frauduleusement altérés ou dont le numéro de série aurait été enlevé. Elle prévoit que les coupures qui ne seraient pas acceptées au remboursement par la Banque de France par suite de leur état trop défectueux resteront à la charge du budget local. En 1920, le Trésor renvoyait en France, 1.055.000 fr. de billets détériorés. Le total des rapatriements de billets ainsi effectués ne dépassait pas 1.500.000 fr. en juillet 1922. Mais il doit s'accroître du fait de l'usure rapide des billets de 5 fr. qui dominent nettement dans la circulation. — Quelle est actuellement la proportion des différentes coupures en circulation ? — On a remarqué très vite une aversion irréductible des malgaches pour les billets de 10 et 20 fr. Aussi le billet de 5 fr. a été importé de préférence alors que les grosses coupures, employées pour les chargements, disparaissent de Madagascar. Les rapatriements de fonds importants ne peuvent, en effet, s'effectuer que très lentement par mandats-postes, leur maximum étant de 500 francs. Les lettres chargées, au contraire, peuvent être envoyées jusqu'à 10.000 francs. Aussi, voit-on la circulation entièrement saturée de billets de 5 fr. maniés en liasse et des paiements de centaines de mille francs effectués par sacs de petites coupures. Alors qu'en 1920, l'encaisse du Trésor avait une proportion normale de $\frac{1}{3}$ en grosses coupures, $\frac{2}{3}$ en billets de 5 fr., en 1921, la proportion était de $\frac{1}{20}$ en grosses coupures, $\frac{19}{20}$ en coupures de 5 fr. Les Banques ont été invitées à

restreindre tout envoi de grosses coupures sur France. Mais le vrai remède consisterait dans l'élévation à 10.000 fr. du maximum des mandats postaux et télégraphiques, instamment demandée par les commerçants et l'Administration locale : on diminuerait ainsi les envois par lettres chargées.

§ 3. — *Les Billets locaux*

Madagascar a ignoré jusqu'à ce jour l'émission des bons de caisse dont les anciennes colonies ont fait le plus grand usage pendant les périodes de crise et dont les colonies d'A. O. F. ont fait de grosses émissions depuis la guerre.

Ces bons de caisse, soit en papier, soit métalliques, sont employés en temps de déséquilibre commercial pour empêcher la sortie du numéraire en circulation et préserver l'encaisse métallique des banques coloniales. Ils représentent généralement des valeurs minimales, 0,50 et 1 fr. et leur émission est réglée par arrêté du Gouverneur. Ayant toujours cours forcé, ils n'ont cependant pas à craindre de dépréciation, car ils sont représentés par une somme égale en numéraire mise en réserve dans la caisse du trésorier-payeur. Ils sont admis dans les caisses des Banques d'émission comme du numéraire et servent à rembourser les billets, si le cours de ceux-ci n'est pas forcé. Le numéraire argent reste caché, soit à la Banque, soit au Trésor, et n'est remis en circulation qu'après la crise. Ainsi, on a une sorte de monnaie intérieure s'adaptant aisément aux besoins locaux, soustraite aux influences du change et, seules, les Banques et le Trésor public peuvent, en pratique, effectuer sur l'étranger des transactions en métal précieux.

Le déséquilibre des transactions se corrige dans ce système par la modification du taux des remises de France aux colonies et par l'élévation du change de mandats-postes ou des traites sur le Trésor. Il est certain que du jour où Madagascar aura un billet de banque particulier, elle sera obligée en temps de crise, de recourir à ce système, qui, du reste, a été anciennement appliqué dans le territoire de Nossi-Bé depuis le décret du 27 août 1883 jusqu'à celui du 28 janvier 1896, rattachant toutes les dépendances au territoire de la Grande Ile.

Cependant, nous avons à signaler, à défaut de bons de caisse, une situation bien rare : celle d'une caisse publique autorisée à émettre du papier-monnaie et qui dédaigne cette facile ressource. En effet, par décret du 17 septembre 1914, qui n'a jamais été abrogé, la Colonie a été autorisée à émettre 7 millions de bons de 5 fr., 2 millions de 10 fr., 1 million de 20 fr., soit au total, 10 millions de francs. Ces billets devaient parer aux retraits de numéraire et leur émission était garantie par les fonds de la caisse de réserve spécialement affectés et comprenant alors 8.585.374 francs en titre et 1.414.525 fr. 40 en numéraire. Mais la crise ne fut pas aussi rapide qu'on le craignait et la circulation des billets français déjà abondante avant le décret de 1916, rendait inutile cette double circulation qui eut peut-être inquiété les indigènes. Aussi, voyons-nous que le texte de 1914 autorisant ces bons, a été promulgué seulement le 29 mars 1917, M. Merlin étant gouverneur général. Un arrêté du 30 mars suivant dispensait le Trésor de rembourser ces bons. Toute cette législation reste en vigueur, mais son application est nulle ; les billets sont fabriqués, mais les collectionneurs même ne peuvent en avoir, car

l'émission n'a pas été faite. Elle ne saurait, du reste, être effectuée maintenant, la circulation des billets français étant bien assise dans le pays et répondant à tous les besoins. Elle aurait eu un avantage appréciable pour le budget de la Colonie, en mobilisant les fonds de la caisse de réserve d'après leur valeur d'achat, alors que leur réalisation au cours de bourse entraînera une grosse perte. Mais la réserve gardée par l'Administration locale dans cette circonstance a évité toute perturbation des échanges et toute inquiétude dans l'esprit des indigènes. En outre, ces bons auraient pu gêner l'installation d'une Banque d'émission spéciale à Madagascar ; le nouvel établissement aurait dû les rembourser et diminuer ainsi dès le début sa circulation productive. La question de création d'un billet local reste donc entière et nous la retrouverons en examinant le projet d'institution d'une Banque d'émission.

§ 4. — *Timbres-Monnaie*

Nous venons de voir que la guerre a amené la thésaurisation et le retrait de la plupart des écus, mais que ces pièces de 5 fr étaient remplacées sans difficulté par les billets de même valeur de la Banque de France.

Pour la monnaie divisionnaire déjà insuffisante en 1914, la question devint très délicate dès 1916. Les pièces de 0 fr. 50 qui restaient en circulation étaient particulièrement usées, les pièces de 1 fr. se cachaient de plus en plus. L'Administration locale qui ne pouvait espérer aucun envoi sérieux de la Métropole s'efforça d'intensifier la circulation de la monnaie blanche restante. Presque tout le stock disponible dans les caisses publiques fut échangé pour un maxi-

imum de 200 fr. par personne contre des billets ou des écus. La possibilité de limiter cet échange aux écus avait été envisagée, mais écartée, de façon à éviter toute idée de prime avec les billets. Ces échanges étaient réservés aux commerçants européens ou indigènes patentés, aux exploitants agricoles, industriels ou miniers et aux européens pour leurs besoins domestiques. Des circulaires appelaient l'attention des corps constitués sur l'opportunité de n'utiliser le numéraire ainsi donné que comme monnaie d'appoint et non comme moyen de paiement et de n'immobiliser aucune quantité de monnaie divisionnaire. En vue de faciliter les petites transactions dans les marchés et foires et supprimer tout prétexte à immobilisation ou accaparement de monnaie divisionnaire, des bureaux de change étaient organisés sur les principaux marchés ; les petits commerçants recevaient au maximum 5 fr. de monnaie, et en fin de journée devaient reverser ce qu'ils avaient reçu en excédent de leurs besoins immédiats sous peine de l'application des peines de l'indigénat (arrêté du 15 septembre 1916).

Néanmoins ces efforts de l'administration restèrent inefficaces. Par décision du 12 septembre 1916, fut adoptée une mesure à la fois simple et hardie qui permettait de résoudre la crise de petite monnaie, et qui actuellement encore assure des échanges faciles dans toute l'île. Cette décision autorisait les caisses des receveurs des postes de la Colonie à mettre en circulation des timbres-postes collés sur du carton en remplacement de monnaie divisionnaire.

Les bureaux furent rapidement en mesure de délivrer au public, contre des coupures de la Banque de France ou des écus de 5 fr., des timbres-postes de 2 fr., 0 fr. 50, 0 fr. 25 et 0 fr. 10. La mesure était

étendue par décision du 4 décembre 1916 aux timbres de 1 fr., et le 9 mars 1917 aux timbres à 0,05. Ces timbres étaient collés par les soins de l'Imprimerie Officielle sur un carton fort portant une vignette qui fut d'abord un chien, puis un zébu. Les Malgaches épris de désignations concrètes et imagées appellent cette monnaie vola alika (argent chien). La mesure fut accueillie avec empressement par tous et permit aux opérations commerciales et surtout aux achats quotidiens de s'exécuter sans ces discussions et ces difficultés dont le public métropolitain gardera longtemps le souvenir. En fin décembre 1916, la circulation s'élevait à 180.000 fr. environ.

Mais elle atteignit vite des chiffres plus considérables, le reste de la monnaie divisionnaire ou de billon étant chassé par cette monnaie de carton. Le 18 décembre 1919, une décision portait à 2.500.000 fr. le chiffre d'émission des timbres-monnaie. Cette somme constitue sensiblement le maximum de la circulation de ces timbres-monnaie, car depuis lors la Métropole a envoyé de fortes quantités de billon et de nickel. Mais cette bonne monnaie est chassée aussi par la mauvaise, et en 1922 les timbres continuent à former la base de la petite circulation dans la capitale. Dès le début, le principe a été posé que les timbres étaient remboursables par valeurs globales d'au moins 5 fr. dans les caisses des receveurs qui les émettaient. Pratiquement cette clause ne s'applique que pour des timbres usagés, le public ayant tout intérêt à garder cette petite monnaie qui n'est ni lourde ni encombrante.

Par contre, elle présente un inconvénient plus grave pour le public, c'est la malpropreté. Dès le début de la mise en circulation, on remarqua que ces

timbres se recouvraient rapidement d'une crasse tenace. Le Directeur du laboratoire de chimie a eu l'idée de faire l'analyse de lots neufs et de lots ayant une quinzaine de jours de circulation publique. Les matières grasses, représentées par 1,2 % dans les timbres neufs, pour encre d'imprimerie ou colle, atteignent 6,1 % dans les timbres usagés ; des matières solubles formant près de 6 % du poids total s'étaient ajoutées aux vignettes et, dans ces matières, le chimiste pouvait découvrir les produits les plus complexes et les plus bizarres dont près de 2 % de sucre ! Une analyse bactériologique menée parallèlement aurait sans doute donné des résultats plus inquiétants encore. L'Administration essaya de remédier à ces inconvénients en enduisant timbre et carton d'un enduit luisant, translucide et imperméable, mais cette préparation qui était très satisfaisante exigeait de longs délais et de coûteuses manipulations. On y a renoncé devant la masse de timbres à fabriquer et à renouveler. L'usure est, en effet, très rapide et le mouvement de fabrication incessant.

Au point de vue du Trésor local l'opération se présente comme assez simple. Des craintes avaient été exprimées sur les facilités de fraude que permettait cette monnaie, mais le faible nombre d'imprimeries existant à Madagascar rend leur surveillance facile et empêche toute fabrication notable. Les quelques fraudes possibles avec des timbres usagés sont amplement compensées par les pertes et détériorations. Quoiqu'aucune donnée n'ait pu être recueillie sur le résultat financier de l'opération, il est à prévoir qu'elle laissera un sérieux bénéfice au Trésor local, qui, du reste, a déposé au Trésor en représentation des timbres en circulation, une garantie en titres de rente.

Ce système paraît devoir durer au moins jusqu'à l'arrivée d'un stock équivalent de billon ou de nickel. La circulation de ces espèces devra, en effet, atteindre au moins 4 à 5 millions pour que les timbres puissent être retirés sans gêne pour les transactions.

L'initiative prise ainsi par Madagascar a été, nous le croyons du moins, originale et quelques colonies françaises l'ont imité. Elle est louable surtout par la rapidité avec laquelle elle s'est réalisée et par le succès qu'elle a rencontré.

CHAPITRE III

Les Organismes de la circulation Monétaire

Les instruments de la circulation consistent donc à Madagascar en 40 millions de monnaies métalliques, et en 80 millions de monnaies fiduciaires : ils constituent un stock monétaire d'environ 30 fr. par tête d'habitant, qui correspond au quart du commerce extérieur de l'île, et qui dépasse à peine le total du budget et de ses annexes. Cette proportion est très faible si l'on considère qu'en 1909, il circulait en France 6 milliards d'or, 2 milliards d'argent et 4 milliards de billets, soit un stock triple du budget français et représentant 300 fr. par tête d'habitant ; et, actuellement en France, le stock de numéraire caché ou non est au moins de 8 milliards pour 35 milliards de billets ; il y a donc dans la Métropole une circulation de 1.000 fr. par tête d'habitant, représentant près du double du budget de l'Etat et dépassant sensiblement le chiffre des transactions extérieures.

La modicité de la circulation à Madagascar paraîtra aussi considérable par rapport aux autres colonies françaises dont on ne peut guère évaluer avec exactitude le stock de monnaie métallique. En A. O. F. la circulation des billets locaux dépassait 195 millions en 1920, mais toute proportion mathématique est impossible à établir, car sur les 13 millions d'habitants, il n'y en a guère de 5 ou 6 qui sont en contact normal avec le commerce européen. En Indo-Chine, 705 millions de francs de billets circulaient en 1920, correspondant à une somme de près de 50 fr. de billets par tête d'habitant, de plus la monnaie métallique est très abondante. Dans les vieilles colonies insulaires à monoculture, les chiffres sont évidemment beaucoup plus considérables : à la Réunion en 1920, la circulation des billets locaux correspondait à 150 fr. par habitant.

Aussi peut-on estimer qu'un minimum de 50 fr. par habitant, c'est-à-dire un total de 150 millions de billets est nécessaire à Madagascar en période de prospérité économique. Le chiffre de la circulation monétaire est donc actuellement trop restreint et les grandes distances entre les centres économiques rendent encore plus délicate cette situation. Or, il est indispensable que, d'une part, le Trésor, avec ses 21 paeries (une par province), d'autre part, les indigènes et les commerçants européens, aient des disponibilités monétaires suffisantes pour effectuer sans gêne le règlement de leurs transactions.

Il ne suffit pas d'avoir un stock monétaire, il faut encore en organiser la circulation aisée, la rotation rapide pour intensifier son utilisation. La monnaie est un outil économique au même titre qu'une voie ferrée, elle peut sommeiller improductive et inutile

ou, au contraire, avec un mouvement bien aménagé, remuer les richesses et intensifier la mise en valeur de ressources naturelles.

Les principaux organes qui, à Madagascar, interviennent dans la circulation de la monnaie sont le Trésor, la Poste et les Banques, parmi lesquelles il faut faire une place à part aux agences du Comptoir National d'Escompte de Paris. Ces trois sortes d'organismes financiers règlent par des mouvements de monnaie ou de valeurs, tous les échanges que nous avons étudié au début de cet ouvrage et qui s'effectuent : 1° Dans l'intérieur de la Colonie du fait du commerce intérieur ou de l'exécution des budgets ; 2° entre la Métropole et la Colonie et 3° très accessoirement entre la Colonie et l'étranger particulièrement dans l'Océan Indien. Mais la plupart des opérations se règlent et se régleront longtemps encore par l'intermédiaire de la place de Paris. Seul, le développement des relations dans l'Océan Indien dont l'avenir a été précédemment indiqué, permettra d'envisager dans quelques années l'organisation autonome d'une circulation monétaire dans cette région mondiale.

§ 1. — *Le Trésor*

Nous avons vu que les caisses publiques de la monarchie hova avaient une organisation très rudimentaire en vue de la centralisation des impôts et n'assuraient qu'un mouvement de 2 à 3 millions par an et la constitution d'un Trésor, modeste patrimoine du souverain.

Le corps expéditionnaire français du général Duchesne amena avec lui, comme toute grande unité militaire, un service de la Trésorerie et des Postes aux armées dont les caisses devaient assurer le règle-

ment de toutes les dépenses du budget de l'Etat et les communications des troupes avec la Métropole, soit par lettres, soit par mandats-postes. Les sommes maniées par les paieries principales installées à Majunga, base de débarquement, puis, à Tamatave et Tananarive, et par les paieries successivement installées dans les points de l'Ile où se trouvaient réunis des effectifs importants, atteignent des chiffres très élevés. Le total du numéraire reçu par le Trésor s'élevait, en effet, à 7.444.000 fr. en 1895, 8.082.000 fr. en 1896, 10.853.000 fr. en 1897. Les dépenses pour le ravitaillement du corps expéditionnaire et pour le service de la solde des officiers et de la troupe furent considérables. Nous avons vu que ces sorties de numéraire sont la principale origine du stock monétaire actuel de la Colonie.

Le service de la Trésorerie et des Postes mit ses services d'envois de lettres et de fonds à la disposition des colons, prospecteurs et commerçants qui suivirent le corps expéditionnaire. Mais cette organisation de guerre ne pouvait satisfaire aux besoins étendus des nombreux colons qui arrivèrent à Madagascar et surtout ne pouvait se charger du service financier de la Colonie nouvelle, dont le budget s'établissait dès 1897 avec 9 millions de recettes et de dépenses. Un arrêté du Résident Général du 23 avril 1896 avait chargé le chef de la Trésorerie aux armées des fonctions de Trésorier-Payeur de la Colonie. Le service était assuré, en outre des bureaux de la Trésorerie, par les commandants de postes militaires qui, simultanément, pouvaient être chargés de la gérance de caisses de fonds d'avances et des fonctions de receveurs des postes. — Ce sont les décrets des 8 janvier 1897 et 27 juillet 1898, qui organisent le service de la

Trésorerie à Madagascar ; ce service a reçu un personnel civil dès le 1^{er} mai 1897. Le Trésorier-Payeur effectue depuis lors toutes les opérations concernant les services financiers métropolitains ; il est préposé de la caisse des dépôts et consignations et est chargé, en outre, de la gestion des recettes et dépenses du budget local opérées par lui-même ou par les agents sous ses ordres ; il centralise les opérations des comptables locaux qui perçoivent les revenus de ces budgets. Il fut, en outre, chargé jusqu'en 1900, date de la passation au service des Postes, du service des articles d'argent (mandats coloniaux postaux) dans les conditions fixées par le décret du 26 juin 1878.

Mais le service du Trésor reste encore chargé de deux services très importants permettant le transfert des fonds pour le compte des particuliers : l'émission des traites du Caissier Payeur Central du Trésor Public et les virements de fonds. L'émission des traites fut particulièrement active pendant les premières années de l'occupation, elle permettait aux colons commerçants de faire leurs envois de fonds en France et réciproquement. Dès leur institution en juin 1897, les traites furent frappées d'un droit de cinquante centimes pour cent francs dont le taux fut fréquemment modifié et se maintint en moyenne à 1 %. Pendant la guerre, par décision du 6 août 1914, ce droit de change sur les traites sur le Trésor était aboli de façon à libérer de toute entrave les échanges de fonds avec la Métropole. Une décision du 29 octobre 1920 a rétabli cette taxe de change fixée à 1 %. Mais en fait, ce système de traites n'est plus employé depuis l'introduction des billets de la Banque de France : il impose pour le transfert des fonds une dépense bien supérieure à

celle occasionnée par les envois de billets en lettres chargées et même par les envois de mandats-postes.

Dès 1904, un système plus pratique était innové : la Direction du Mouvement Général des Fonds permit au Trésorier-Payeur d'accorder aux Banques, suivant les disponibilités des diverses caisses, qui relèvent de son service, des virements de place à place dans l'intérieur de la Colonie et des virements sur France. Les virements sur France sont effectués sur la caisse du Payeur Central à Paris et peuvent emprunter la voie télégraphique. Le dernier texte sur les virements intérieurs est l'arrêté du 19 mai 1921 qui a organisé un système de transmission rapide des fonds dans l'intérieur de la Colonie, par la voie télégraphique : ces transmissions sont autorisées chaque jour par le Trésorier-Payeur, elles ne peuvent porter que sur des sommes égales ou supérieures à 50.000 francs et sont soumises à un droit de 0 fr. 20 pour 100 francs. Ce système est uniquement institué en faveur des Banques. Nous verrons que les particuliers peuvent, par l'intermédiaire de la Poste, faire des envois de 10.000 fr. au maximum, au taux de 0 fr. 50 pour 100 francs.

Les virements intérieurs de place à place ne sont cependant que de peu d'importance. Ils sont de 3 millions en moyenne : exactement 3.273.000 en 1920-1921 et 3.965.000 de 1921 à 1922 ; nous verrons plus loin que les chiffres de virements sur France qui modifient seuls l'encaisse globale du trésor sont beaucoup plus variables. En tous cas le total de cette encaisse de 35 millions permet au Trésor de jouer le rôle essentiel dévolu dans la Métropole à la Banque de France, celui de régulateur et de distributeur de la circulation monétaire. Jusqu'à présent ce service a réussi d'une façon satisfaisante à maintenir, dans

tous les points du territoire, les moyens monétaires suffisants pour le service des dépenses publiques, des envois postaux et même pour les besoins des Banques et par conséquent des particuliers.

Ce service du mouvement des fonds du Trésor dépend étroitement de l'autorité métropolitaine ; il est exécuté suivant les règles posées d'abord par le décret financier du 15 septembre 1882, puis par celui du 30 décembre 1912, notamment dans son article 379 : « La caisse du Trésor est alimentée d'après les instructions du Ministre des Finances, qui reçoit chaque mois une situation de cette caisse et un aperçu des besoins présumés pour la période des 3 mois qui suivent.

« L'alimentation de cette caisse est faite soit en numéraire, soit en billets de la Banque d'émission locale, et dans les limites fixées par le Ministre des Finances, soit enfin au moyen de traites dont l'émission est exclusivement subordonnée aux instructions du Ministre des Finances.

« Le gouverneur détermine, sur la proposition du Trésorier Payeur, soit la prime, soit la moins value qu'il convient d'attacher aux traites pour en accroître ou en diminuer l'émission selon la situation de la caisse.

« Les profits et pertes résultant de l'émission des traites au-dessus et au-dessous du pair sont au compte du Budget des Finances.

« Les expéditions d'espèce et autres valeurs à faire de France aux colonies ou d'une colonie dans une autre colonie s'exécutent par les soins et conformément aux ordres du Ministre des Finances, qui s'entend avec le Ministre de la Marine lorsque les expéditions doivent avoir lieu par des bâtiments de l'Etat.

« Dans les colonies, l'embarquement ou le débarquement des espèces et valeurs expédiées en France ou provenant de la Métropole s'effectuent à la diligence, aux frais et sous la responsabilité de l'Administration locale.

« Il en est de même pour les envois de fonds d'une colonie dans une autre colonie ; mais, dans ce dernier cas, les frais de caissage et de transports des espèces et valeurs sont à la charge du Ministère des Finances.

« Les frais de transport de fonds dans l'intérieur de la colonie sont à la charge du budget local.

« Ces transports de fonds s'effectuent à la diligence et sous la responsabilité de l'Administration de la colonie. »

Ces dispositions impératives du décret mettent donc à la charge de la colonie toutes les dépenses de transfert de fonds ; il est donc indispensable de réduire ces transferts au minimum et pour cela d'avoir une certaine élasticité de ressources en numéraire sur les différentes places souvent très éloignées l'une de l'autre.

Nous avons vu en étudiant les différentes espèces de monnaie dans quelles conditions elles entrent dans les caisses publiques et dans quelles conditions elles en sortent. L'étude de l'évolution des opérations de trésorerie dépasserait le cadre de cette étude ; nous nous bornerons à envisager brièvement le rôle et les fonctions qui sont actuellement assumées par le service du Trésor.

Quels sont actuellement ses moyens d'actions ? Le Trésorier-Payeur de Tananarive a, outre la direction de ses bureaux, celle des paieries qui existent au chef-lieu de chacune des 20 provinces excentriques où l'administrateur est du reste ordonnateur secondaire. Ces paieries assurent directement presque tous les ser-

vices de comptabilité et tous les encaissements et les paiements de leur place ; elles ont notamment à Diégo, à Tamatave et à Majunga à assurer des manègements de fonds de plusieurs millions par mois. Ces paieries ont remplacé les caisses d'avance, puis les préposats du trésor, qui jadis se bornaient à faire les opérations de caisse pour le compte du Trésorier-Payeur qui reprenait toutes les opérations dans sa comptabilité. Certaines caisses de préposés du Trésor ont été maintenues dans les centres importants qui sont trop éloignés des chefs-lieux ; les chefs de district ont, en outre, des caisses d'avances ne dépassant pas en moyenne 5 à 10.000 francs. On compte actuellement une centaine de petites caisses dépendant du Trésor et réparties dans toute la colonie.

TABLEAU 8

**Composition de l'encaisse du Trésor
en milliers de francs**

	1 ^{er} janvier 1910	1 ^{er} janvier 1917	1 ^{er} janvier 1921	1 ^{er} juillet 1922
Billets.....	206	8 millions env.	21.660	21.800
Or.....	64		2	
Pièces de 5 fr.	14.762	3.230	11.000	11.750
» de 2 »	1.585		120	150
» de 1 »	3.162		450	350
» de 0,50	185	2.175	210	170
» de 0,20	22			
Billon.....	70	54	160	90
	20.056	14 millions env.	33.602	34.310

Le Trésor doit donc avoir des encaisses importantes au moins sur une trentaine de points du territoire ;

leur montant total s'est maintenu, en fait, sauf pendant le resserrement de numéraire constaté durant les années 1915 et 1916, à un niveau très suffisant. Le tableau annexe n° 8 indique le montant de cette encaisse qui, avant la guerre, oscillait autour de 20 millions et paraît devoir se maintenir au chiffre actuel de 30 à 35 millions.

Les principaux mouvements de sortie de fonds du Trésor comportent actuellement (ces chiffres très approximatifs étant donnés seulement pour fixer l'ordre des grandeurs) :

Les paiements au titre du budget colonial	20 millions	
Les paiements au titre du budget local		
et de ses annexes	50	»

Les traites de la Marine	2	»
--------------------------------	---	---

Les paiements pour le compte du Cais- sier-Payeur Central (coupons de rentes, pensions de l'Etat)	2	»
---	---	---

Les éléments d'encaissement sont :

Les recettes du budget local et des annexes	70	»
--	----	---

Les versements pour le compte du Cais- sier-Payeur Central (recettes des divers ministères)	1	»
---	---	---

Les versements à la Caisse de Dépôts (caisses d'épargne, caisse de retraite)...	4	»
--	---	---

Le déséquilibre entre les recettes et les dépenses effectuées sur place au compte du budget local s'explique, comme nous l'avons déjà constaté, par le chiffre élevé des dépenses de la Colonie pour le paiement des intérêts de ses emprunts, de la solde de ses fonctionnaires en congé et pour des achats de matériel. Ces

paiements, en France, sont assurés par le Payeur-Central métropolitain sur les provisions qui lui sont ouvertes par la Colonie chaque mois et d'avance. En fin d'année la balance des provisions et des imputations réellement opérées, est arrêtée en écriture et l'excédent des provisions est remis à la disposition des finances locales.

Deux éléments importants s'ajoutent tantôt aux encaissements, tantôt aux paiements, ce sont les résultats de la balance des articles d'argent (mandats postaux) extérieurs et les virements de banque sur France. Nous allons étudier en détail les diverses opérations postales, mais nous indiquons ici que, dans les trois années 1916 à 1919, la moyenne des excédents de paiements de mandats métropolitains a dépassé 3 millions par an, entraînant un décaissement d'égale somme par le Trésor public local.

Pour les virements de France ou sur France, leur emploi par les banques est très variable et suit l'équilibre non seulement de la balance commerciale mais encore de la balance générale des échanges. Pour qu'il y ait virement sur France, il faut que le numéraire local déposé en banque soit très abondant. Il faut, en outre, que le Trésor ait besoin des fonds que les banques désirent lui verser en vue de faire créditer leurs agences de France de ces sommes par simple avis télégraphique à la caisse centrale du Trésor Public. En 1910 les virements venus de France atteignaient 10 millions de francs, en 1920 les virements envoyés sur France étaient de 462.000 fr., en 1921 ils étaient nuls, mais pour le seul premier semestre 1922 ils atteignaient 11 millions.

Le développement sans limite des virements extérieurs ou leur exécution répétée toujours dans le même

sens aurait pour effet soit d'appauvrir outre mesure l'encaisse locale, soit de la gonfler démesurément : les deux situations seraient défavorables aux finances locales puisque pour résoudre ces crises, il faudrait recourir à des transports de fonds de ou pour France dont les frais (intérêts des fonds immobilisés, prix d'envoi, taxe d'assurance) seraient élevés. Dans la situation actuelle, cette énorme encaisse de 35 millions, qui représente le tiers du numéraire existant dans la Grande Ile sert de volant régulateur pour la circulation intérieure, comme pour l'importation ou l'exportation du numéraire.

Les billets circulant dans la Colonie étant les mêmes que ceux de la Métropole, on pourrait pourtant imaginer une utilisation plus large mais aussi plus dangereuse de l'organisation financière du Trésor. Si l'inflation fiduciaire arrivait à s'implanter dans la Métropole, celle-ci aurait intérêt à augmenter le champ d'achat de ses billets et à importer de très grosses quantités de numéraire billet pour régler ses acquisitions de matières premières. Le Trésor local n'ayant plus à craindre une insuffisance d'encaisse pourrait effectuer sans limite les virements de ou sur France, aboutissant à la création d'une sorte de compte courant avec le trésor métropolitain, sans s'occuper du découvert possible. Mais en fait, cette hypothèse ne saurait se réaliser que si la politique financière métropolitaine s'écartait de la prudence et de la modération pratiquées jusqu'à ce jour. Nous retrouverons cependant en étudiant le projet d'organisation d'une Banque locale d'émission, les vœux émis par les colons de Madagascar pour l'institution d'un compte courant avec le trésor métropolitain, non plus en faveur du

Trésor local, mais en faveur de la Banque d'émission suivant l'exemple de l'Algérie et du Maroc.

Mais il semble que longtemps encore le fonctionnement du Service du Trésor sera assuré, dans son ensemble suivant les règles actuellement en vigueur. Nous verrons plus loin que la création de chèques postaux et les facilités de règlement des recettes et dépenses publiques par chèques, dont le principe vient d'être adopté par l'autorité métropolitaine (Décrets des 27 septembre et 7 novembre 1922) rendront plus efficace encore l'utilisation de l'encaisse du Trésor pour les transferts de fonds par les particuliers.

§ 2. — *Le rôle de la Poste*

Le Service des Postes joue à Madagascar, comme dans toutes les colonies, un rôle de premier plan pour le règlement des échanges. A l'intérieur de l'île les centres sont peu peuplés et séparés par de grandes distances ; les moyens de communication sont encore très insuffisants. Les courriers réguliers établis par l'Administration suppléent à ces difficultés ; sur les itinéraires importants, desservis par le chemin de fer, les autos et les navires annexes, les bureaux de poste sont nombreux. En dehors des routes carrossables d'autres bureaux sont desservis parfois jusqu'à 200 et 300 kilomètres de distance par les tsimandoas (convoyeurs indigènes qui sont des coureurs rapides). Des lignes télégraphiques étendues permettent les transferts rapides de commandes et de règlements.

Au temps de la monarchie Hova, les coureurs ne portaient que les ordres royaux, quelques bureaux français existaient dans les ports de la côte, une ligne télégraphique, fréquemment interrompue, reliait depuis 1887 Tamatave à Tananarive. C'est le service de

la Trésorerie et des Postes aux Armées, accompagnant le corps d'occupation, qui créa un premier réseau de bureaux bien organisés et qui effectua le premier toutes les émissions et les paiements de mandats intérieurs et de mandats sur France, d'abord pour les militaires, puis pour les civils. L'Armée construisit quelques lignes télégraphiques et de nombreux postes de télégraphie optique qui établissaient des liaisons faciles et indestructibles entre les blockaus éparpillés dans le pays peu sûr. Cette organisation a laissé d'importants vestiges et l'on trouve encore, surtout dans le Nord, une vingtaine de postes optiques qui, du reste, ne satisfont plus aux exigences du trafic actuel.

L'Administration de la Colonie, tout en utilisant l'outillage du corps d'occupation, fit un très gros effort pour organiser rapidement un service local des postes et télégraphes. Grâce aux disponibilités du premier emprunt de 1897, la construction de lignes télégraphiques fut effectuée entre Diégo-Tananarive-Fianarantsoa-Fort-Dauphin. Sur cette dorsale Nord-Sud, s'embranchèrent des fils vers Tuléar, vers Morondava et vers Majunga ; puis une ligne était établie le long de la Côte Est. En 1905 on comptait déjà 126 bureaux de poste et 5.000 kilomètres de lignes télégraphiques, en 1913 on arrivait à 163 bureaux et 7.653 kilomètres. En 1920 on comptait 182 bureaux dont 34 dits de plein exercice sont ouverts à toutes les opérations sur les valeurs d'argent. Il est intéressant de comparer qu'à la même date l'A. O. F., infiniment plus vaste et plus peuplée, n'avait que 223 bureaux et la riche Indo-Chine 348. Actuellement le réseau assez complet de lignes télégraphiques ne s'accroît plus que lentement mais on le perfectionne sans cesse par l'installation de poteaux métalliques et le doublement des lignes acti-

ves. Un réseau téléphonique dessert les cinq centres urbains les plus importants de Tananarive, Tamatave, Diégo, Majunga et Fianarantsoa et les lignes télégraphiques les plus importantes peuvent être utilisées pour les conversations téléphoniques.

Quant aux relations extérieures elles ont été assurées dès notre occupation par deux câbles français : l'un de Majunga à Mozambique, l'autre de Tamatave à la Réunion. Des deux côtés la Colonie est ainsi en jonction avec le réseau des câbles anglais ; mais cette liaison est fragile car les câbles locaux sont médiocres et continuellement interrompus. Des petits postes de radiotélégraphie sont ou vont être installés à Diégo, Majunga, Anjouan, Fulcar, la Grande-Comore et Tamatave, en vue de faciliter les relations cotières. Mais d'ici un an tout le grand trafic extérieur sera assuré d'une façon parfaite par le poste puissant de Tananarive, station du réseau intercolonial dont la construction, évaluée à 10 millions, est supportée par le budget de l'Etat, et qui communiquera directement avec Bordeaux et Lyon et plus tard avec Brazzaville et Saïgon.

Les services postaux sur l'extérieur n'ont malheureusement pas suivi ce perfectionnement et continuent à être assurés par les paquebots des Messageries Maritimes partant tous les quatorze jours de Marseille. Les conventions intéressant la ligne de l'Océan Indien ont été remaniées fréquemment et observées plus ou moins strictement. Actuellement, après une désorganisation complète de 1918 à 1921, le service a recouvré quelque régularité, mais sa vitesse est inférieure à celle pratiquée il y a 20 ans, et il faut en moyenne de 25 à 30 jours de traversée de Marseille à Tamatave.

Le service des postes et télégraphes ainsi organisé

doit surtout retenir notre attention par ses opérations sur les articles d'argent, qui sont un élément des plus actifs de la circulation des valeurs. Le chiffre des transferts effectués par ce service est en constant accroissement. Le montant des mandats intérieurs émis est en effet passé de 9.450.189 fr. en 1908 à 13.024.280 fr. en 1910, 61.372.650 francs en 1918 et a atteint son maximum avec 95.877.640 fr. en 1920. En 1921 le nombre des mandats postaux et télégraphiques est de 128.762, correspondant à 284.000 fr. de droits perçus et à un total de 83.606.018 fr.

Cette circulation est soumise à une réglementation sensiblement analogue à celle de la Métropole.

Depuis le 1^{er} janvier 1912, le droit à percevoir sur le montant des mandats extérieurs postaux est fixé au taux uniforme de 0 fr. 05 par 10 fr. ou fractions de 10 fr. qui, malgré sa simplicité, paraît trop élevé pour les grosses sommes. En effet, pour envoyer 10.000 fr. il n'est perçu que 11 fr. dans l'intérieur de la France, 32 fr. (en vingt mandats de 500 fr.) de Madagascar en France et 50 fr. dans l'intérieur de Madagascar.

Néanmoins le commerce local, se rendant compte de la difficulté du ravitaillement de certains bureaux en numéraire, n'a pas encore élevé de doléances contre ces taxes très favorables au Budget. Il apprécie au contraire les avantages de ce service des mandats, dont le maximum, fixé libéralement à 10.000 fr. permet des règlements assez importants.

L'Administration locale a en outre organisé un service de mandats télégraphiques et admet les lettres et boîtes de valeurs déclarées. Le montant de la déclaration est illimité, ce qui permet tous les transferts de fonds à un taux modéré. Dans chacune des années 1920 et 1921 le total des valeurs déclarées du service

intérieur a dépassé 18.900.000 fr. représentant environ 8.000 envois.

Les valeurs à recouvrer et les valeurs contre remboursement circulent de même à l'aide du service des postes. Les envois contre remboursement ont une importance toute spéciale en raison du fait qu'ici l'Administration des Postes assure elle-même le service des colis postaux. En 1920, le nombre des colis postaux intérieurs atteignait 73.469 ; en 1921, en raison de la crise économique, il s'abaissait à 52.577.

Si le rôle de la poste est essentiel pour le mouvement des valeurs à l'intérieur de l'île, il n'est pas moins important pour les relations avec la Métropole. Nous venons de voir comment le service des mandats est depuis plus de 20 ans assuré par le service local et comment les tarifs franco-coloniaux et inter-coloniaux sont maintenant fixés par la loi du 29 mars 1920. Les chiffres des émissions de mandats sur France et les paiements de mandats français ont subi de grosses fluctuations depuis notre installation, non seulement du fait des variations de la balance commerciale, mais encore comme conséquence de l'effectif plus ou moins élevé de militaires ou de fonctionnaires ayant à rapatrier leurs économies et de l'existence de moyens divers pour effectuer ces transports (traites sur le Trésor, virements de banque). La circulation de billets de la Banque de France a, depuis 1916, permis la réalisation des envois de sommes importantes par lettres chargées, beaucoup moins coûteuses. En outre, nous allons voir que le maintien d'un maximum de 500 fr. prévu pour les mandats extérieurs interdit absolument l'emploi de ce mode de transferts aux commerçants et aux gens d'affaires.

OPÉRATIONS POSTALES

Excédents des Encaissements sur les paiements
des mandats postaux métropolitains

Années		Années	
1903....	1.593.000	1913....	5.497.474
1904....	13.897.000	1914....	2.647.540
1905....	11.676.000	1915....	20.007
1906....	9.593.000	1916.. —	3.288.529
1907....	7.386.000	1917.. —	3.357.678
1908....	13.452.000	1918.. —	3.608.826
1909....	22.173.000	1919.. —	3.173.297
1910.. —	6.950	1920.. —	1.593.496
1911....	6.076.594	1911....	847.630
1912....	5.031.153		

Les signes — indiquent les excédents des paiements sur les encaissements.

En 1908 14.036.000 fr. de mandats étaient émis à Madagascar contre 617.000 fr. de mandats métropolitains payés, en 1910 les émissions étaient ramenées à 7.663.000 fr. contre 1.226.000 fr. payés. Le tableau annexe n° 9 ci-joint établit le résultat de cette balance qui s'est en général réglée par un gros excédent des émissions sur les paiements, les envois de fonds représentant surtout les bénéfices ou économies rapatriés en France. Pendant la guerre cette proportion s'est renversée et nous trouvons des chiffres négatifs c'est-à-dire un excédent des paiements sur place par rapport aux émissions et ceci est dû aux placements effectués dans la Colonie même et à l'augmentation du chiffre des paiements des acheteurs français. Depuis 1919, le total des émissions de mandats sur

France est en progression constante : 3.116.000 fr. en 1919, 5.437.000 fr. en 1920 et 6.663.000 fr. en 1921 correspondant en cette dernière année à 39.334 mandats. Au contraire dans ces trois années le chiffre des mandats français payés se maintient autour de 6 millions, soit 6.284.000 fr. en 1919, 7.014.000 fr. en 1920 et 5.808.000 fr. en 1921 pour 24.917 mandats payés.

Le règlement des différences de la balance de ces mandats est effectué mensuellement par un agent centralisateur des postes et est supporté par le Trésor, conformément à l'article 132 du décret financier du 30 décembre 1912 : les caisses publiques locales soldent l'excédent des paiements quand il y en a ; elles encaissent, au contraire, l'excédent des émissions qui est plus fréquemment constaté. L'ensemble est réglé par des opérations de comptabilité entre le Trésorier-Payeur de Madagascar et la caisse centrale du Trésor Public à Paris, sans aucun transfert de fonds spécialement pour le Service Postal. Un service d'échange de mandats télégraphiques organisé par décret du 16 octobre 1907 qui n'a été promulgué dans la Colonie qu'en 1913 permet la transmission des mandats-postes par cette voie rapide. Mais il est peu employé en raison du maximum insuffisant de 500 fr.

Il faut ajouter à ce mouvement des mandats-postes avec la Métropole le mouvement des bons de poste, des valeurs à recouvrer et surtout celui des colis-postaux qui sont fréquemment en circulation contre remboursement. Ces colis sont, en effet, très fréquemment employés par les particuliers et par les petits commerçants, européens comme indigènes, pour recevoir de France, notamment des grands magasins de nouveauté, ou y envoyer des linge-ries, broderies,

dentelles, articles de mode, représentant une très importante valeur. Le procédé de l'envoi contre remboursement permet aux acheteurs locaux de commander sans gros frais et sans immobiliser leur argent pendant les trois ou quatre mois qui séparent la commande de la réception.

L'emploi trop extensif de ce procédé a du reste entraîné des abus en temps de crise commerciale et de variations brusques des prix. Les commandes faites sur des catalogues déjà anciens et arrivant 5 ou 6 mois après, alors qu'une baisse s'était produite, étaient refusées par les destinataires. Des valeurs représentant plusieurs centaines de mille francs ont été ainsi retournées pendant les années 1920 et 1921 et les expéditeurs ont pris la saine habitude d'exiger avec la commande une couverture d'un tiers ou du quart de son montant, qui les garantit de la mauvaise foi des destinataires. Le nombre des colis-postaux extérieurs se montre néanmoins très élevé. En 1910 on en comptait 7.000 au départ et 37.000 à l'arrivée. En 1919, 15.000 colis, en 1920, 19.880, et en 1921, 15.600, ont été envoyés à l'extérieur, surtout en France, mais n'entraînent pas des remboursements appréciables. Aux mêmes dates, le nombre des colis reçus de l'extérieur s'élevait respectivement à 62.250, 74.800 et 74.200 et les sommes encaissées, au titre de ceux établis contre remboursement, se maintiennent en 1920 et 1921 au-dessus de 4 millions de francs. Il y a là un élément qui charge de façon très appréciable la balance des transactions de la Colonie.

Nous devons également mentionner quoi qu'il n'ait pas de répercussion sur l'encaisse du Trésor, le mouvement des lettres et boîtes avec déclaration de valeur qui a pris une très grande extension du fait

de l'admission des billets français depuis la guerre. Leur envoi par les commerçants de ou sur France est un mode pratique et économique de règlement qui, nous l'avons vu, a provoqué un phénomène curieux, celui de la disparition des grosses coupures et de l'encombrement de la circulation locale avec les liasses de billets de 5 francs. Le montant des déclarations de valeurs expédiées sur France est passé de 2.400.000 en 1920 à 5.711.000 en 1921, en raison vraisemblablement de la balance déficitaire, car l'exportation, sensiblement constante, de pierres précieuses qui s'effectue de cette manière, parallèlement à celle des billets, ne peut en effet justifier cet écart. Le montant des valeurs reçues de l'extérieur, et comprenant sans doute pour au moins moitié de bijoux et objets précieux et pour le reste des billets de Banque, se maintient égal avec 4.539.000 en 1920 et 4.097.000 en 1921.

Quant aux opérations d'articles d'argent avec les colonies françaises et avec les pays étrangers, elles n'atteignent pas un chiffre appréciable. C'est ainsi que le montant des mandats internationaux payés est de 782 francs en 1921, celui des mandats marocains de 3.570 francs, tunisiens 1.927 francs. Pourtant une réglementation très précise a été promulguée dans la Colonie, particulièrement depuis 1912, pour donner toutes facilités au commerce international en faisant participer Madagascar au système de la Convention postale universelle signée à Rome le 26 Mai 1906 et de celle récemment signée à Madrid.

Le commerce local est en général satisfait du service des postes tel qu'il est organisé mais il demande une amélioration du service des articles d'argent avec la Métropole, et la suppression de la limite de 500 francs imposée aux mandats-postes.

Pour le Public, peu familiarisé avec les questions de trésorerie, il semble peu logique qu'une taxe de change puisse être instituée entre Madagascar et la France et que seuls les envois minimes soient acceptés par la poste. Cependant l'article 10 de la Loi du 29 Mars 1920 a maintenu les dispositions de l'Art. 2 de la Loi du 4 Avril 1898 permettant l'établissement d'une taxe supplémentaire, représentant le change, entre la France et l'Algérie d'une part, et les colonies françaises d'autre part. Cette taxe n'est du reste pas perçue actuellement dans la Colonie ; mais elle a été parfois fixée à un taux élevé pour la Réunion et les Antilles au moment où la crise sucrière amenait une baisse considérable des exportations et l'impossibilité de régler les importations avec les ressources de la Colonie. La taxe de change avec la Métropole est donc une mesure de sauvegarde du numéraire des Colonies et non comme cela semble au premier abord, une recette fiscale. Nous verrons que seul l'établissement d'un compte-courant avec le Trésor, actuellement désiré par l'opinion publique malgache comme garantie de l'institution d'une banque locale d'émission, permettrait de supprimer le frein que constitue la taxe de change en période déficitaire.

Cette taxe de change n'ayant pas eu à fonctionner, le commerce s'attaque surtout à la deuxième entrave du système des mandats franco-coloniaux : la limitation du montant des mandats à 500 fr. et du droit de l'expéditeur à l'obtention dans une journée d'un seul mandat de cette valeur pour la même destination. Du fait de cette limitation pour envoyer une somme importante en France et inversement pour la recevoir, il faut, en fait, passer par l'intermédiaire des banques qui prélèvent un droit allant jusqu'à 1 et 2 % et qui

est au moins égal, dans les circonstances les plus favorables, à la taxe de la poste. Le système de prendre des mandats chaque jour ou par des personnes interposées est en effet trop compliqué pour les gros envois. Du reste avec le taux de 1 fr. 60 par 500 fr., la taxe reste très élevée et on ne profite pas des tarifs réduits que le régime intérieur français prévoit pour les sommes importantes (6 fr. pour 10.000 fr.).

Les réclamations répétées des Chambres de Commerce ont été transmises et fortement appuyées par l'Administration locale ; elles n'ont pas encore obtenu satisfaction ni pour les mandats postaux, ni pour les mandats télégraphiques. Cependant l'Afrique Occidentale Française vient, par un décret récent, d'obtenir l'élévation du maximum de 500 fr. à 5.000 fr. L'extension probable de cette mesure à Madagascar augmentera sans doute le rôle du Trésor comme régulateur des échanges extérieurs, mais l'Administration possédant le moyen indirect de limiter ces transferts par la taxe de change, ce système mérite d'être adopté pour la plus grande commodité du commerce local et pour éviter les envois de billets de banque circulant dans les deux sens en lettres chargées avec beaucoup de risques et des frais d'immobilisation pendant des mois entiers.

L'intérêt bien compris du Comptoir et des Banques est de voir adopter cette mesure qui permettra à ces banques mêmes de faire régulièrement leurs mouvements de fonds avec leur siège de Paris, sans avoir à s'immobiliser dans l'attente de virements parfois impossibles à réaliser avec le Trésor.

§ 3. - *Les Agences du Comptoir d'Escompte de Paris*

En 1886, à la suite de notre première expédition à Madagascar, le Comptoir d'Escompte envoya à Ta-

nanarive, à la demande du Gouvernement Français, des délégués qui eurent à traiter d'un emprunt et de ses garanties. Le Gouvernement hova s'était engagé à payer une indemnité de 10 millions et n'avait aucune disponibilité pour effectuer ce versement ; pour avoir une certaine élasticité de ressources il se décida à contracter un emprunt de 15 millions à 6 % au pair. L'acte fut signé le 4 décembre 1886 ; un acte additionnel du 20 juin 1887 prévoyait le remboursement en 25 annuités.

Le service de l'emprunt soit 1.165.000 par an était garanti par les recettes des douanes de six ports (Tamatave, Majunga, Vatomandry, Fénérive, Vohémar et Mananjary), effectuées par les soins des employés hovas et des agents du comptoir ; les appointements de ces derniers étaient fixés au chiffre dérisoire de 40.000 fr. L'émission publique se fit en France en 1889 au pair et au taux de 6 % sans procurer aucun profit au Comptoir. Le produit des douanes fut toujours inférieur au montant de l'annuité et varia de 738.000 fr. en 1887 à 815.000 fr. en 1891. Au milieu de 1894 le service de l'emprunt fut interrompu et ne fut repris qu'après la pacification.

Tous les détails du fonctionnement de ce service sont donnés dans une étude remarquable de M. Charles Martin, inspecteur principal des agences coloniales étrangères du Comptoir, étude présentée au Congrès de l'Afrique Orientale organisé par l'Union Coloniale Française. Nous nous sommes du reste fréquemment inspiré des renseignements fournis par cette importante brochure de 30 pages, qui a traité la plupart des questions que nous envisageons ici.

En même temps que cet emprunt, dont nous verrons ultérieurement la conversion par la Colonie, était conclu, une organisation bancaire était projetée.

« Le Comptoir d'Escompte, dit M. Martin, sentant
« la nécessité d'organiser définitivement les finances
« de la Grande Ile, avait cherché à négocier, dès la
« fin de 1886, avec le gouvernement hova, la conces-
« sion d'une banque privilégiée d'émission. Cet établis-
« sement considérait en effet qu'une telle banque, entre
« des mains françaises, ferait disparaître toute com-
« pétition étrangère d'ordre financier et serait l'instru-
« ment le plus apte à développer les ressources de la
« Grande Ile.

« Toutefois, devant les instances de M. Flourens,
« alors ministre des Affaires Etrangères, qui, sur la
« puissante sollicitation de M. le Myre de Vilers,
« faisant remarquer au Comptoir que la prompte
« installation de succursales de cet établissement faci-
« literait et hâterait la concession désirée, le Comptoir
« d'Escompte s'inclina et, ajournant la réalisation de
« son projet, décida, le 13 mars 1888, la création des
« agences de Tananarive et de Tamatave ».

Ces deux agences eurent une influence heureuse
sur le développement des transactions sur ces deux
places qui cessèrent d'être un lointain marché nègre
aux yeux des maisons françaises et étrangères prati-
quant le commerce de gros.

Mais le Comptoir dut subir la concurrence acharnée
d'une banque anglaise, la New Oriental Bank, qui
installa en même temps deux agences à Tamatave et
Tananarive. Bientôt cette banque dut liquider et le
Comptoir resta maître des deux places dont l'activité
était malheureusement entravée par la situation poli-
tique incertaine. Les tractations avec le Gouverne-
ment hova pour l'organisation d'une banque d'émission
échouèrent devant la mauvaise volonté du premier
ministre et de la cour royale. Entre temps, l'agence

de Majunga était ouverte en 1894 pour faciliter les opérations de trésorerie du corps de débarquement. Lors de la campagne de 1895 l'agence de Tananarive dut se réfugier à Tamatave. Elle avait du reste escompté des papiers souscrits par des personnalités de l'aristocratie malgache qui se dérobaient, soutenues par les tribunaux hova, et un procès intéressant fut engagé à ce sujet contre le gouvernement de la reine par M. Delhorbe, alors directeur de l'agence de la capitale. Après bien des procédures on vit du reste les juridictions françaises impuissantes à réparer la spoliation subie par le Comptoir.

Dès la pacification, les opérations reprirent et les trois agences facilitèrent l'installation des nombreux commerçants et colons français accourus dans la nouvelle colonie. De nouvelles agences furent ouvertes en 1902 à Mananjary, centre de colonisation et de prospection aurifère, en 1900 à Diégo-Suarez, créé point d'appui de la flotte, enfin à Tuléar (1904) et à Nossi-Bé (1908), où l'influence allemande se développait dangereusement.

L'ensemble des opérations des agences du Comptoir National d'Escompte à Madagascar a été décrit de façon très détaillée par M. Martin dans son rapport au congrès de l'Afrique Orientale de 1911 déjà cité. Depuis cette date, la nature des opérations est restée la même, mais il reste impossible d'avoir un chiffre quelconque fixant l'importance des transactions. Ce secret gardé sur les opérations d'une banque privée est absolument légitime, mais il est très regrettable qu'il n'ait pas été un peu levé pour le public local ou tout au moins pour les corps constitués qui auraient pu ainsi connaître les réels besoins bancaires du pays. Des déclarations très nettes n'auraient nullement pré-

judicié aux affaires de la Banque et à sa réputation, car elle est ouvertement accusée de retirer des bénéfices excessifs des taux qu'elle applique, et la lumière exacte des bilans aurait peut-être laissé une impression moins défavorable. M. Martin distingue trois chapitres principaux :

1^o Opérations résultant des importations de l'île ;
2^o Opérations purement locales ; 3^o Opérations alimentées par les exportations de Madagascar.

1^o Pour les opérations résultant des importations, le siège central du Comptoir National d'Escompte et ses agences de province ou de l'étranger escomptent ou reçoivent à l'encaissement le papier tiré sur Madagascar en contre-valeur des envois des marchandises et les dirigent ensuite sur la Grande Ile pour encaissement.

2^o Les opérations locales peuvent se subdiviser en :
a) Comptes de dépôts ; *b)* Escompte local ; *c)* Avances diverses.

a) Comptes de dépôts. — Le Comptoir National d'Escompte reçoit à Madagascar, comme partout ailleurs, deux sortes de dépôts, à échéance fixe ou à vue. Les dépôts remboursables à échéance fixe ne peuvent être réemployés par le Comptoir dans la crainte de retrait inopiné des fonds ; aussi il bonifie un intérêt variant selon la durée du dépôt et l'époque de l'année à laquelle le dépôt est fait. Les dépôts remboursables à vue, sont acceptés sans frais, mais ne comportent aucun intérêt ; le Comptoir National d'Escompte justifiait en 1911 cette absence de bonification d'intérêt par le fait qu'il était le seul établissement de crédit établi à Madagascar ; il n'avait près de lui ni la Banque de France ni aucun concurrent qui lui permette,

en cas de besoin, de réescompter son portefeuille local et de renforcer sur place son encaisse.

b) Escompte local. — Le papier présenté à l'escompte à Madagascar est soit souscrit par des Européens à des Européens, soit souscrit par des asiatiques ou des malgaches à des Européens, soit enfin souscrit par des Asiatiques à des Asiatiques. Nous verrons plus loin quel est l'emploi de ce mode de crédit par ces différentes catégories de commerçants.

c) Avances diverses. — Elles sont, consenties soit aux importateurs sur leurs marchandises, soit sur délégations aux fournisseurs de la colonie, entrepreneurs ou autres, qui ne sont jamais réglés immédiatement. Le Comptoir fait en outre des avances à découvert à des prospecteurs et colons offrant toute garantie d'honnêteté et de compétence.

3° Les opérations alimentées par les exportations comprennent principalement les ouvertures de crédit confirmé, l'escompte des traites documentaires, les contrats sur marchés à livrer.

En somme, dans toutes les branches de l'activité de Madagascar, le Comptoir fait sentir sa puissante influence financière. Il a su assurer pendant les périodes difficiles qui se sont écoulées de 1886 à 1905 un service d'une sûreté et d'une régularité parfaites. Il a fourni à tous les commerçants, même aux Indiens et aux Asiatiques, qui forment une clientèle difficile à surveiller et pourtant très intéressante pour le commerce de demi-gros et de détail, des facilités étendues. Sa trésorerie, gérée de façon prudente, a toujours fait face aisément aux nécessités locales. Pourtant, au début de la guerre, cette prudence a été excessive et a amené un resserrement monétaire.

Dans les projets de banque d'émission locale qui ont été envisagés, on a toujours prévu que le nouvel organisme devrait racheter les agences du Comptoir ; en 1910, un contrat dans ce sens avait été conclu avec la Banque de l'A.O.F. pour la somme de 1.500.000. Il serait à souhaiter, que lorsque cette éventualité se réalisera, une partie de l'excellent personnel du Comptoir, rompu aux affaires locales, continue ses services à la Colonie et que la Banque nouvelle reste unie financièrement, comme toutes les autres Banques coloniales, au siège social du Comptoir en France, dont la direction est particulièrement versée dans les affaires du Commerce colonial et extérieur.

§ 4. — *Les autres Banques et les Grandes Sociétés commerciales*

Le Comptoir d'Escompte a exercé longtemps une sorte de monopole sur les opérations de Banque. Nous avons vu que lors de son installation en 1885, il avait rencontré une concurrence dans la « New-Oriental Bank », organe de l'influence anglaise ; mais cette rivalité ne dura que quelques années et cette Banque étrangère dut liquider.

Une tentative de Banque locale fut faite avant la guerre à Tamatave : la « Banque de Madagascar », ainsi constituée tenta de faire des opérations de prêts et d'escompte, mais elle ne put résister à l'organisation puissante du Comptoir.

Ce n'est que depuis la guerre que se sont établies deux Banques solides malgré leur faible capital et la limitation de leur action à la Grande Ile. Mais ces sociétés ont des appuis puissants dans les milieux financiers et maritimes de la métropole et leur siège social à Paris est en relation avec les organisations bancaires de la capitale.

La première en date, la Compagnie de l'Océan Indien, s'est fondée en mars 1919, à Paris, avec un capital de 5 millions de francs en 10.000 actions de 500 fr. entièrement libérées. Elle a fondé des agences à Tamatave, Diégo, Majunga, Nossi-Bé et plus récemment à Tananarive. On retrouve dans son Conseil d'Administration les membres dirigeants de la Compagnie Havraise Péninsulaire et, dans la Colonie, ses bureaux de Banque sont en étroite liaison avec les représentants de cette puissante et riche société de navigation.

Son action se porte surtout vers les avances sur marchandises, les consignations, les recouvrements, tirages et transferts. Nous verrons, en effet, en étudiant la circulation des papiers de commerce à Madagascar, l'importance particulière des warrants et des traites documentaires qui permettent au commerce d'exportation de mobiliser ses créances souvent éventuelles et toujours lointaines sur les acheteurs métropolitains.

Le deuxième établissement bancaire fondé en 1919 (le 12 décembre), est le Crédit Foncier de Madagascar. Son capital est de 5.500.000 fr., représenté par 10.000 actions de 500 fr. libérées de 125 fr. et par 1.000 actions complètement libérées. Il a fondé à Tananarive une direction et une agence très active qui a de nombreux correspondants dans l'intérieur de l'Ile. Il vient d'ouvrir une agence à Tamatave.

Parallèlement à ce que nous venons d'observer pour la Compagnie de l'Océan Indien, nous remarquons que cette Banque est en dépendance étroite des Messageries Maritimes, par la composition de son Conseil d'Administration et même par le local de son siège social.

Le but principal du Crédit Foncier serait, comme son nom l'indique, d'effectuer des prêts sur hypothèque et accessoirement des opérations de Banque. En réalité, les opérations hypothécaires exigeant de longues immobilisations et arrêtant très vite l'activité du capital social, le Crédit Foncier se livre surtout à des opérations d'escompte et de Banque. Nous verrons qu'il a prêté un concours actif au placement des emprunts communaux émis récemment dans la Colonie.

Une clause des statuts de cet établissement lui permet néanmoins de développer ses placements sur les immeubles urbains et ruraux, car par simple décision du Conseil d'Administration, le capital peut être quadruplé et porté à 20 millions. La limite des placements à longue durée de cet établissement n'est donc pas près d'être atteinte.

La création de ces deux banques a amené une concurrence, favorable aux commerçants et colons locaux et leur a permis d'obtenir de plus grandes facilités de crédit. Mais en dehors des agences du Comptoir et des Banques ci-dessus, il convient de signaler le rôle essentiel joué dans la circulation des valeurs par les Grandes Sociétés commerciales de l'Ile.

En effet, la plus importante partie du commerce extérieur est concentrée par quelques grosses maisons à succursales multiples et dont le siège social est généralement en France. Le tableau n° 10 ci-joint donne la liste des principales firmes, qui représentent à elles seules plus du tiers de l'activité extérieure de l'Ile. Nous les avons groupées sous les rubriques de Sociétés Commerciales, Agricoles, Industrielles ; mais cette répartition ne considère que le but principal de ces organisations, qui, en fait, exercent leur

Liste des principales Entreprises à succursales multiples

Sociétés ou Maisons	Capital	Nombre des Agences	Siège Social
COMMERCE			
(Besson)			
Cie Marseillaise de Madagascar...	12.500.000	19	Marseille
Cie Lyonnaise de Madagascar....	4.200.000	5	Lyon
Société Générale de Commerce ex- térieur.....	1.200.000	3	Paris
Grands Bazar du Betsileo.....	650.000	6	Paris
(x) Cie Générale d'Outre-Mer....	1.600.000	2	Paris
(x) Etablissements Gratry (tissus)..	5.000.000	Tananarive	Lille
Société Industrielle Commerciale de Madagascar.....	1.000.000	4	Albi
Le Rianile.....	750.000	2	Marseille
Comptoir Français des Cuir de Madagascar.....	250.000		Paris
Cie Française de Madagascar.....		Majunga	Marseille
Cie Commerciale d'Importations et d'Exportations de Madagascar (Buffet).....		Tamatave	Marseille
Raymond Candau.....		4	Paris
Vuillerme frères.....		3	Chambéry
Ulysse Gros et Darrieux.....		Tananarive	Paris
RC et DP Byramjee et C°.....		id.	Rouen
Chafcouloff frères.....		6	Salonique
(x) Childs and Joseph.....		Tananarive	New-York
(x) Dadabhoy and C°.....		id.	Londres
C et J Jenny.....		Ft Dauphin	Glarus Suisse
Leslie et Anderson.....		3	Londres
INDUSTRIES			
Cie Occidentale de Madagascar....	6.000.000	4	Paris
Cie Coloniale de Madagascar.....	1.300.000	Côte-Est	Paris
Cie Foncière et Minière.....	1.000.000		Lyon
(x) Energie Industrielle.....	14.000.000	Electricité, Eaux Tananarive	Paris
Messageries Françaises de Mada- gascar.....	3.500.000	Pangalanes	Paris
Société du Warf de Tamatave....	1.000.000		Paris
Société des Magasins Généraux et Entrepôts.....	1.000.000	Tamatave	Paris
Cie des Transports et Remorquage.	500.000	Majunga	Paris
Société des Graphites et de l'Anka- ratra.....	6.000.000	6	Paris
Graphites Maskar.....	1.000.000	Tananarive	Paris
Mines de Graphite de Manampotsy.	540.000		Paris
Planche et Gallois.....		3	Villefranche/s Saône

TABLEAU 10 (suite)

Sociétés ou Maisons	Capital	Nombre des Agences	Siège Social
Mines d'or de l'Audavakoera	3.000.000	Diégo-Suarez	Paris
Syndicat Lyonnais.....	1.100.000	Tananarive	Lyon
Mines d'Or de Sihanaka.....	750.000		Paris
Mines d'Or de Betsiriry.....	170.000	Morondova	Paris
La Madagor.....	50.000		Bordeaux
Société Nantaise des Mines de Ma- dagascar.....	250.000	Antsirabe	Nantes
Société des Iles Malgaches guano..	250.000	Nossi-Bé	Paris
Madagascar Oil Develop' C°.....	50.000	Ankavandra	Londres
AGRICULTURE, FORÊTS ET INDUSTRIES DÉRIVÉES			
Cie Agricole et Industrielle de Ma- dagascar.....	15.000.000		Marseille
L'Agricole de Madagascar.....	1.000.000	Nossi-Bé	Paris
Cie Nosybéenne d'Industries Agri- coles.....	800.000	Nossi-Bé	
Cie Agricole et Sucrière de Nossy-Bé	1.600.000	id.	Paris
Cie Sambiranaise (La Motte Saint- Pierre).....	400.000	id.	Paris
La Grande Ile.....			Bordeaux
Cie Générale Franco-Malgache....	4.000.000	Analalava	Paris
Cie Française du Coton Colonial...		Nossi-Bé	Paris
Société Agricole du Sambirano....	450.000		Paris
Cie pour le développement Agricul- ture et Elevage.....	2.000.000	Boanamary	Paris
Cie Foncière de la Côte Ouest.....	150.000	id.	Paris
Cie Générale Frigorifique.....	5.000.000	id.	Paris
Société Industrielle et Commerciale de l'Emyrne.....	2.100.000	Tananarive	Marseille
Scama (Conserves alimentaires)....	300.000	Diégo-Suarez	Marseille
Société Rochefortaise de Produits Alimentaires.....	2.300.000	Tamatave	Paris
Cie Générale des Produits Alimen- taires.....	500.000	Diégo-Suarez	Paris
(x) Arsène Saupiquet (Conserves)..	6.000.000	Antsirabe	Nantes
Société Coloniale Bordelaise de Ma- dagascar.....	315.000		Bordeaux
Société Nantaise de Culture Colo- niale.....	260.000	Mananjary	Nantes
(x) Etablissement Antoine Chiris..	20.000.000	Comores	Paris
Société Anonyme de la Grande Co- more.....	1.185.000		Paris
Maurice Simon (Vanille).....		3	Paris
Société Coloniale de Bambao.....	960.000		Paris
Société des Plantations d'Anjouan..	500.000		Paris
Société Civile de Fomboni.....	300.000		Paris

(x) Les maisons précédées du signe x ne limitent pas leur activité à Madagascar.

activité à la fois dans ces trois branches et constituent un tout économique qui peut, suivant les variations du marché, développer telle ou telle partie de ses aptitudes. Cette absence de spécialisation étroite est indispensable à Madagascar où les exportations de certains gros produits ont une allure spasmodique ; avant 1902, tout le monde s'occupait de l'exportation des bœufs vivants en Afrique du Sud, puis on s'est engoué pour l'or, pendant la guerre pour le graphite et les conserves, actuellement pour le manioc, le riz et la canne à sucre. Comme exemple de cette souplesse d'adaptation, nous citerons la Compagnie Occidentale : fondée pour exploiter des mines d'or, elle tend à délaisser ce but pour établir des comptoirs commerciaux, assurer un service de batellerie, mettre en culture des rizières. De même la Société de l'Emyrne qui se proposait de fabriquer des conserves, arrête cette exploitation en temps de crise, fait de l'importation de tous produits et surtout de matériaux de construction et de tissus ; elle cultive un vaste domaine en pommes de terre, haricots, etc..., exploite une forêt et fait de la prospection d'or.

Or, toute l'activité des Sociétés est généralement dirigée de France, exécutée avec des capitaux métropolitains et les bénéfices sont en majeure partie distribués par le siège social. Celui-ci effectue directement les achats et les ventes en France tandis que les Agences locales expédient ou reçoivent les produits sans mouvement appréciable de numéraire : tout se règle par des mouvements d'écritures dans la comptabilité du siège social, très fréquemment sans qu'une traite soit tirée ou que les Banques aient à intervenir. Bien plus, certaines maisons comme la Compagnie Marseillaise et la Compagnie Lyonnaise font même

des opérations de commission, d'encaissement, d'achat ou de crédit pour des commerçants en relations d'affaires avec elles, et, dans leurs écritures, elles compensent les crédits et les débits qui en résultent, diminuant ainsi le chiffre des opérations qui seraient revenues normalement aux Banques.

Nous avons déjà vu en étudiant les importations de capitaux métropolitains que, dans le rapport sur la mise en valeur des colonies, le total de l'actif des seules entreprises constituées en sociétés s'élevait à Madagascar à 133 millions 769 mille francs pour 51 sociétés.

Ces grandes Sociétés métropolitaines sont généralement prospères et certaines ont leurs actions cotées en bourse. Le marché financier ne peut que constater leur bonne tenue, réserve faite toutefois pour les mines d'or, qui ont donné lieu en 1905-1908 à de fâcheuses spéculations qui ont malheureusement laissé une impression générale de défiance à l'égard de Madagascar. La plupart des entreprises sont susceptibles d'un important développement et ont de grosses réserves de terrains, de bâtiments et de concessions foncières, forestières ou minières. Elles doivent, pour cette extension, faire encore appel à de nouveaux capitaux métropolitains et susciter la formation de nouveaux groupements financiers. Elles trouvent aisément parmi les colons fixés à Madagascar et même parmi les indigènes évolués des auxiliaires précieux et même des associés et des prêteurs.

Nous estimons que des sociétés purement locales se constitueront en nombre croissant et deviendront une concurrence sérieuse pour les grandes Maisons métropolitaines qui ont des frais de gestion et de personnel très élevés.



TROISIÈME PARTIE

Organisation du Crédit

Aux colonies et à Madagascar tout spécialement la rareté des capitaux disponibles, l'insécurité juridique plus grande des transactions rendent le jeu du crédit beaucoup plus fragile que dans la métropole. Et cependant la mise en valeur de puissantes ressources coloniales latentes exige des investissements de capitaux considérables, et le règlement des échanges entre des marchés lointains entraîne des retards étendus et préjudiciables aux intéressés. Aussi le crédit est un facteur économique plus essentiel encore aux colonies que dans la métropole.

Le but le plus simple du crédit est de mettre des capitaux à la disposition des particuliers en se basant d'abord sur leur solvabilité personnelle, puis sur les garanties réelles qu'ils peuvent offrir. Et pourtant l'organisation primitive du crédit a, dans tous les pays, commencé à s'adapter aux échanges commerciaux. En France, le crédit intervient surtout pour favoriser les échanges ; il commence seulement après bien des tâtonnements à aider la production agricole et industrielle. A Madagascar qui se trouve à un stade économique plus arriéré, nous allons constater l'état rudimentaire du crédit personnel et du crédit réel pour les non commerçants. Au contraire, nous verrons que le système des ventes à crédit avec émission de papier de commerce est pratiqué avec des facilités semblables à celles que l'on trouve dans la métropole.

CHAPITRE I

Le Crédit personnel

§ 1. — *L'usure chez les Indigènes*

Avant la conquête, les lois malgaches de l'Imerina ne distinguaient pas les dettes entre commerçants et non commerçants. Le prêt d'argent dans sa forme élémentaire était seul prévu et sévèrement réglementé : il devait, depuis les instructions aux Sakaizambohitra (1878), faire l'objet d'actes établis devant les gouverneurs et enregistrés. Le taux maximum était fixé par l'article 161 du Code des 305 articles à un franc par piastre et par mois, soit 240 %; pour les personnes pratiquant des taux plus élevés des peines sévères étaient édictées. Mais ce taux était avant 1881 fréquemment dépassé et atteignait jusqu'à 300 %.

Les moyens d'exécution envers les débiteurs ainsi écrasés par ce taux étaient très énergiques. Comme à l'époque romaine, le créancier obtenait des tribunaux hovas le droit de faire travailler le débiteur défaillant à raison de dix centimes par jour jusqu'à parfait paiement du capital et des intérêts. Il pouvait faire vendre le débiteur et même sa femme et ses enfants jusqu'à extinction de la créance. La plus grande masse des esclaves existant à notre arrivée était formée d'esclaves pour dettes. Pourtant l'article 59 de la loi de 1868 mit fin à cette pratique barbare et stipula que « les personnes libres ne peuvent plus à l'avenir être soumises à l'esclavage. » L'article 107 du Code de 1881 rappela cette interdiction qui, sans doute, avait été peu observée.

L'ancien droit malgache qui consacrait ainsi des taux prohibitifs de prêts empêchait tout emploi nor-

mal du crédit pour la mise en valeur des richesses du pays ; l'imprévoyance des malgaches les obligeait malheureusement à recourir fréquemment aux usuriers en cas de disette, de maladies ou simplement de fêtes. Ces usuriers pratiquaient, du reste, des taux qui sont de règle dans tout l'Orient et l'Extrême-Orient, et il faut remarquer qu'avant 1895 leurs créances courraient des risques sérieux, car les débiteurs pouvaient aisément se réfugier dans des zones mal pacifiées.

Après la conquête l'Administration française se borna à proclamer la liberté des conventions sur les prêts d'argent. L'Arrêté du 2 décembre 1898 consacrant cette liberté fixera le taux légal, à défaut de contrat, à 12 %, chiffre très modeste par rapport aux taux anciens indigènes et qui était encore légalement adopté en A. O. F. en 1921. Cependant l'Arrêté du 25 avril 1908 a abaissé pour Madagascar le taux légal à 9 % mais il laisse subsister l'absolue liberté de l'intérêt conventionnel, car il serait actuellement prématuré de fixer un taux maximum aux contrats de prêt ; les garanties de recouvrement restent encore incertaines et le taux de 10 et 12 % est celui pratiqué normalement pour les commerçants locaux offrant toutes garanties.

Parmi les indigènes non commerçants l'usure sévit en 1920 sensiblement autant qu'avant notre arrivée. La pénétration dans tout le pays de commerçants chinois et surtout indiens a augmenté encore ce fléau. Sur la côte Ouest, en particulier, les asiatiques tiennent en sujétion étroite une partie de la population et l'on peut craindre qu'ils n'arrivent à devenir peu à peu propriétaires des meilleures terres cultivées par les indigènes. Les mesures législatives seraient, du

reste, peu efficaces contre l'usure car l'indigène indolent et fataliste ne se plaint pas de cette exploitation à laquelle il est depuis longtemps habitué.

Le seul remède consiste à développer chez lui l'esprit de prévoyance. La thésaurisation des piastres qu'il a effectuée pendant la guerre ne peut être encouragée. Dans les villes aucun Mont-de-Piété n'a pu être constitué malgré les études entamées par l'Administration depuis 1898 car la valeur des mobiliers et des vêtements est restée longtemps sans importance. Mais actuellement il semble qu'un établissement de ce genre rendrait grand service. L'extension des opérations de la caisse d'épargne dans les milieux indigènes des villes est un symptôme encourageant.

Dans les campagnes l'Administration intervient auprès des collectivités de villages pour qu'elles constituent des réserves de grains pour les semailles. Elle préconise la variété des cultures (manioc, maïs, riz, etc.) et des diverses espèces de riz dont la récolte s'échelonne dans presque toutes les saisons, de façon à éviter les périodes de disette et par conséquent l'intervention des usuriers.

Des caisses de prévoyance indigènes calquées sur le modèle de l'Algérie sont en voie de constitution. Elles visent non seulement à la création de réserves par les collectivités mais encore au groupement de petits capitaux actifs, en vue de pouvoir permettre aux agriculteurs l'achat d'instruments agricoles (charrues), de semences sélectionnées (riz blanc). Un projet de décret actuellement soumis au Département et dont nous étudierons plus loin l'économie fixera l'organisation de ces inutuelles de crédit agricole indigène.

Mais parallèlement aux Monts de Piété pour les villes, il y aurait intérêt à adapter à la Colonie la

réglementation du décret du 20 juillet 1895, spécial au Sénégal. Grâce à ce texte les débiteurs indigènes de sommes inférieures à 100 francs peuvent donner en gage aux prêteurs particuliers autorisés par l'Administration des menus objets mobiliers. Une procédure rapide par simple requête au Président du Tribunal permet au créancier gagiste de vendre les objets en un délai maximum de trois mois. Ce système serait aisément applicable ici, au moins sur les plateaux où existent des éléments de mobiliers et de vêtements de quelque valeur.

§ 2. — *Les Prêts individuels aux Colons*

La question du crédit n'est pas moins importante au regard des colons européens dont l'installation à Madagascar est le facteur le plus durable et le plus efficace de notre pénétration économique. Dès la conquête de grands espoirs se dessinèrent pour le peuplement blanc des hauts plateaux dotés d'un climat salubre. Sur la côte, depuis longtemps, des colons hardis d'origine bourbonnaise avaient réussi à créer d'importantes plantations.

Pourtant le gros afflux d'européens qui vinrent à la suite de l'armée d'occupation, attirés par les récits flatteurs vantant les richesses de Madagascar, se portèrent sur le commerce et sur les exploitations minières. Nous avons vu qu'ils trouvèrent dès le début dans les agences du Comptoir d'Escompte des facilités appréciables pour leurs entreprises.

Plus rares étaient ceux qui essayèrent de coloniser au sens exact du mot c'est-à-dire de s'installer sur des terres et d'en entreprendre la culture. Mais cette colonisation eut à vaincre en même temps toutes les difficultés particulières au pays, c'est-à-dire la rareté

des terres fertiles disponibles sur les plateaux, l'insalubrité des zones riches de la côte, partout l'absence de crédits et le manque de main-d'œuvre et de moyens de communication. Déjà à Diégo Suarez et à Mananjary des essais de colonisation avec des créoles amenés gratuitement de la Réunion avaient été tentés. Des fonds et des terres furent distribués à des travailleurs. Aucun ne réussit à rembourser les avances ni même à se maintenir sur sa concession.

Pendant la période de pacification le Général Galliéni reprenant les théories de la colonisation romaine « ense et aratro », théories pratiquées en Algérie par le Général Bugeaud, fit un effort considérable pour favoriser l'installation de colons militaires, destinés à former des centres de culture et même de défense en cas de besoin. Pour ces colons la question des capitaux était essentielle. Un arrêté du 29 janvier 1921 régla l'allocation d'avances remboursables ; un crédit de 30.000 francs fut, dans ce but, ouvert au budget de Madagascar. Mais ces moyens n'étaient guère puissants. Les colons ainsi soutenus échouèrent presque tous, ceux qui se maintinrent le durent à l'activité qu'ils déployèrent dans d'autres entreprises parallèles.

Néanmoins certains immigrants libres s'adonnèrent avec succès à l'agriculture. La réglementation adoptée dès la conquête les astreignait à justifier d'un capital de 5.000 francs. Ils obtenaient aisément des concessions gratuites de 100 hectares et pouvaient sans difficulté en acquérir d'autres à titre onéreux, au taux modique de quelque francs par hectare. De nombreux éléments créoles vinrent renforcer les planteurs de la côte Est et Nord-Ouest et très résistants au climat

tropical, ils augmentèrent notablement le nombre des plantations européennes.

Enfin les commerçants qui réussirent en grand nombre, se fixèrent pour la plus grande partie dans le pays et obtinrent par la suite des concessions agricoles importantes. Dès 1912 on comptait 904 concessions gratuites représentant 97.000 hectares. En 1920 leur nombre atteignait 1.152 avec 118.000 hectares. A cette dernière date le chiffre global des concessions gratuites et onéreuses s'élevait à 3.493 couvrant 724.000 hectares.

Le développement de cette colonisation est considérablement entravé par la disproportion des vastes et fertiles terrains dont elle a obtenu la concession et des faibles capitaux dont elle dispose. Les taux de prêts pour n'être pas aussi usuraires que ceux pratiqués envers les indigènes sont couramment de 12 %. Or, les cultures à grand rendement, café, vanille, cacao, etc., dont les bénéfices attirent les colons, ne rapportent que quatre ou cinq ans après le défrichement. Le nouvel arrivant qui aurait besoin d'aide financière devra donc payer 50 % du capital emprunté avant de pouvoir faire la moindre récolte.

Aussi la mise en valeur de terres nouvelles progresse très lentement. Pendant la guerre lorsque l'Administration a voulu intensifier la production pour le ravitaillement de la Métropole, l'insuffisance de crédit est apparue aussitôt. Les exploitations existantes se sont trouvées à court de ressources pour attendre la réalisation de leurs récoltes. L'interruption des opérations du Comptoir les empêchait même de couvrir les frais d'expédition de leurs produits en Europe. Cette période critique permettait des décisions hardies. Elles furent consacrées par le décret du 20 avril 1915.

autorisant la Colonie à consentir sur les fonds disponibles de la caisse de réserve des avances aux colons, industriels et exploitants miniers jusqu'à concurrence d'un total de 500.000 fr. Le total des avances fut vite atteint et le décret du 29 septembre 1916 portait le maximum à 600.000 fr.

En fait la Colonie a prêté plus de 500.000 fr.

Au 1^{er} janvier 1922, 313.000 francs restaient à rembourser et un décret a dû étendre la durée de ces prêts sans aucune limite.

Comme pour la colonisation militaire on voit donc le budget local intervenir pour donner du crédit à cette colonisation agricole, but essentiel de notre expansion. Mais l'on doit reconnaître que les sommes ainsi engagées sont bien faibles pour arriver à un résultat appréciable. L'effort méritoire des finances locales est surtout spasmodique et ne peut se continuer quand la situation budgétaire devient difficile. Enfin comme partout, l'Administration intervenant comme prêteuse rencontre toutes les difficultés possibles de la part de ses débiteurs qui tendent à voir dans son aide non une avance remboursable mais une subvention. Ainsi la somme engagée au lieu de constituer un fonds de roulement, vivifiant successivement une série d'entreprises, s'immobilise entre les mains de quelques favorisés.

On voit donc que en ce qui concerne le colon agriculteur, aucune organisation de crédit n'existe à Madagascar. Il est juste d'observer que dans beaucoup d'autres colonies la situation n'est guère meilleure au moins en fait ; il n'y a que dans les vieilles colonies que nous trouvons un système vraiment agissant de crédit agricole ; nous verrons ultérieurement qu'à

notre sens il pourrait aisément être étendu à la Grande Ile.

D'accord avec les assemblées locales l'Administration a établi un plan complet d'organisation de caisses locales de crédit mutuel agricole et industriel et d'une caisse centrale ; ces caisses auraient à leur disposition des fonds remis gratuitement par la Banque d'émission en projet à Madagascar. Nous examinerons ultérieurement ce plan avec les améliorations à apporter au système de circulation et de crédit.

A côté du crédit au colon agriculteur et commerçant des organisations devraient fournir des capitaux aux artisans, petits industriels et petits commerçants installés pauvrement et auxquels les banques ne peuvent donner malgré tous leurs efforts un soutien suffisant. Un crédit personnel de ce genre ne pourra fonctionner qu'avec le groupement des intéressés, en majeure partie créoles, en coopératives de production, ou de crédit.

Un projet de décret ayant pour objet l'organisation du crédit à ces petits commerçants ou artisans et réglementant le prêt aux démobilisés a été étudié par l'Administration locale et adopté par le Congrès Economique réuni en décembre 1920 et comprenant des représentants de tous les corps constitués de la Grande Ile. Tous les délégués ont émis un avis favorable à la constitution de sociétés de caution mutuelle qui donneraient l'aval et l'endos aux effets de commerce et billets créés, souscrits ou endossés par leurs membres à raison de leurs opérations professionnelles. Mais cette organisation a besoin d'une aide effective en banque ; elle ne paraît pas pouvoir fonctionner avant l'organisation d'une banque d'émission pouvant lui fournir des capitaux disponibles à bon compte.

§ 3. — *La Caisse d'Epargne*

Nous avons vu que l'indigène était très imprévoyant ; mais il faut reconnaître que la sécurité politique n'a été assurée que récemment et que la thésaurisation pure et simple des piastres, ne rapportant rien, n'invitait pas à l'épargne. Le prêt à gros intérêt aux particuliers était surtout pratiqué par les asiatiques.

Aucune institution ne procurait à nos sujets un moyen avantageux et pratique de faire quelques économies. Pour les Européens les dépôts d'économies faits dans les banques dans l'attente du congé ou du retour en France étaient généralement non productifs d'intérêt ; les dépôts remboursables à échéance éloignée recevaient seuls une bonification très minime. Cette situation était très favorable au Comptoir d'Escompte. Dès 1897 une Commission étudiait l'organisation d'une Caisse d'épargne et reconnaissait son opportunité. Mais la difficulté était, outre les questions d'organisation administrative, de trouver un placement aux fonds déposés. Les pouvoirs locaux désiraient très justement voir rester ces fonds dans la Colonie pour faciliter la Trésorerie ou pour aider des Sociétés de crédit agricole ou autres. Le Comptoir d'Escompte avant la guerre avait offert à la Colonie de recevoir les fonds d'une Caisse d'épargne projetée contre paiement d'un intérêt de 2 à 3 %.

Mais la guerre survint sans que le projet ait pu être mis au point. Elle entraîna l'augmentation des ressources des indigènes et des européens en numéraire. Il était indispensable de leur trouver un débouché avantageux et sûr.

C'est par décret du 3 novembre 1918 promulgué seulement dans la Colonie le 23 septembre 1919 que

le service fut institué sous la garantie immédiate et absolue de la Colonie ; il commença à fonctionner le 1er janvier 1920. Il est annexé à la Direction des Postes et Télégraphes et placé sous la surveillance d'un Conseil d'Administration dont la composition est fixée par le Gouverneur Général. Le siège est à Tananarive où fonctionne la direction générale qui centralise la correspondance générale, le contrôle, la tenue du double des comptes courants et l'Agence comptable. Des sections provinciales rattachées aux bureaux de poste sont chargées des opérations de versement et de remboursement. Il en existe actuellement à Tananarive, Tamatave, Majunga [et Fianarantsoa. Par arrêté du 26 novembre 1920, 25 bureaux de poste ont été ouverts aux opérations pour le compte des sections provinciales. Lorsque l'institution sera plus connue, elle sera étendue à tous les centres importants de l'Ile.

La Caisse d'Epargne a la personnalité civile. D'après l'article 14 du décret : « elle est autorisée à employer la partie de sa fortune personnelle qui ne sera pas laissée en dépôt à la Caisse des Dépôts et Consignations, mais jusqu'à la concurrence de la moitié seulement, en valeurs de l'Etat et de la Colonie et, éventuellement, en valeurs locales énumérées ci-dessous, à la condition que ces valeurs émanent d'institutions existant dans la Colonie et régulièrement autorisées à fonctionner : bons de Monts-de-Piété ou d'autres établissements reconnus d'utilité publique ; prêts aux Sociétés coopératives de crédit ou de garantie d'opérations d'escompte de ces sociétés ; acquisition ou construction d'habitations à bon marché ; prêts hypothécaires aux sociétés de constructions de ces habitations ou aux sociétés de crédit qui ne les cons-

truisant pas elles-même, ont pour objet d'en faciliter l'achat ou la construction, et en obligation de ces sociétés».

En fait la caisse n'a pas encore usé de ces facilités de placement qui offrent le plus grand intérêt pour le développement économique de la Colonie. Il faut espérer que la sujétion étroite imposée par rapport à la Caisse des Dépôts n'empêchera pas cet organisme de vivre de son existence propre et de seconder les débuts des sociétés coopératives de crédit.

Les modalités d'émission des livrets, des versements et des remboursements sont calquées sur la réglementation métropolitaine. Les versements sont limités à 5.000 fr. pour les particuliers, 30.000 fr. pour les sociétés. Le taux d'intérêt a été fixé par arrêté du Gouverneur Général à 3.25 %.

Ainsi organisée, la Caisse d'Epargne a reçu rapidement de nombreux versements. Le nombre de livrets délivrés était de 947 en 1920, 930 en 1921, 685 dans les huit premiers mois de 1922. L'excédent des versements sur les remboursements atteignait 577.000 fr. en 1920, 511.000 fr. en 1921 et de janvier à août 1922 1.024.000 fr. A cette dernière date le compte général des 2.344 déposants s'élevait à 2.129.217 fr. 81, ce qui est très satisfaisant après 32 mois de fonctionnement.

Ces chiffres sont encore susceptibles d'une très forte augmentation. Tous les Européens ont avantage à se servir de ce moyen d'épargne dont le maximum paraît cependant insuffisant pour eux. Les indigènes des villes se sont très vite familiarisés aux quelques formalités à remplir pour la possession d'un livret. D'ici quelques années les indigènes des centres munis de bureaux postaux pourront également se servir de ce moyen d'épargne. Dès qu'elle atteindra le chiffre

de 5 à 6 millions de dépôts la Caisse pourra sans danger mettre à la disposition des institutions locales de crédit une somme d'au moins 2 millions qui serait pour la production locale un stimulant précieux.

§ 4. — *Mutualité et Coopération*

L'esprit de prévoyance peut se manifester en dehors de l'épargne individuelle par la mutualité et la coopération. A Madagascar, nous voyons ces sentiments d'aide collective très développés chez les indigènes, mais les organisations officielles et précises dans le sens de nos lois françaises sont à l'état embryonnaire.

Chez les Européens, malgré la dispersion des éléments colons ou fonctionnaires, des groupements réguliers existent, mais leur action, nous le verrons, est surtout amicale et n'a une répercussion économique sensible que par quelques coopératives de consommation.

Chez les indigènes, le sentiment égoïste est peu développé. Jusqu'à notre arrivée, la famille, le clan, la tribu enserraient étroitement les individus et dans ces groupes naturels l'entraide était de règle. La construction de maisons, l'édification des tombeaux et surtout les grosses dépenses résultant des funérailles étaient des frais supportés en commun. L'institution du fokonolona développée par les monarques hovas dans toute la zone des plateaux constituait dans chaque village des collectivités étroitement unies et assurant en commun la garde des habitations et des troupeaux, l'entretien des digues, la mise en culture des rizières.

L'ordonnance royale du 9 mars 1896 est la dernière charte d'organisation purement malgache de ces foko-

nolona ; mais l'institution a été maintenue par les autorités françaises. Un décret du 9 mars 1902, déterminait exactement les attributions, les droits de ces groupements, les conventions qu'ils peuvent passer et leur responsabilité collective. Un décret du 30 septembre 1904 donnait au Gouverneur Général le droit d'étendre à toutes les parties de Madagascar les dispositions de ce décret. Une série de textes administratifs sont venus étendre ces fokonolona à toute l'île et on a essayé d'agir par ces collectivités pour éveiller chez les Malgaches, qu'il était difficile de faire évoluer individuellement, des besoins économiques et le désir d'intensifier la mise en valeur des terres. Mais il faut reconnaître que devant tant d'obligations correspondant à peu de droits, l'action des fokonolona s'est lentement anémiée sur les plateaux et est restée pratiquement nulle ailleurs.

Actuellement la mutualité s'exerce surtout en fait par la famille qui absorbe encore ici, en une masse aux parts mal déterminées, les biens et ressources de tous ses membres. Néanmoins, pour suivre les suggestions des autorités françaises, les malgaches ont formé quelques associations suivant notre législation et conformément au décret de 1902 sur les fokonolona. Avant la guerre, la plupart des sociétés mutuelles indigènes officiellement constituées avaient pour but les secours funéraires. Leurs statuts leur donnent pour but : 1° de verser aux membres participants une indemnité mensuelle pendant la durée de l'incapacité absolue de travail provenant de maladie ;

2° De pourvoir aux funérailles des adhérents dans la limite d'une dépense de 50 à 100 fr. par décès ;

3° De distribuer des secours aux indigents et assurer l'inhumation des indigents et des étrangers.

En 1914, dans le seul district de Tananarive, on comptait 18 Sociétés de ce genre groupant 20.000 adhérents et ayant réparti 22.000 francs de secours après 352 décès. La distribution des secours restait très modique. Du reste, l'indigent est ici peu demandeur et la mendicité n'existe pour ainsi dire pas à Madagascar. Ces mutuelles, fortement soutenues par les Administrateurs dans certaines provinces, donnèrent de bons résultats : elles participèrent activement aux souscriptions ouvertes pour les ambulances coloniales et les œuvres de guerre. Mais l'Administration ayant cessé de les protéger efficacement à la suite de certaines agitations parmi les sociétés indigènes, l'activité de ces mutuelles, qui existent encore théoriquement, est en fait éteinte.

L'Administration porte plutôt ses encouragements aux sociétés ayant pour but l'exécution des travaux agricoles : un décret du 3 juin 1913 a réglementé les associations syndicales dont le rôle est de poursuivre les dessèchements, assèchements et d'une façon générale, toutes les améliorations agricoles d'intérêt collectif. Un arrêté du 11 avril 1914 en précisa l'organisation. Deux associations importantes se sont formées sur ces bases. Les deux opèrent dans la plaine de Tananarive et ont construit des canaux, vannes et barrages pour changer en rizières des terres incultes. Le nombre des membres était en 1918, de 5.300 pour l'association du Betsimitatatra, de 4.600 pour celle d'Alasora. Le montant des encaissements de l'année atteignait 4.500 fr. L'Administration s'efforce de développer ces associations et d'en créer de nouvelles particulièrement pour l'amélioration des semences, la standardisation des récoltes de riz. Malgré tout, on peut dire que les formes européennes de mutualité

restent encore presque inconnues à Madagascar et que l'usure est encore répandue partout. Nous étudions avec les améliorations à apporter à la situation actuelle un projet de décret actuellement soumis au Département et qui autoriserait la création de sociétés indigènes de prévoyance, de secours et de prêts mutuels agricoles, dont le fonctionnement rappellerait les sociétés agricoles indigènes qui, depuis 1869 en Algérie, et depuis le décret du 29 juin 1910 en Afrique Occidentale Française, ont obtenu des résultats remarquables. — Quant à la coopération entre les consommateurs indigènes, un seul essai sérieux est à noter. Il a été tenté en 1921 par un groupe de fonctionnaires indigènes qui, à l'imitation des Européens, ont fondé une coopérative de consommation groupant plus de 200 adhérents et un capital d'environ 10.000 fr. Cette société a fait montre de beaucoup d'activité, essayant même de se procurer par son exploitation directe le bois et le charbon de bois pour ses adhérents. Mais la gestion rencontre certaines difficultés.

Il faut espérer que cet essai méritoire se développera. Dans les Indes néerlandaises, dont les populations sont comparables à nos Malgaches, la coopération indigène a obtenu de merveilleux résultats et l'on comptait en 1915 plus de 1.700 Banques de villages, surveillées et aidées par 100 Banques de Département et une caisse centrale ; le total de leurs fonds sociaux atteignait 25 millions de florins. Dans un cadre plus restreint, les Malgaches peuvent participer à un mouvement analogue de coopération et de mutualité.

En ce qui concerne les Européens, la situation est toute différente. Un grand nombre d'associations se

sont fondées à Madagascar en ayant surtout pour but de réunir des gens de même origine. Leur situation exacte au point de vue législatif est assez imprécise. La loi de 1884 n'étant pas applicable dans l'île, ces associations se constituent sous le régime de la loi de 1834 et forment des sociétés civiles pour gérer les biens qu'elles acquièrent. Cependant la loi du 1^{er} avril 1898 sur les Sociétés de secours mutuels, a été rendue applicable à Madagascar par décret du 17 janvier 1902 et plusieurs sociétés se sont placées sous ce régime pourtant trop compliqué pour la Colonie.

Le nombre et surtout l'activité des sociétés à base de mutualité existant à Madagascar est difficile à déterminer. Les principaux groupements sont constitués par certaines catégories de fonctionnaires, par les anciens combattants, par les originaires de la Réunion et de certaines régions de France. Elles secourent surtout les indigents et les veuves.

La coopération a, par contre, reçu un développement important, mais seulement depuis la guerre et dans le seul but de faciliter l'achat des denrées de consommation. Un décret du 23 avril 1920 a même envisagé pour les coopératives coloniales un système d'avances sur les fonds locaux ; il est applicable à Madagascar, mais en fait aucune avance de ce genre n'a été consentie. A Tamatave, fonctionne une Coopérative de consommation, à Tananarive, on en trouve deux : l'une pour les militaires, l'autre pour l'élément civil. Les très heureux résultats obtenus par ces deux dernières sociétés qui font plus de 120.000 fr. d'affaires par mois, garantissent le développement de ces sortes d'organismes dans tous les centres européens de la Colonie.

Mais la coopération ne s'est pas encore attachée ici à résoudre les problèmes de la production et du crédit. Le rôle qu'elle a à jouer pour les agriculteurs, artisans et commerçants malgaches reste considérable. Des projets très complets ont été adoptés pour constituer et soutenir ces sortes de société. Nous les étudierons en détail à la fin de cet ouvrage.

CHAPITRE II

Le Crédit réel

§ 1. — *Le Crédit hypothécaire*

Le crédit hypothécaire est organisé à Madagascar, mais il a encore très peu fonctionné.

Pourtant le régime foncier adopté dès l'occupation est essentiellement favorable à la mobilisation de la propriété. Les décrets des 4 février 1911 et 5 mai 1916 ont organisé l'immatriculation des immeubles suivant le système de l'act Torrens, adopté par toutes nos grandes colonies. Après la procédure d'immatriculation le propriétaire a un titre et un plan indiscutable qui constitue un gage certain pour tout créancier. Le système des inscriptions d'hypothèque est simple et offre toute garantie. Sur ce point la Colonie est donc favorisée par rapport à la métropole.

Le besoin de capitaux pour placements hypothécaires est très important à la fois pour les immeubles bâtis et pour les terrains. Dans toutes les villes les conditions d'habitation des Européens se développent journellement, les villas se multiplient et les indigènes sont de plus en plus nombreux à se loger comme nous. Ce sont principalement les malgaches qui

restent propriétaires et constructeurs d'immeubles urbains. La transformation que subit actuellement une ville comme Tananarive saute aux yeux de tous. En une seule année, le nombre des autorisations de construire a dépassé cent et malgré la cherté des matériaux et de la main-d'œuvre, il y a une véritable « manie de la brique » que l'on aimerait voir se répandre dans la métropole.

Mais les capitaux manquent souvent pour finir les bâtiments, en tous cas ceux qui sont investis restent immobilisés, alors que des prêts, même pour une faible part de la valeur des immeubles, permettraient d'entreprendre d'autres travaux.

En dehors des centres urbains de riches concessions, en partie mises en valeur ne peuvent obtenir les sommes qui permettraient l'exploitation entière ou plus rationnelle du fonds. L'immatriculation des terrains de culture, les plantations arbustives très durables de café, de girofle, de vanille, font cependant de ces concessions des gages très surs pour les prêteurs.

En fin 1920, le nombre des propriétés immatriculées atteignait 9.079 couvrant une surface de 1.201.000 hectares et ayant une valeur déclarée de 63 millions. La part des propriétés urbaines était de 4.079 propriétés, déclarées pour 33 millions de francs ; mais les évaluations sont bien inférieures à la valeur actuelle de ces biens. Cette masse de propriétés immatriculées constitue donc pour les capitalistes une base très riche de placement.

Mais le chiffre des capitaux disponibles à Madagascar est resté très faible jusque vers 1918 et seules les grosses fournitures de ravitaillement faites à la Métropole (viandes, graphite) à des prix très avantageux, ont permis la constitution de réserves appréciables en

espèces : une partie est restée disponible, une autre a été drainée par les emprunts de la Métropole. Actuellement les industriels et commerçants qui ont des disponibilités les laissent généralement en dépôt dans les Banques. Ces établissements se sont refusés jusqu'à présent aux prêts hypothécaires qui immobilisent pour un trop long temps des dépôts essentiellement précaires. En 1911, le Directeur du Comptoir d'Escompte estimait même impossible le fonctionnement d'une banque hypothécaire. Nous avons vu que, cependant, depuis 1919, existe un Crédit Foncier de Madagascar, établissement privé qui, en fait, a porté surtout son activité sur les opérations habituelles des Banques. Il faudra donc, pour que les opérations hypothécaires locales puissent être activement développées, attendre que les capitaux non investis soient plus abondants chez les européens, chez les indigènes et dans les Banques. En plus de ces conditions, il faudra encore que le taux moyen des prêts soit abaissé. Les prêts hypothécaires ne se justifient que s'ils sont consentis à un taux très faible ; les 10 et 12 % couramment demandés écrasent les immeubles bâtis ou les exploitations rurales qui les supportent ; or, les capitaux locaux sollicités par des entreprises fructueuses et à large avenir ne se contenteront jamais de petits revenus.

Le développement du prêt hypothécaire à Madagascar nous paraît donc subordonné à l'organisation d'établissement financiers puissants qui draineraient l'épargne métropolitaine vers ces placements coloniaux, qui jusqu'à présent n'ont pu acquérir la confiance des rentiers français. La seule expérience sérieuse est celle du Crédit Foncier Colonial qui, agissant dans les petites colonies à monoculture, n'a pu continuer en temps de crise son rôle de simple

créancier et a dû acquérir et exploiter un important domaine. En Algérie, à la suite de la crise du vignoble, le Crédit Foncier d'Algérie a de même été dans une situation difficile et se consacre surtout aux opérations de banque.

Mais dans nos grands gouvernements généraux, à vastes possibilités, à ressources très diverses, l'expérience n'a jamais été tentée. Nous pensons que Madagascar, avec son organisation économique et sociale très saine et très sûre, offrirait un terrain essentiellement favorable à un nouvel essai de crédit foncier, employant des capitaux métropolitains provenant d'obligations remboursables à longue échéance.

§ 2 — *Le Crédit Agricole*

Aux colonies, le crédit hypothécaire ordinaire, s'il est organisé comme en France, se conçoit surtout pour les immeubles urbains.

En effet, dans les pays neufs, la valeur des terrains ruraux est en général assez faible. Nous venons de voir que sur les plateaux, les rizières aménagées et dans la zone littorale certaines plantations importantes pourraient recourir dès maintenant au prêt hypothécaire ordinaire, car elles représentent déjà un gros capital incorporé au sol; même abandonnées à elles-mêmes pendant quelque temps elles conservent leur valeur. Mais ceci constitue une exception.

Un élément essentiel du prix, la rareté, manque généralement ici; d'immenses surfaces propres à la culture sont vides d'habitants et nettes de tous droits sauf parfois quelque droit d'usage très vague des indigènes pour le pacage de leurs troupeaux. L'élément de valeur constitué par la surface n'existe donc guère (sauf pour certains terrains de la côte particu-

lièrement favorable aux cultures riches) et celui qui en France résulte des cultures antérieures, des défrichements ou débroussailllements est de même inopérant ici ; leur effet disparaît très vite sous l'action des forces naturelles, de la brousse et de la forêt, qui après quelques mois d'abandon, transforment une belle plantation en un taillis d'accès malaisé.

Donc sur la plupart des plantations et des concessions le colon ne peut donner comme valeur de garantie que ses quelques ressources de matériel et de bétail. Or sur d'aussi minces sécurités, on ne trouve pas aisément prêteur en France, a fortiori dans les colonies neuves. L'agriculteur ayant des récoltes prêtes à la vente peut obtenir des avances des Banques en entreposant ses marchandises soit dans des magasins généraux, soit dans des Banques mêmes ; ceci constitue une sorte de crédit commercial que très heureusement le Comptoir s'est efforcé de développer. Mais les statuts du Comptoir lui interdisent les prêts à longue échéance basés sur les seules facultés de production d'un planteur. Aucune organisation ne permet, comme dans les vieilles colonies d'obtenir du crédit sur les récoltes à venir quelles que soient leur valeur et leur sécurité, notamment pour les plantations arborescentes de café, de cacao, de vanille.

On peut donc conclure assez rapidement à l'inexistence du crédit agricole à Madagascar et on est amené à craindre qu'il soit impossible. De plus en plus l'opinion métropolitaine qui jadis croyait qu'il suffisait de partir à l'aventure pour faire fortune et arriver à posséder de riches plantations, se voit détromper par les coloniaux eux-mêmes et verse dans l'opinion contraire : pour s'installer aux colonies il faudrait un très gros capital, des études scientifiques, des tracteurs,

etc., etc. On a jugé vaines et chimériques les tentatives de jeunes hommes vigoureux et travailleurs qui partiraient avec un capital de 10 à 12.000 francs dans les Colonies salubres et fertiles. De pareilles constatations établissent seulement aux yeux du public et de l'étranger une organisation défectueuse car les émigrants ne disposent jamais de ressources plus grandes et toujours la colonisation pour être profonde, définitive, exigera l'installation d'éléments européens qui ne peuvent pas provenir des classes riches. Parallèlement aux entreprises des Grandes Compagnies et à l'évolution du producteur indigène, il est indispensable de fixer des colons, d'autant qu'à Madagascar le climat le permet et le voisinage des Mascareignes fournit des Européens déjà habitués aux tropiques.

L'Administration de Madagascar suivant l'Arrêté du 10 février 1899 propose 100 hectares gratuits aux immigrants offrant quelques garanties, elle accorde largement des concessions allant jusqu'à 500 hectares à des taux de vente purement théoriques de 1 à 5 francs l'hectare. Les colons n'ont de même aucune difficulté à obtenir des concessions plus étendues après intervention de l'autorité ministérielle.

Mais la colonisation agricole a besoin de quelque chose de plus après la concession et la délivrance d'un titre de propriété, sans effet utile. Le colon qui est installé même sans grandes ressources dans un pays neuf doit être considéré comme constituant à lui seul un capital, une base de crédit ; son cheptel, ses défrichements, ses récoltes qui lèvent ont une valeur d'avenir quasi certaine dont il doit pouvoir tirer parti. Si le crédit est offert aux nombreux colons qui actuellement sont à bout de ressources et à ceux qui voudront s'installer, leurs entreprises pourront prospérer.

Dans la Rhodésia, proche de Madagascar, située sous la même latitude et très éloignée des centres d'embarquement de ses produits, un système de crédit agricole très libéral a été instauré, permettant d'obtenir des avances gagées à la fois sur les concessions, dès qu'elles sont mises en valeur, et sur le bétail et les récoltes à venir. Grâce à ce système qui existe également dans de nombreuses colonies ou territoires à climat tropical, la population européenne de la Rhodésia est passée de 23.000 habitants en 1911 à 40.000 en 1920. Ne peut-on en faire autant à Madagascar ?

Nous verrons à la fin de cette étude que l'Administration de Madagascar s'est émue de cette situation et a proposé au Département un projet intéressant de sociétés de Crédit agricole. Il y a urgence à organiser un système en vue de remédier à l'absence de crédit agricole, à cause de la stagnation prolongée des cultures européennes à Madagascar.

§ 3. — *Le Crédit Commercial*

Le crédit commercial s'est développé à Madagascar, comme dans tous les pays, beaucoup plus rapidement que les autres formes de crédit. Les commerçants rencontrent actuellement dans la grande Ile des facilités en tous points semblables à celles qui existent en France pour la négociation des effets de commerce ; seuls les taux d'escompte restent plus élevés que dans la Métropole. Ils emploient même couramment, en raison de leur éloignement et de la lenteur de réalisation des marchandises, des formes très perfectionnées du crédit commercial pour mobiliser la valeur de ces marchandises pendant qu'elles sont entreposées ou en cours de voyages maritimes.

Comme nous l'avons vu, sous la monarchie hova, les livres et effets de commerce n'étaient l'objet d'aucune réglementation et en fait n'existaient pas. Les maisons européennes installées dans l'île n'étaient généralement que des agences de maisons d'Angleterre ou de France, elles opéraient sur place, au comptant et leurs opérations d'importations ou d'exportations étaient réglées en Europe.

Une circulation régulière d'effets de commerce ne fut instaurée qu'après l'occupation française. La loi du 9 août 1896, déclarant Madagascar colonie française, eut pour effet de rendre applicable dans l'île toutes les lois de la Métropole compatibles avec les nécessités et les circonstances locales, parmi lesquelles, sans conteste, le Code de commerce et les lois qui s'y rattachent.

Un décret du 15 octobre 1902 précisa même pour éviter toutes difficultés avec les commerçants asiatiques, dont la comptabilité est très sommaire, que les livres de commerce devaient être tenus soit en malgache soit dans une langue européenne ; les infractions à ce décret pouvaient entraîner des peines de un an à deux ans de prison. Une note parue au *Journal Officiel* du 21 février 1905 a indiqué aux commerçants européens et indigènes les livres à tenir et leur utilité.

Toutes les règles métropolitaines sur les lettres de change, les billets à ordre et les chèques s'appliquent donc à Madagascar. En fait les effets de commerce ont circulé très largement entre les commerçants français, étrangers et même, de plus en plus entre les commerçants indigènes. L'existence des puissantes agences du Comptoir d'Escompte facilita beaucoup la vulgarisation de ces modes de règlement; très libéralement cette banque escompta le papier tiré

par le gros comme par le petit commerce ; les facilités qu'elle accorda à tous lui valurent des éloges officiels de l'Administration locale en 1902.

Les effets de commerce ont une importance peut être plus grande dans le commerce colonial que dans la Métropole. Il est en effet impossible ici, à raison des distances et de la lenteur des réalisations d'opérer au comptant ; du reste la plupart des commerçants coloniaux, n'ont pas les disponibilités suffisantes. Les importateurs vendaient avant la guerre à 3 mois, actuellement ils vendent plutôt à 1 mois et négocient pour la plupart immédiatement leur papier en banque. Des prorogations doivent être souvent accordées aux commerçants vu l'irrégularité des achats des indigènes, achats qui dépendent étroitement de la réalisation des récoltes.

La circulation du papier de commerce entre européens ne donne lieu à aucune remarque particulière, mais une quantité très importante d'effets est souscrite en premier lieu par des asiatiques ou des malgaches à des européens et, en second lieu, par des asiatiques à des asiatiques.

M. Martin, inspecteur du Comptoir d'Escompte, décrit ainsi les circonstances spéciales qui conditionnent l'escompte de ce papier :

« Il y a à Madagascar deux sortes d'asiatiques : les chinois, qui se sont plutôt spécialisés dans les affaires d'épicerie, et les indiens (Hindous ou Musulmans), faisant le commerce en général.

« Les commerçants chinois étaient plus nombreux, il y a quelques années, qu'ils ne le sont actuellement (en 1911). Peu scrupuleux en général, des faillites nombreuses les ont peu à peu éliminés du marché, et si les plus solides ont résisté, ils n'en payent pas moins

les fautes de leurs coréligionnaires et trouvent actuellement difficilement du crédit.

« Les indiens, par contre, grâce à leurs qualités commerciales incontestables, leur facilité de persuasion et aussi leur peu de besoins, se sont fait à Madagascar une situation toute particulière. Vivant de la vie des indigènes, parlant leur langue, ils ont su s'en faire de véritables collaborateurs grâce auxquels ils ont pénétré rapidement dans l'intérieur, là certes où des Européens n'auraient trouvé aucun élément d'affaires. Aussi ont-ils pu organiser de nombreux postes où ils écoulent des quantités considérables de marchandises françaises, et on peut dire qu'ils ont été les véritables pionniers de notre commerce à Madagascar.

« Malheureusement tous n'ont pas eu la probité rigoureusement nécessaire en matière commerciale et certains indiens astucieux ont pu, à la faveur du crédit dont jouissaient leurs compatriotes, obtenir des facilités dont-ils ont abusé, provoquant souvent, par répercussion, la chute de leurs propres concitoyens et causant aux commerçants européens des pertes quelquefois considérables.

« Comme on le voit, la surveillance à exercer sur le papier souscrit par les indiens est très grande ; d'autre part, il est impossible de l'éliminer, étant donnée l'activité incessante qu'ils déploient, et la part très importante qu'ils ont su prendre aux affaires.

« Quant au papier souscrit par des indiens en faveur d'autres indiens, si le Comptoir ne le refuse pas par principe, il apporte dans le choix de ces effets une circonspection très grande, vu la tendance qu'ont beaucoup de ces commerçants à créer du papier de trésorerie. C'est une question de doigté de la part des

directeurs, et le peu de déchet que ces affaires ont donné jusqu'ici est une preuve de la parfaite connaissance que le Comptoir possède du pays.

« Nous n'avons rien ou presque rien à dire du papier souscrit par des commerçants malgaches. Seule la place de Tananarive émet de ce papier. Toutefois l'indigène s'est toujours montré réfractaire à la prise d'engagements fermes et a une véritable répugnance à souscrire des effets. Il y vient cependant petit à petit, mais ces affaires n'ont pas encore toute l'ampleur qu'elles sont susceptibles de prendre plus tard, et ce, précisément parce qu'il s'est glissé un intermédiaire entre le malgache et l'européen : l'indien, ainsi que nous l'avons dit plus haut. Il est certain que la civilisation aidant, les malgaches supprimeront de plus en plus tout intermédiaire et feront leurs affaires eux-mêmes. Nous en avons déjà vu venir faire leurs achats à Paris, nul doute que ces exceptions ne se généralisent dans l'avenir ».

Ces lignes écrites en 1911, sont encore absolument exactes même dans leurs prévisions. Le développement du commerce asiatique et malgache se produit très régulièrement et parallèlement à celui du commerce européen. A Tananarive on trouve déjà une centaine de commerçants indigènes formés à l'européenne et sachant traiter des opérations importantes même avec l'extérieur. Leurs maisons tiennent un rang honorable dans la place et donnent lieu à une circulation active de lettres de change et de billets à ordre, offrant toute garantie de régularité et de solvabilité.

§ 4. — *Warrants et traites documentaires*

L'utilisation des lettres de change par le commerce d'exportation et d'importation offre à Madagascar

des particularités intéressantes, dues à la difficulté d'obtenir l'acceptation du tiré, généralement très éloigné.

Les transactions à l'exportation sont basées sur l'ouverture de crédit en banque ; lorsqu'un commerçant de l'extérieur a réalisé un achat de marchandise, il se fait ouvrir à Madagascar par son banquier un crédit libre ou confirmé. Dans le premier cas, la banque locale est avisée de l'ouverture de crédit à titre de renseignement et sans fixation précise de la valeur du marché : en cas de crédit confirmé, la banque ouvre un crédit fixe dont elle se porte garant et qui ne peut être modifiée sans consentement du vendeur. Ces crédits ouverts, la banque paiera au vendeur sur traite à vue ou à 30 jours de vue, la valeur des marchandises calculée FOB (rendues à bord du navire au départ) ou CAF (rendues au port d'arrivée), dès leur embarquement ; elle reçoit à ce moment les connaissements et la facture et les fait parvenir à l'acheteur métropolitain qui, avisé par elle, retire les marchandises au port d'arrivée. Ainsi l'acceptation du tiré est fournie en quelque sorte d'avance et la banque se substitue à l'acheteur trop éloigné pour effectuer le paiement au vendeur.

Les crédits ainsi ouverts obligent la banque locale à décaisser des fonds dans la Colonie ; si celle-ci n'a pas sur place les disponibilités nécessaires elle doit faire venir des fonds de France ; aussi ces ouvertures de crédit donnent lieu à un change de 1 à 2 % suivant l'abondance des ressources en numéraire local ; en outre elle perçoit un intérêt d'escompte depuis le jour du paiement qu'elle a effectué à Madagascar jusqu'au jour du remboursement en France. Le taux en est très variable, en général de 9 à 12 %, et peut descendre jusqu'à 6 %.

A l'importation les envois de marchandises à des commerçants coloniaux sont précédés de commandes généralement transmises par des représentants ou commissionnaires établis sur place. En même temps que les marchandises commandées sont acheminées sur Madagascar, l'expéditeur adresse une traite sur l'acheteur. Cette traite est généralement accompagnée des factures et connaissements qui permettront de retirer les marchandises à l'arrivée dans la Colonie. La Banque locale présente la traite, soit au paiement immédiat, soit à l'acceptation du tiré ; dès que celui-ci a payé ou accepté à 30 ou 90 jours de vue, les documents lui sont remis et il peut prendre livraison des marchandises. Les traites sont payables à Madagascar généralement dans la monnaie du commerçant expéditeur (franc. livre) et une commission pour le transfert des fonds dans le pays de l'expéditeur est prélevée.

Par ce système de traites documentaires, la sécurité du tireur est pleinement assurée et on arrive malgré des retards d'un mois ou deux sur la date de l'expédition à réaliser en même temps la tradition et le paiement ou l'acceptation :

Ces systèmes fonctionnent lorsque la vente est déjà conclue. Mais il est fréquent surtout à l'exportation que des produits prêts à la vente n'ont pas encore trouvé d'acheteur et doivent rester assez longtemps en entrepôt ou embarqués vers le port de vente. Ainsi la vanille, la girofle, le sucre, sont en général envoyés de Madagascar sur France par les producteurs avant de connaître quel sera leur acheteur et même quel sera le prix d'achat. Entre l'expédition et la vente peuvent s'écouler 2, 3 et même 4 mois et pendant ce temps le vendeur a besoin de crédit.

Il l'obtient par des traites spéciales tirées sur son consignataire en France et garanties, soit par un warrant si la marchandise est entreposée dans un magasin colonial ou métropolitain, soit par le connaissement si la marchandise est embarquée. Les Banques escomptent les traites ainsi établies et tant qu'elles ne sont pas payées, elles conservent les documents qui seuls permettent de retirer les marchandises qui constituent une sorte de gage flottant.

A Madagascar, le Comptoir avance ainsi chaque année des sommes considérables sur nantissement de marchandises, qu'il reçoit dans ses propres magasins, annexés à ses agences ; dans certaines régions, il concentre ainsi presque toute la récolte de la vanille. A Tamatave, il a constitué une société spéciale (les Magasins Généraux) pour assurer ce service et il fait des avances sur les warrants délivrés par ces magasins. Lorsque les marchandises sont expédiées (généralement sur Marseille), les avances sur nantissement ou warrant sont remplacées par des avances sur connaissements. Le taux de ces avances, qui n'atteignent que les $\frac{2}{3}$ de la valeur des marchandises, est généralement très élevé, 10 à 12 % et enlève au producteur une part importante de son bénéfice ; il est vrai qu'elles lui permettent d'obtenir rapidement de l'argent et le rendent indépendant des comptoirs puissants qui essaieraient d'acheter sa récolte à vil prix.

Ce mécanisme des ouvertures de crédits, des traites documentaires, des avances sur nantissement sur warrant ou sur connaissement est d'une importance essentielle pour Madagascar comme pour toutes les colonies.

Il est à remarquer qu'il exige une étroite liaison entre les Banques et les Compagnies de navigation.

Aussi en pratique ces puissants organismes se soutiennent et nous avons vu que les deux Banques nouvelles de Madagascar, sont soutenues par les deux grandes Compagnies de navigation (Messageries et Havraise). Ces deux établissements en concurrence avec le Comptoir apporteront des facilités au commerce local. La non publication des bilans des Banques privées empêche d'évaluer l'importance à Madagascar de ces sortes d'opérations bancaires et le taux auquel elles sont effectuées. Au contraire, les Banques des vieilles colonies se livrent à ces opérations sur une grande échelle et avec le plus grand libéralisme. Il y aurait le plus grand intérêt pour les commerçants de Madagascar à ce que ces opérations soient effectuées à des taux constants et modérés, mais en raison du taux élevé des prêts et de la rareté des capitaux disponibles, seule la création d'une Banque locale d'émission, disposant de capitaux créés à bon compte, permettra cette amélioration.

CHAPITRE III

Le Crédit public

Nous avons vu en étudiant le mouvement des échanges commerciaux l'influence très marquée des finances publiques sur la balance générale de Madagascar. L'exécution du budget colonial amène de France des sommes considérables, mais dont l'importance paraît devoir constamment diminuer ; par contre, une partie des dépenses du budget local s'effectuent en France, créant vers la métropole un mouvement de valeurs destiné à s'accroître régulièrement. En dehors de l'exécution normale des budgets, nous avons constaté des chiffres très importants d'en-

trée et de sortie de capitaux dus à la dette publique. Au début de son organisation la colonie a demandé aux capitalistes métropolitains les avances nécessaires à son outillage économique, pendant la guerre un contre-courant s'est établi et les colons et indigènes ont donné patriotiquement une partie de leurs disponibilités pour les emprunts de la défense nationale.

Au point de vue de la circulation monétaire, ces opérations de crédit public portant sur des vingtaines de millions ont eu une répercussion étendue. De même dans l'organisation économique de la Colonie, ces opérations influencent profondément la production coloniale, soit en lui portant le moyen de réaliser de grands travaux publics, soit en lui retirant, au contraire, ses disponibilités. Au point de vue financier, les emprunts publics créent à côté de leur action et de leur emploi immédiat une charge durable pour la Colonie.

Nous allons constater qu'en matière de crédit public, la situation de notre jeune possession est très bonne. Les emprunts en France sont peu élevés, ils ont été employés à des travaux de haute utilité et leur charge est légère ; la prudence, qui a toujours présidé à la direction financière de la colonie paraît se continuer actuellement, et nous verrons que la perspective de nouveaux emprunts dont l'utilisation serait indiscutable est assez froidement accueillie dans la Colonie.

Les souscriptions locales aux emprunts de guerre ont constitué un élément solide de capitaux locaux ; et leur importance montre la possibilité d'avoir à Madagascar dans un avenir rapproché, comme cela se produit déjà en Indo-Chine, un centre financier local, suffisamment dégagé des influences métropolitaines et doué d'une activité appréciable.

§ 1. — *Emprunts de la Colonie en France*

Lorsque la France a annexé Madagascar en 1896, le gouvernement hova n'avait comme dette publique que l'emprunt de 15 millions à 6 % contracté par lui en 1886 au Comptoir d'Escompte, en partie pour payer l'indemnité de guerre à la France.

La Colonie fut autorisée par la loi du 5 avril 1897 à convertir l'emprunt de 1886 et à procéder à Paris, à l'émission de 60.000 obligations de 500 fr. garanties par le Gouvernement français, amortissables en 60 ans. Pour les besoins immédiats de la conversion, 40.000 obligations furent émises immédiatement au taux de 2,60 % et laissèrent un reliquat de 3 millions qui constitua la première dotation du budget extraordinaire et servit à construire des routes, des phares et des blockaus. L'émission des 20.000 obligations restantes fut autorisée par les lois des 6 avril 1898 et 5 mars 1900.

La voie ferrée de Tananarive à la Côte Est n'ayant pu, après diverses tractations, être concédée à une Compagnie privée, la Colonie en assuma la construction. Une loi du 14 avril 1900 autorisait et cette entreprise et un emprunt de 60 millions, mais la répartition de 39 millions seulement était fixée par le législateur. Les travaux devant porter sur une période de 4 ans, la colonie préféra à une émission publique des emprunts réalisés suivant le besoin à la caisse des dépôts et consignations et à la Caisse Nationale des retraites. Des décrets des 12 février 1901, 8 septembre 1901 et 6 octobre 1902 autorisèrent successivement des emprunts partiels : de 10 et 15 millions à 4 % à la Caisse des Dépôts et de 14 millions à 3,95 % à la Caisse des retraites. La loi du 5 juillet 1903 vint fixer la répartition définitive de la

totalité des 60 millions déjà autorisés, sur lesquels 48 millions devaient être consacrés au chemin de fer. Une émission publique fut effectuée avec un plein succès et permit de réaliser les 21 millions encore nécessaires et de rembourser les deux premiers prêts de 10 et 15 millions à la Caisse des Dépôts. Les 60 millions de l'emprunt furent donc représentés en définitive par 14 millions à 3.95 % prêtés par la Caisse des Retraites et par 46 millions d'obligations 3 % émises à 456 fr. 25 et remboursables en 60 ans. Les taxes de consommation sont affectées par privilège au paiement de cet emprunt.

Mais l'achèvement du chemin de fer, dont le tracé est particulièrement difficile, exigea des dépenses bien supérieures aux prévisions et un troisième emprunt de 15 millions fut nécessaire pour les couvrir. Une loi du 19 mars 1905 autorisa cet emprunt qui fut l'objet d'une émission publique en obligations de 500 francs 3 %. C'est le dernier emprunt émis par la Colonie.

En résumé jusqu'à ce jour, Madagascar a contracté dans la métropole pour 100.989.725 francs 87 d'emprunt ainsi décomposés :

1° Emprunt de 1897 2 1/2 %.....	26.099.097,50
2° Emprunt de 60 millions en vertu de la loi du 14 avril 1900 cou- vert en deux fois:	
a) Emprunt de 3.95 % à la Caisse de Retraites.....	14.000.000,00
b) Emission publique à 3 %...	45.897.628,37
3° Emprunt de 15 millions à 3 % émission publique en vertu de la loi du 19 mars 1905.....	15.600.000,00

En tenant compte du capital et des intérêts jusqu'au remboursement, ces emprunts représentent une somme de 236.862.104 fr. 35 à acquitter par la Colonie pour se libérer entièrement. Au 1^{er} janvier 1921 la Colonie restait devoir 163.542.178 fr. 92 qui doivent être payés en 40 ans environ à raison de 4 millions par an.

On constate que ces emprunts ont servi à couvrir des dépenses d'outillage permanent et d'utilité publique incontestable dont la charge ne pouvait être uniquement supportée par les contribuables locaux, déjà lourdement grevés, lors de l'établissement de ces moyens de communication qui profitent et profiteront toujours aux générations futures.

D'autres grands travaux, notamment 120 kilomètres de chemin de fer de Tamatave à Brickaville ont été exécutés soit avec les ressources du budget ordinaire soit avec celles de la caisse de réserve, qui en raison de la gestion financière précédente a régulièrement reçu des excédents de recettes annuelles (5.169.000 francs en 1913, 6.293.000 francs en 1916, 4.540.000 francs en 1918). Pendant la guerre et l'après-guerre Madagascar a pu sans recourir à l'emprunt assurer la construction d'un réseau routier important et de plus de 300 kilomètres de chemins de fer (Tananarive-Antsirabe et Moramanga-Lac Alaotra).

Les charges imposées au budget actuel par les emprunts contractés à un taux très bas et amortissables en 60 ans, sont particulièrement faibles. Au budget de 1922 elles s'élèvent à 4.200.000 fr. sur un total de 77 millions de dépenses soit à peine 5,5 % du budget. Cette situation est particulièrement favorable et est parmi les plus nettes que l'on puisse trouver parmi les

colonies françaises. Elle ne peut se comparer avec les charges de l'Etat français qui, même avant la guerre, étaient la conséquence de longs événements historiques plutôt que de dépenses administratives. Pour fixer l'ordre de grandeur il suffit de rappeler qu'au début de 1914 le service de la Dette Publique Métropolitaine absorbait le quart des recettes du budget français.

De nouveaux travaux sont reconnus indispensables au développement de la colonie. Le plan de mise en valeur tracé magistralement par M. Sarraut prévoit pour Madagascar 465 kilomètres de voies ferrées de 1 mètre, 800 kilomètres à 0,60, et la construction de deux grands ports (Tamatave et Manankara) et d'autres travaux d'intérêt économique et social : le coût en a été évalué à 300 millions.

Il est impossible de pourvoir à ces dépenses, dans le délai de quinze ans proposé pour leur achèvement, avec les ressources des budgets ordinaires, surtout depuis que la crise économique récente menace leur prospérité de jadis et même leur équilibre. Des appels d'offres laissant la possibilité de combinaisons financières très souples ont été lancées par le Gouverneur Général de la Colonie : ces combinaisons permettront peut-être la construction de certains grands travaux par des sociétés concessionnaires recevant une garantie de la Colonie. Mais la grosse masse des travaux devra être payée par l'emprunt, qui se justifie pleinement en pays neuf pour réaliser les ressources de l'avenir et pour payer les achats à l'extérieur.

D'après un projet élaboré en 1920 par l'administration, un emprunt de 300 millions serait appelé par tranches successives et annuelles de 20 millions, les intérêts ne seraient pas payés avant la sixième année.

et l'amortissement avant la onzième année. Cet emprunt dans ces conditions reviendrait à 1.058.621.720 fr. Il chargerait le budget dans une dizaine d'années d'une annuité de près de 15 millions.

Le Congrès économique de 1920 s'est montré hostile à cette opération financière. L'opinion locale préférerait voir continuer la politique prudente et sage qui a été suivie jusqu'à ce jour. Elle estime que les excédents des budgets devraient suffire à assurer la plus grande partie de ces travaux.

La situation du marché financier français, dont l'activité est absorbée par les placements de l'Etat, rendrait du reste difficile la réalisation du vaste emprunt envisagé dans l'enthousiasme de la victoire ; la création d'un établissement de crédit colonial facilitant les emprunts des colonies et analogue au crédit national, dont le projet a été esquissé par le Ministre des Colonies, paraît ajournée.

Néanmoins nous pensons que dès que les circonstances le permettront et au plus tard d'ici cinq ou dix ans, la Colonie devra demander aux capitalistes métropolitains les sommes nécessaires pour payer en France les importants achats de rails, de ciments et de machines nécessaires aux travaux projetés, dont l'évaluation minimum est de l'ordre de 100 millions. Le reliquat de la dépense de construction serait d'environ 200 millions et représenterait des sommes à employer sur place, en terrassements et en main-d'œuvre ; il pourrait être fourni à raison de 10 millions par an par le budget dont les dépenses de personnel et d'administration resteraient comprimées comme elles l'ont été jusqu'à ce jour (elles représentent environ les 50 % du budget) et pour un quart environ par des emprunts locaux, échelonnés tous les deux ou trois ans.

Après l'exécution du programme actuel de mise en valeur suivant ce système la colonie ne devrait que 200 millions environ à l'extérieur et 50 millions à l'intérieur.

§ 2. — *Emprunts de la Métropole dans la Colonie*
Bons du Trésor

Il est établi que toutes les colonies ont besoin pour leur outillage de faire appel aux capitalistes de la Métropole et ne possèdent généralement pas chez elles les disponibilités suffisantes pour leurs propres besoins. Aussi paraît-il assez anormal d'envisager leurs placements à l'extérieur.

Cependant, même avant la guerre, des particuliers et certaines institutions publique effectuaient déjà des placements en fonds d'état métropolitains. A Madagascar la caisse de réserve qui a encaissé presque chaque année un excédent appréciable des budgets peut, aux termes de l'article 261 du décret organique du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies, placer ses fonds disponibles, 1° sans limitation en rentes sur l'Etat, en valeurs du Trésor, en obligations dont l'amortissement et l'intérêt sont garantis par l'Etat durant toute leur durée ; 2° jusqu'à concurrence du quart seulement en titres des emprunts de la colonie non garantis par l'Etat.

Aussi en 1914, la Colonie détenait déjà pour plus de 11 millions de ces valeurs. En outre le service des retraites locales, celui récemment créé de la Caisse d'Epargne et celui des consignations et cautionnements ordinaires assurent un mouvement important et régulier de versements à la Caisse des Dépôts et consignations. Du 1^{er} juillet 1914 au 30 juin 1922 le total net de ces versements a atteint 20.236.000 francs.

Mais ce mouvement de placements au trésor métropolitain a été surtout intensifié par les besoins de la défense nationale : les emprunts de la mère patrie comme les émissions de bons du trésor ont trouvé à Madagascar des souscripteurs enthousiastes européens et indigènes. Ces souscripteurs savaient du reste mettre largement leurs ressources à la disposition de la France et donnèrent plus de 5.200.000 francs aux œuvres de guerre, tandis que la Colonie offrait spontanément un million pour l'achat de matériel de guerre.

Les souscriptions locales aux emprunts de guerre s'établissent comme suit :

SOUSCRIPTIONS AUX EMPRUNTS :

5 % 1915	1.600.000
5 % 1916	1.500.000
4 % 1917	1.750.000
4 % 1918	8.200.000
5 % 1920	3.300.000
6 % 1920	21.200.000

Total : 37.550.000

Pour le dernier emprunt de 1920, une propagande des plus active fut faite dans tous les milieux et le nombre des souscripteurs, qui atteint 49.768, montre l'unanimité des éléments européens et indigènes à apporter leurs disponibilités. Des provinces comme celles de Maevatanana et de Miarrinarivo, où l'élément européen est presque nul, réunissaient respectivement 7.100 souscripteurs pour 1.300.000 francs et 5.500 souscripteurs pour 678.000 francs. Le *Journal Officiel* du 18 décembre 1920, publiant le total des souscriptions contient une adresse de M. le Gouverneur Général Garbit à toute la population.

« Le Gouverneur Général de Madagascar et Dépendances, à l'honneur de porter à la connaissance de la population, les heureux résultats de l'Emprunt 6 %. Il adresse au nom du Gouvernement de la République, ses biens vifs et chaleureux remerciements à Messieurs les Présidents des Chambres Consultatives, les Membres des Commissions Municipales, les Directeurs, les Chefs de service et de circonscription, les Membres de tous groupements européens, indigènes et asiatiques pour le concours dévoué qu'ils lui ont prêté et pour la large part qu'ils ont prise dans le succès de cet emprunt qui contribuera à l'œuvre de relèvement des régions dévastées de France.

Il exprime également ses remerciements à tous ceux, Européens et Indigènes, qui ont bien voulu, dans la mesure de leurs moyens, contribuer à la réussite de la Souscription Nationale ».

Grâce à cet élan remarquable de patriotisme, plus de 35 millions de capitaux locaux ont été prêtés à l'Etat français.

Mais que deviennent les titres d'emprunt ainsi souscrits dans la Colonie ?

La caisse de réserve détenait au 1^{er} janvier 1922 pour 160.000 francs de rentes 3 %, achetées environ 5 millions, et avait souscrit à l'emprunt 6 % 1920 pour une valeur de 3.450.000 francs.

Mais il est à prévoir que la plus grande partie de ces titres devront être liquidés même avec la perte considérable qu'entraîne la baisse des cours. Avant d'emprunter pour ses besoins il est logique que la Colonie utilise toutes ses réserves. Une réalisation importante de cet actif doit être effectuée dans le courant 1922, sur le marché métropolitain.

Parmi les titres des particuliers il est assez difficile de déterminer la part de ceux qui restent dans la Colonie : la masse des coupons payés par le Trésor est en effet confondue dans le compte ouvert avec le Caissier-Payeur Central. Cependant on peut remarquer dès l'échange des titres définitifs des emprunts de guerre une concentration des titres souscrits par les indigènes et la cession d'un grand nombre aux européens.

Une spéculation fâcheuse s'est exercée sur ces titres et les indigènes amenés par les exhortations officielles à souscrire à ces titres ont considéré souvent leur versement comme une sorte d'emprunt forcé. Ils ont vite essayé de se débarrasser des titres provisoires, dont le mécanisme de coupons et d'échange leur était inconnu et les traitants hovas et même les européens ont eu, en l'absence de toute bourse locale, un jeu facile à acheter à vil prix les certificats provisoires ou les titres.

Par circulaire du 18 décembre 1920 publiée à la gazette officielle qui paraît en malgache, l'Administration mettait en garde les indigènes contre les faux bruits répandus et rappelait que ces agissements étaient punis de l'article 405 du Code Pénal. Elle montrait aux indigènes que ces titres d'état n'étaient pas représentatifs d'un don, mais d'un prêt rapportant intérêt et qui serait remboursé. Elle les invitait à demander conseil aux fonctionnaires européens avant de procéder à la réalisation de ces valeurs.

Néanmoins, le drainage des titres parsemés dans la population rurale indigène est à peu près consommé. Leur achat par des personnes désireuses de réaliser un gros bénéfice sur cette opération, porte à penser qu'une partie notable sera rapatriée en France pour y être vendue en Bourse. Aussi, croyons-nous qu'au

maximum la moitié des titres souscrits resteront stables dans la Colonie représentant un capital d'une vingtaine de millions. Ce stock de valeurs mobilières est appréciable ; il peut constituer, mis en dépôt dans les banques, une couverture solide pour les opérations de crédit ; il fournira à la bourse locale des valeurs actuellement projetées et que nous étudierons plus loin, un élément sain et régulier d'activité. Ces avantages, ajoutés au caractère patriotique de ces souscriptions, effacent toutes les considérations exclusivement pratiques qui pourraient faire regretter que ces 20 millions n'aient pas été employés sur place à la mise en valeur des ressources naturelles et incorporés soit à des plantations, soit à des entreprises industrielles d'un rendement beaucoup plus élevé.

A côté des titres de rentes françaises, les bons du Trésor circulent dans la Colonie et des souscriptions ont été recueillies par les Banques pour les titres du Crédit National, du Crédit Foncier et de la Ville de Paris. Mais l'élément le plus important de ces valeurs auxiliaires d'état a été longtemps constitué par les Bons de la Défense Nationale, qui intéressent surtout la population européenne.

Dès le début de 1916, l'Administration locale a demandé à ce que ces valeurs soient émises par les caisses publiques. A ce moment la circulation des billets de la Banque de France étant simplement tolérée, on voyait dans cette émission de coupures très facilement transmissibles un moyen de conjurer le resserrement de la circulation monétaire. Des quantités très importantes de coupures de 100 fr. et de 1.000 fr. furent mises en circulation dans ce but. Bientôt les bons furent employés comme placement commode au même titre qu'en France. Mais en 1919 et 1920, d'im-

portants mouvements de fonds s'effectuant entre la Métropole et la Colonie, beaucoup de personnes se servirent des bons pour leurs transferts : ils avaient ainsi une traite, commode et domiciliable, qui non seulement était gratuite mais encore portait intérêt. La durée du voyage correspondait à l'échéance de bons mensuels.

Mais l'extension de ces méthodes risquait de diminuer les recettes postales et les opérations de banque ; elle créait une charge pour le Trésor métropolitain obligé de supporter en fin de compte les transferts de numéraire de France ou vers France.

Une circulaire du Mouvement Général des Fonds vint au début de 1921 arrêter ce courant en décidant que les bons émis par le Trésor de Madagascar seraient uniquement payables dans la Colonie, la clause à ordre était ainsi limitée et aucun transfert de bon ne pouvait s'effectuer avec la métropole.

Le commerce local continuait cependant à se servir des bons, devenus en quelque sorte bons du Trésor local, pour le placement de ses disponibilités, d'autant plus volontiers que comme nous l'avons indiqué les Banques ne servent à leurs déposants qu'un intérêt minime ou même nul. Mais cette émission ainsi localisée a été supprimée dès octobre 1921 ; le Ministre des Finances a jugé à cette époque inopportun de continuer à Madagascar ces emprunts à brève échéance. L'encaisse du Trésor tendait à s'accroître continuellement d'éléments coûteux et il n'y avait aucun intérêt à diminuer la circulation fiduciaire locale. En fin 1922, la totalité des bons de la Défense Nationale aura été retirée de la circulation. Le montant total des émissions a atteint le chiffre imposant

de 66 millions. En octobre 1922, les remboursements dépassaient 55 millions.

La suppression des bons a provoqué de vives doléances du commerce local et il y aurait le plus grand intérêt à ce que ces placements à court terme au Trésor français continuent à être offerts aux habitants des colonies. Ils constitueraient un stimulant précieux pour les capitaux disponibles dont l'abondance est une condition essentielle de la facilité et de la sécurité des transactions.

Le rétablissement de l'émission des bons de la Défense ne devrait même pas être combattu par les Banques locales, car la diminution des dépôts de leurs clients qui en serait la conséquence dommageable serait compensée par l'avantage que ces Banques retireraient du placement en bons de leur excédent de disponibilités qui est actuellement très élevé.

Pour le Trésor français même il y a intérêt à garder une clientèle de prêteurs coloniaux à court terme qui apportent généralement lors de l'émission d'emprunts perpétuels des souscriptions appréciables.

On doit donc espérer que suivant le vœu des habitants à Madagascar, ces émissions seront reprises et augmenteront les liens financiers avec la métropole.

§ 3. — *Les Emprunts locaux*

Les deux courants d'emprunts de la colonie dans la métropole et de la métropole dans la colonie paraissent se contrarier et se compenser en partie. Les 30 millions d'emprunts d'Etat existant à Madagascar comportent en raison de leur taux élevé des annuités sensiblement égales à celles dues pour les 80 millions non encore remboursés à la métropole.

L'existence de capitaux disponibles dans la colonie conduit naturellement à envisager leur emploi dans la Colonie même ; on éviterait ainsi des sorties de bénéfices réalisées dans la Grande Ile. La situation de Madagascar offre à ce point de vue toute sécurité pour les capitalistes qui y sont installés. En raison de la salubrité du climat les colons tendent à se fixer ici, et en raison de l'éloignement de la métropole, de la cherté des passages ils espacent leurs voyages en France. Aussi l'absentéisme qui gêne la constitution de capitaux dans les colonies sucrières et dans la plupart de nos possessions, n'est pas à craindre à Madagascar. Les européens comme les indigènes ont donc tout intérêt à souscrire à des emprunts locaux de préférence à ceux de la Métropole.

Il paraît actuellement possible d'envisager la constitution d'un marché financier autonome employant les disponibilités locales à des placements dans la Colonie. L'Indo-Chine a déjà donné l'exemple en réalisant dans des conditions particulièrement brillantes un emprunt de 6 millions de piastres. Plusieurs colonies autonomes s'apprêtent à suivre cet exemple. A Madagascar, on vient de se livrer à quelques essais avec des emprunts communaux. Comme toujours dans cette colonie, cependant très jeune, l'administration et la colonisation ont procédé avec une prudence digne de nos plus vieilles institutions métropolitaines.

L'article 339 du décret financier de 1912 prévoyait que les communes peuvent être autorisées à émettre des emprunts dans la limite de 500.000 fr. par simple arrêté du Gouverneur Général en Conseil d'Administration ; ainsi il a été possible de faire l'expérience d'émissions publiques sans avoir à suivre une procé-

de durée toujours très longue en vue d'obtenir l'adhésion de l'autorité métropolitaine.

Tous les centres urbains importants de l'Ile sont organisés en commune d'après le régime libéral des décrets des 2 février 1899 et 9 octobre 1913 : ils ont à réaliser de grands travaux de voirie et notamment à créer dans la plupart des endroits l'éclairage électrique. Ces communes ont, en 1922, décidé de recourir à des émissions publiques pour se procurer les ressources nécessaires et ont obtenu l'autorisation de contracter des emprunts.

Malgré la modicité des sommes demandées, il est intéressant d'étudier ces premières manifestations d'activité du crédit public local, dont le succès permet d'envisager des opérations de plus grande envergure.

Par arrêté du 19 mai 1922, la commune de Tamatave était autorisée à emprunter la somme de 500.000 fr. affectée à l'installation de l'éclairage électrique. L'emprunt est divisé en 1.000 obligations de 500 fr. émises par souscription publique à un taux d'intérêt de 9 % et remboursables dans un délai de 15 ans. L'emprunt est garanti par toutes les ressources de la commune qui assume la charge de tous les impôts présents et futurs.

L'emprunt était émis le 12 juin, et près de 1.000 souscripteurs se présentaient dans cette seule journée couvrant trois fois l'emprunt. On vit par là que le taux de 9 %, qui est cependant celui de l'intérêt légal dans la Colonie pouvait être abaissé.

La commune de Tananarive, qui fut autorisée le 19 juin à émettre dans des conditions analogues un emprunt de 500.000 fr. pour la construction d'un marché couvert, profita de l'expérience et réalisa son emprunt à 8 % avec un succès égal. L'emprunt fut

offert au public le 21 août et couvert deux fois et demi par plus de 700 souscripteurs. Pour ces deux émissions, le Crédit Foncier de Madagascar, aidé de ses correspondants, reçut les souscriptions et centralisa les fonds.

Le 25 juillet 1922, la commune de Majunga était autorisée à réaliser par voie d'emprunt la somme de 400.000 fr., affectée à l'installation de l'éclairage électrique et amortissable en douze ans, et celle d'Antsirabé, la somme de 500.000 fr. amortissable en vingt ans, pour la captation et la canalisation d'eau potable et la construction d'une mairie. Le 30 septembre, la Chambre de Commerce de Tananarive était autorisée à emprunter 400.000 fr. pour la construction d'une Bourse de Commerce. Le taux maximum de ces emprunts est fixé à 8 %/. L'émission publique aura lieu avant la fin de 1922.

Les villes de Diégo, Fianarantsoa, Tuléar et Nossi-Bé, et plusieurs Chambres de Commerce demanderont vraisemblablement à profiter des mêmes facilités.

Le succès de ces emprunts modestes, mais dont le total en six mois atteindra environ 3 millions, est d'autant plus remarquable que leur émission coïncide avec une période de crise économique particulièrement dure pour la Colonie. En outre, elle n'a été accompagnée d'aucune réclame officielle ou autre et les indigènes n'ont même pas été invités officiellement à y concourir. On peut donc admettre qu'actuellement le marché local peut fournir aisément une dizaine de millions à un emprunt de la Colonie ou des collectivités : Si l'évolution normale des exportations reprenait son cours, des sommes beaucoup plus importantes pourraient être souscrites sur place, car l'épargne

européenne a déjà une grande extension et celle des indigènes pourra être lentement développée grâce à la réalisation plus aisée des produits agricoles. Le seul reproche à faire aux emprunts locaux est leur taux plus onéreux que dans la métropole ; mais cet inconvénient est compensé par l'absence de charges accessoires, impôts, abonnements, et par le bénéfice indirect que la Colonie retirerait de la constitution d'un marché financier local.

Nous pensons que la Colonie a dès maintenant avantage à recourir à des emprunts locaux, placés par petites tranches de 5 à 10 millions, pour financer les constructions de travaux publics donnant lieu à des dépenses locales. Elle évitera ainsi l'exode des capitaux disponibles et les attachera étroitement à la mise en valeur du territoire colonial. En espaçant ces emprunts par deux ou trois ans, de façon à permettre le retour des fonds à la circulation productive et la reconstitution de nouvelles disponibilités, il semble possible d'obtenir sur place, dans le délai de quinze ans fixés pour la réalisation du grand programme de travaux, un total d'une cinquantaine de millions, représentant le sixième des dépenses prévues pour cette période.

QUATRIÈME PARTIE

Projets actuels pour l'amélioration de la circulation et du crédit

CHAPITRE I

Avantages et inconvénients du régime actuel

Cette étude de la circulation monétaire et de l'organisation du crédit nous permet de conclure à l'insuffisance de ces formes de l'outillage économique de Madagascar.

Nous allons envisager maintenant, non pas un plan théorique d'amélioration de la situation actuelle, mais simplement les projets élaborés officiellement en vue de la création d'une banque d'émission et d'institutions auxiliaires de crédit. Mais auparavant, il convient de signaler que l'on trouve dans l'administration métropolitaine et coloniale et dans l'opinion publique locale de nombreux partisans du statu quo : ils exposent qu'avec le système actuel Madagascar a prospéré et bénéficié en somme de relations très faciles avec la Métropole ; ils craignent que la création d'une monnaie locale n'entraîne des charges pour le commerce d'importation et que le crédit officiel soutienne seulement des entreprises peu viables.

Grâce au système actuel, le change avec la Métropole est insignifiant. Quelle est la portée de cet avantage ?

§ 1. — *Absence de change sur la Métropole*

Le système monétaire de Madagascar est le même que celui de la Mère patrie et est basé sur la valeur du franc en or et en argent. Théoriquement, si le choix d'un système était encore possible, on pourrait hésiter entre le franc et la roupie indienne, unité monétaire d'argent qui domine dans tout l'Océan Indien et dont la valeur est liée étroitement depuis l'acte de 1899 à la livre sterling anglaise. Pendant la guerre la frappe intensive de roupies en argent (522 millions R en 1919) a accentué encore le caractère dominant de l'étalon d'argent dans cette partie du monde.

En 1900, dans leur ouvrage sur Madagascar et la Réunion, MM. Piolet et Noufflard ont exposé tout l'intérêt qu'aurait présenté à cette époque l'adoption de l'étalon d'argent et de la roupie. Ils indiquaient que les sucres et féculs de Bourbon produits en franc or, ne pouvaient lutter contre ceux des Indes ou de Singapour produits en valeurs argent.

« Cette question du change permet, disaient-ils, d'indiquer un des éléments les plus importants de la prospérité des colonies d'Asie, dans lesquelles il serait facile, au point de vue économique, de faire rentrer la Réunion et Madagascar.

« Le planteur qui vend sa marchandise au cours de l'or a tout intérêt à payer sa main-d'œuvre en argent, monnaie dépréciée mais qui conserve sa faculté d'achat pour les opérations intérieures, sauf pour les marchandises d'importation.

« Ce système avantageux pour le planteur qui habite la colonie est au contraire onéreux pour les fonctionnaires européens et tous ceux qui ont le désir de dépenser hors de chez eux le revenu de leurs propriétés,

cas fréquent parmi les créoles. Car alors le change se retourne contre eux. C'est d'ailleurs ce qui explique la démonétisation de la roupie qui avait été jusqu'en 1877 la monnaie légale de la Réunion et qui fut remplacée à cette époque par la monnaie française.

« Il semble donc qu'au lieu de nous tenir en dehors de cette grande unité monétaire (la roupie) qui existe entre les différents pays baignés par l'Océan Indien, nous aurions tout intérêt à y rentrer en faisant fabriquer pour la Réunion et Madagascar des écus de 2 francs au lieu d'y importer des pièces de 5 francs.

« Peut-être même serait-il possible de faire entrer la piastre d'Indo-Chine dans ce système ».

Cette conception intéressante ne saurait être l'objet d'une réalisation pratique. Seule parmi nos colonies, exception faite des comptoirs de l'Inde dont la situation est toute spéciale, l'Indo-Chine est dotée d'un système monétaire autonome ; ce système a assuré une prospérité remarquable à la colonie, particulièrement pendant la guerre, et facilite les relations commerciales de notre possession avec ses clients d'Extrême Orient qui représentent les 2/3 de ses transactions. Mais dans l'ensemble, il y a grand intérêt au point de vue impérial et économique à avoir dans toutes nos colonies le système monétaire français. La substitution récemment faite au Maroc du franc hassani, l'adoption des monnaies françaises dans le Togo et le Cameroun montrent que cette unification est heureusement poursuivie. Dans le monde entier même le système français de poids et de valeur des monnaies s'impose par sa logique, et nous constatons son extension parmi les pays nouveaux (Amérique du Sud, Balkans).

Pour Madagascar nous avons vu que malgré l'éloignement de la France, les transactions se faisaient

surtout avec la Métropole et que ce courant dominant se maintiendra longtemps. Du reste pendant la guerre le régime de la monnaie française a assuré à Madagascar une prospérité aussi considérable, toutes proportions gardées, que celui de la piastre en Indo-Chine. Sans doute la spéculation a absorbé une part moins grande des bénéfices réalisés, mais ceci n'est pas un mal.

Le système monétaire étant donc et devant rester le même que pour la Métropole, et la plupart des paiements s'effectuant soit sur France soit par l'intermédiaire de la France, il ne s'ensuit cependant pas que le change ne puisse exister.

Il a existé longtemps en France un change de place à place, qui ne s'est atténué que par le développement des moyens de communication rapide et l'abaissement des frais de transport. Dans son savant ouvrage, M. Arnauné signale que le change existait encore en 1885 entre Paris et Lyon.

Avec l'éloignement des colonies ce change de place à place, représentant les frais de risques de transport des traites, doit se maintenir longtemps encore. Mais l'absence de numéraire or, la rareté du numéraire argent et en outre l'existence de billets spéciaux augmente le taux du change colonial et lui fait dépasser fréquemment la limite ordinaire des frais d'envois de numéraire. Du reste dans la plupart des vieilles colonies l'envoi de numéraire était non seulement impossible en fait mais interdit en droit. C'est ainsi que le décret du 2 mai 1879 qui appliquait la législation monétaire métropolitaine à la Réunion était accompagné d'un autre décret permettant l'émission de bons de caisse représentatifs de monnaie qui sont en fait des jetons de nickel : toute la monnaie métropo-

litaine qui par exception parvient dans la Colonie est en fait réexportée avec prime sur France. Les billets de la Banque de la Réunion seuls utilisés subissent un change sur la Métropole au même titre que les valeurs étrangères et ce change oscille suivant l'abondance des récoltes et la balance du commerce. Il est en général de 2 à 3 % mais atteint en période de crise, en 1885, jusqu'à 30 %. En 1893 le change à vue était encore de 16 %. En 1898 il était ramené à 2 1/2 plus 1/2 % par mois, soit 4 % à 90 jours de vue. Ce taux s'est sensiblement maintenu depuis 1900.

A Madagascar actuellement la question du change est peu importante du fait de la circulation des billets de la Banque de France, qui peuvent être reçus de la Métropole ou envoyés vers elle par tous les particuliers en lettres chargées ; il faut pourtant signaler que pendant la guerre des prohibitions douanières avaient été prononcées pour la sortie vers l'étranger des papiers représentatifs de la monnaie. Nous avons vu que ce mécanisme très large des lettres chargées n'est pas complété par les mêmes facilités pour les mandats postes limités à 500 fr., malgré les doléances du commerce local. Aucune taxe de change n'est perçue sur les mandats postes.

Mais les gros transferts sont effectués sur France par voie télégraphique en vue d'éviter l'immobilisation des capitaux pendant les 30 ou 40 jours de voyage ; aussi le commerce doit-il passer par les banques locales qui prélèvent un courtage assez élevé de 0,50 à 1% allant jusqu'à 2 %, mais cette commission onéreuse n'a pas nettement le caractère d'un change.

La question du change est néanmoins d'intérêt éventuel en cas de crise très violente qui amènerait la disparition du stock considérable de billets de banque

existant dans l'Ile, quoique l'examen de la balance commerciale et des divers éléments de crédits et de débits sur l'extérieur permet de considérer cette perspective comme tout à fait improbable.

Le projet actuel de banque d'émission créant une monnaie locale entraînerait évidemment une situation beaucoup moins sûre et nous allons voir que la question du change constitue le point le plus délicat de la création de cette banque.

§ 2. — *Insuffisance du crédit*

Cette banque serait le seul remède efficace à l'insuffisance du crédit que nous avons constatée et qui est plus frappante encore à Madagascar que dans toutes les autres colonies.

En effet, dans tous les territoires coloniaux, on remarque une absence presque complète de capitaux locaux et une grande défiance des prêteurs métropolitains pour des placements lointains. Ces deux phénomènes sont particulièrement nets dans la Grande Ile dont la population indigène était très pauvre avant notre conquête et dont l'ouverture aux entreprises européennes ne remonte qu'à 27 ans, à l'occupation française.

Des trois facteurs classiques de la production, seul le sol est ici sans limite, la main-d'œuvre est rare, le capital est très faible. Aussi la mise en valeur de nos colonies en général et de Madagascar en particulier, malgré le réel effort déployé par l'Administration et par les colons, malgré la bonne volonté relative des indigènes, reste très insuffisante. Dans le domaine de la colonisation industrielle et agricole, de très nombreux territoires anglais ou hollandais sont nettement en avance sur nous.

Il importe pour l'avenir de Madagascar, de mettre tout en œuvre pour donner de la main-d'œuvre et donner du crédit à tous les producteurs coloniaux. Le Comptoir a fait beaucoup pour le développement du commerce, il s'efforce avec les banques nouvelles de faire des avancées sur les récoltes réalisées. Un « Crédit Foncier » paraît vouloir s'occuper du crédit hypothécaire. Mais le crédit personnel, le crédit aux indigènes, le crédit au colon n'existent pas et nous n'avons pu montrer aucune de ces caisses foncières, agricoles, d'élevage, de prévoyance qui fleurissent dans les colonies étrangères et même dans les colonies françaises. Ce crédit commercial qui existe se heurte néanmoins à des taux d'intérêts très élevés, qui sont du reste communs à tous les prêts particuliers dans les pays neufs.

Le remède normal à envisager pour l'extension du crédit, consiste dans la création de capitaux locaux à bon compte par le système des banques d'émission, grâce auxquelles la circulation de numéraire existant dans un pays est mobilisée, rendue utilisable pour des placements de courte durée. Dans toutes les colonies françaises la première organisation de crédit est celle d'une banque privilégiée locale : à Madagascar ce système n'est pas encore adopté, mais il fait l'objet depuis longtemps de polémiques et de projets qui actuellement semblent enfin sur le point d'aboutir.

CHAPITRE II

La question de la Banque d'Émission

§ 1. — *Historique*

Nous avons vu, en décrivant l'installation du Comptoir d'Escompte à Madagascar avant la con-

quête, que cette puissante Société avait demandé au Gouvernement hova dès 1887, l'autorisation de fonder une banque d'émission spéciale à Madagascar, et avait reproduit cette demande en 1895 au moment même de la conquête de l'Ile.

Depuis l'annexion, cette question de création d'une banque d'émission locale a toujours été discutée. Nous venons de voir tous les inconvénients qui résultaient de l'absence de cet organisme ; ils ont été aperçus par les nombreuses personnalités qui dans l'Administration métropolitaine et locale, dans les assemblées représentatives de colons, d'agriculteurs, commerçants ou industriels, se sont occupés de cette question.

Jusqu'en 1914 le projet a été retardé d'abord par le désir de ménager la situation spéciale du Comptoir d'Escompte qui avait fait ici œuvre hardie et efficace avant la conquête et qui commençait seulement à en tirer profit ; puis lorsqu'on a décidé en principe de procéder à cette création d'accord avec le Comptoir, des offres nombreuses sont sorties de toutes parts et l'on a hésité à choisir le bénéficiaire.

La guerre est venue ajourner la réalisation du projet de 1914 à 1919, et quand l'étude en a été reprise après les hostilités le problème était devenu encore plus complexe. Les rivalités d'offres anciennes subsistent toujours, actives et puissantes. Par contre, l'opinion locale, habituée au billet de la Banque de France et effrayée des conséquences que les grandes variations de change ont entraîné dans l'économie d'après guerre, paraît moins éprise d'une monnaie locale susceptible d'une dépréciation par rapport au franc.

De ces grandes étapes nous ne retracerons schématiquement que les grandes lignes. Nous avons déjà vu

que l'Administration avait fait officiellement en 1902 l'éloge de l'activité du Comptoir et des facilités qu'il avait libéralement accordé au grand comme au petit commerce.

M. Martin, dans sa remarquable étude disait en 1911 :

« Il est certain que Madagascar a joui jusqu'ici d'un privilège spécial. Les opérations traitées par les agences malgaches du Comptoir National d'Escompte n'étant qu'une infime partie de l'ensemble des affaires de cet établissement, n'ont qu'une répercussion tout à fait négligeable sur les résultats généraux et bénéficient en quelque sorte de la situation mondiale de cette banque. Elles n'ont donc pu jusqu'ici, quels qu'en aient été les résultats, affaiblir la signature du Comptoir et faire subir à ses traites une dépréciation quelconque. C'est pourquoi le change n'a jamais dépassé dans la Grande Ile les frais d'envoi en numéraire.

.....

« Le quart de siècle de gestion de cet établissement dans la Grande Ile lui a donné une expérience du pays qui seule lui permet de prendre les risques qu'il assume à Madagascar. Aussi sommes-nous persuadé qu'aucune autre organisation bancaire n'apportera jamais au pays une aide financière supérieure à la sienne. Toutefois nous reconnaissons que malgré ces considérations la création d'un billet de banque local, et par conséquent l'établissement d'une banque à privilège, s'impose.

« Or, la situation économique de Madagascar, malgré les sérieux progrès qu'elle a fait en quelques années, n'est pas encore et ne sera pas de longtemps

suffisamment prospère pour que deux banques importantes y trouvent leur vie. On ne conçoit pas, d'autre part, une lutte entre la nouvelle banque, à capital forcément restreint, et un établissement de crédit dont l'expérience du pays, l'outillage mondial et les ressources presque illimitées feraient un concurrent redoutable.

On ne saurait donc en concevoir la création que par l'intermédiaire du Comptoir d'Escompte qui, en dehors des considérations matérielles énumérées ci-dessus, a été le tout premier à en demander la concession, et auquel elle a été promise non seulement par différents ministres, mais également par les divers gouverneurs généraux qui se sont succédés à Madagascar ».

En effet, la crise de 1905 due au rush sur les mines d'or, à l'arrêt des envois de bœufs dans l'Afrique du Sud et à l'excès de fiscalité, fit apparaître nettement que le Comptoir était insuffisant pour créer une circulation locale, base indispensable du crédit à taux modéré. Le projet de banque d'émission fut dès lors officiellement abordé. Il rencontra peu de sérieuses objections de principes dans les milieux locaux. La principale faisait valoir la grande difficulté d'acclimater le billet parmi l'indigène habitué à la pièce de 5 francs, de valeur commode et de conservation facile pendant la thésaurisation dans la terre ou dans des cases rustiques, soit pendant le transport dans des vêtements sommaires et sans aucun abri contre la pluie ou le feu.

Ces arguments ont perdu de leur intérêt puisque actuellement ces mêmes indigènes se servent partout sans répugnance du billet français.

Mais l'opinion locale attachait une importance beaucoup plus grande au choix de la société qui devait fonder la banque. Son aversion fut de suite très nette contre la Banque de l'A.O. F. qui fut considérée à tort ou à raison comme protégeant le gros commerce plutôt que la moyenne et la petite colonisation très développée à Madagascar. La même aversion s'opposait du reste aux offres faites en 1908-1911 par la Banque de la Réunion, dont les opérations sont toutes spécialisées sur le sucre et sont parfois influencées par la politique locale.

Cependant, dès 1906 le Président du Conseil d'Administration de la Banque de l'A. O. F. après vote de l'assemblée générale se mettait en instance auprès du Département pour obtenir la concession du privilège à Madagascar et la transformation de l'établissement en Banque de l'Afrique Occidentale et Orientale. En 1910 cette société, après de longues tractations, obtenait sur la base de 1.750.000 fr., le consentement du Comptoir d'Escompte à une cession de ses six agences malgaches et de la situation acquise par elles. Elle demandait alors l'autorisation de doubler son capital social qui, comme maintenant, n'était que de 6 millions de francs dont un quart seulement versé, et de consentir un privilège de 25 ans pour la Banque ainsi augmentée. La banque aurait eu après achat des agences à peine 650.000 fr. pour ouvrir ses opérations dans la Grande Ile.

Les moyens ainsi exposés étaient plutôt modestes ; la Commission des Banques Coloniales donna cependant un avis favorable, Le Département consulta officiellement les autorités locales en 1910, celles-ci demandèrent à la Banque divers sacrifices, notamment sous forme d'avances sans intérêt et participa-

tion aux bénéfices. Les Chambres Consultatives et le Conseil d'Administration de la Colonie émirent un avis défavorable à l'offre de la Banque de l'A. O. F., avis basé sur la crainte d'une diminution du crédit au petit commerce et aux indigènes et sur la crainte d'un change entre les billets et le numéraire.

Entre-temps, un autre groupement financier faisait des offres plus avantageuses et l'autorité locale émettait l'avis, peu avant les hostilités, qu'il y aurait lieu de procéder en vue de la concession du privilège à un appel à la concurrence entre les établissements financiers existants ou à créer. L'existence de ces rivalités bancaires ressort nettement de la discussion du rapport sur la question monétaire soutenue le 14 octobre 1911 au Congrès de l'Afrique Orientale et dont le compte-rendu a été publié in-extenso par *L'Union Coloniale Française*. Les arguments de la Banque de l'A. O. F. y ont été présentés avec habileté par son directeur M. Nouvion, tandis que la Banque de la Réunion était défendue par M. William Oualid, chargé de conférence à la Faculté de Droit de Paris.

Mais la guerre de 1914 éclata sans qu'une décision ou une tractation ferme soit intervenue. La politique du Comptoir pendant les premiers mois qui suivirent l'ouverture des hostilités fut particulièrement critiquée ; alors que toutes les banques des colonies se sont efforcées d'intensifier leurs prêts et de consentir des prorogations d'échéances en vue d'éviter une crise économique très brusque, les agences du Comptoir suivant les instructions de leur siège social, suspendaient les avances sur marchandises, et drainaient dans leurs caisses les espèces métalliques.

L'introduction des billets de la Banque de France, fut le seul moyen de remédier à cette crise monétaire,

mais amena l'opinion publique locale, dotée d'une monnaie fiduciaire de valeur indiscutable, à considérer le projet d'une banque d'émission comme une combinaison financière dangereuse.

La Chambre Consultative de Vatomandry, dans sa séance du 8 mai 1917, exprimait violemment cette opposition : « Nous ne pouvons, disait le rapporteur, accepter cette banque d'émission et tenons à mettre le Gouvernement en garde contre de graves incidents que ne manqueraient pas d'attirer la création de cette banque projetée — où sombrerait la tranquillité du pays — s'il veut nous mettre contre notre gré entre les mains de la haute finance qui convoite Madagascar comme un fructueux champ d'opérations futures ».

Cependant en janvier 1919 la question était traitée dans son ensemble par les représentants autorisés de l'agriculture, du commerce et de l'industrie locale en une conférence économique qui se montra favorable en principe à la création d'une banque d'émission.

Le Congrès économique tenu à Tananarive en décembre 1920 fut consulté à nouveau sur les modalités d'organisation de la Banque, notamment sur les charges à lui imposer. La discussion fut assez vive et dans l'ensemble laissa percer une réelle défiance à l'égard de la banque projetée, défiance exprimée comme suit par le rapporteur : « Il semble qu'actuellement, dans le malaise économique et politique qui atteint tous les Etats, l'institution d'une banque d'émission privilégiée soit inopportune, sans utilité et même dangereuse ».

Malgré ces hésitations, le Congrès comme la Conférence précédente, adopta le principe d'un établissement d'émission et examina à fond un projet de loi,

un projet de décret et même les plans détaillés d'organisation intérieure de la Banque.

§ 2. — *La Constitution de la Banque*

Le principe de la création d'une Banque d'émission étant admis, comment procéder à la constitution de cet organisme ? Doit-on le créer de toute pièce sur place, ou faire appel à une Banque coloniale existante ? Dans ce cas, comment constituer le capital social et quelles seront les modalités d'administration ?

La création d'une banque sur placé est possible : le capital social peut être réuni à Madagascar, le champ d'action même limité à la Grande Ile est assez vaste en étendue, en population et en transactions commerciales. Mais on a objecté qu'une Banque, surtout quand elle assure un service d'émission publique, doit avoir un personnel exercé aux opérations financières, elle doit avoir un réseau de correspondants d'abord en France, ensuite dans les pays en relation d'affaires avec sa zone d'action ; elle doit dès sa fondation disposer en plus de son capital, de dépôts et de crédits étendus. On fait valoir qu'un établissement de ce genre doit être soustrait aux influences locales et que sa direction gagne à être assez éloignée et indépendante pour pouvoir résister aux pressions de l'Administration et des emprunteurs.

A notre avis, ces objections ont moins de poids à Madagascar que dans tout autre colonie ; en effet, la Banque d'émission quelle que soit sa formation devra toujours procéder au rachat des sept agences du Comptoir, qui ont un personnel européen généralement attaché à la Colonie et un personnel indigène très exercé ; elle devra comme toutes les Banques coloniales prendre comme correspondant dans la

métropole ce même comptoir, particulièrement spécialisé dans les questions de commerce extérieur. Enfin, si avant la guerre la rareté des capitaux flottants à Madagascar était une entrave sérieuse à la constitution d'un organisme purement local, depuis la fin des hostilités on trouve ici des capitaux disponibles très importants et les nombreuses valeurs d'Etat détenues dans la Colonie offrent une couverture très satisfaisante pour les avances à consentir. Nous estimons qu'un groupement local qui opérerait d'accord avec le Comptoir d'Escompte pourrait réaliser une organisation robuste de Banque d'émission, en évitant les lenteurs des négociations et des hésitations entre les groupements financiers métropolitains disposés à la créer.

Le deuxième système consiste, en effet, à créer à Madagascar un établissement d'émission subordonné à une Banque déjà existante. A ce point de vue, le plus simple, surtout aux yeux du public, serait d'étendre le champ d'action de la Banque de France à Madagascar. Des agences de cet établissement feraient les opérations d'encaissement et d'escompte et toutes autres opérations comme en Corse, par exemple. Evidemment cette institution resserrerait encore les liens économiques existants avec la métropole, éviterait toute question de change, et stabiliserait la circulation des billets métropolitains qui sont la base monétaire actuelle. Mais malgré le caractère séduisant de ce système de bon sens, il ne peut être adopté : par tradition la Banque de France n'a jamais voulu étendre son action hors de la métropole, ni sur les places étrangères, ni même à l'Algérie qui offrait pourtant un terrain très favorable. La concentration générale des opérations de finance entre les mains d'un seul

établissement ne paraît, du reste, pas un projet réalisable ni même favorable aux échanges. Les affaires coloniales en particulier exigent des organismes souples et adaptés à chaque région : les règles bancaires doivent être plus larges et les escomptes, par exemple, ne peuvent se borner comme en France à 90 jours de vue et à trois signatures.

Il est de même difficile de concevoir le rattachement pur et simple de Madagascar à une Banque coloniale voisine, soit celle de l'Indo-Chine, soit celle de l'A. O. F., soit celle de la Réunion. Les deux premières, malgré des Statuts très souples ont leur direction beaucoup trop éloignée de la Grande Ile et absorbée par des opérations tout à fait distinctes de celles traitées à Madagascar (question de la piastre en Indo-Chine, campagnes d'oléagineux en A. O. F.). Seule, la Banque de l'Indo-Chine, qui opère par des succursales autonomes, procédant à des émissions particulières, à la Nouvelle-Calédonie, en Océanie et à Djibouti, et qui, par ailleurs, a un capital de 75 millions et des réserves élevées, pourrait organiser un système bancaire solide à Madagascar. Mais de plus en plus cette Banque est absorbée par le grand marché intérieur de l'Indo-Chine et par l'extension de ses affaires dans tout le riche Extrême-Orient. Du reste, cet établissement ne s'est jamais occupé de Madagascar et n'a manifesté aucunement l'intention de se charger du service bancaire de cette colonie ; elle n'a procédé à la création de succursales dans le Pacifique que pour satisfaire aux demandes de l'Administration française.

Le rattachement pur et simple de Madagascar à la Banque de la Réunion ne peut non plus être admis, car cette Compagnie est formée sous le régime de la

loi du 11 juillet 1851 sur les Banques des vieilles colonies. Son capital action de 3.000.000 fr., l'exiguïté de ses ressources, absorbées principalement par les prêts sur récoltes, limitent son activité à sa zone actuelle, où elle est, du reste, secondée depuis 1890 par la Société Bourbonnaise de crédit qui a un capital de 500.000 francs.

Le système qui paraît avoir retenu l'adhésion des intéressés serait celui de la création d'une Banque indépendante par un groupement financier, soit local, soit colonial (Banque de l'A. O. F.), soit métropolitain ; l'administration locale a envisagé une sorte d'adjudication pour fixer le choix entre les groupements en ligne.

En tous cas, quelle que soit la force financière qui l'emportera, des projets de statuts, élaborés dans la Colonie sont soumis à l'examen de la Commission de surveillance des Banques coloniales instituée à Paris. Il faut reconnaître que les règles générales de fonctionnement de l'émission et des prêts devant être les mêmes que celles imposées aux Banques de l'A. O. F. et de l'Indo-Chine, les avis des colons et indigènes intéressés doivent être pris en considération autant que ceux des organes métropolitains, pour la détermination des modalités de formation du capital social et l'administration de la Banque.

Dans les projets adoptés par la Conférence économique de 1919 et le Congrès économique de 1920, la Banque serait dénommée Banque de l'Afrique Orientale et constituée pour 25 ans. Elle aurait son siège social à Paris, une succursale à Tananarive et un minimum de cinq agences dans l'Ile. Elle pourrait étendre son action dans tout l'Océan Indien et l'Afri-

que du Sud, à l'exception des pays où existe une Banque privilégiée française.

Le capital social nécessaire a été évalué de 10 à 15 millions par la Conférence de 1919. En décembre 1920, au moment de la hausse maximum des valeurs dans la Colonie, le Congrès envisageait un capital de 25 millions ; mais suivant le système déjà pratiqué en Indo-Chine, chaque action d'une valeur nominale de 500 fr. ne serait libérée que du quart et resterait nominative. Le chiffre ainsi réduit en fait à 6.500.000 francs nous paraît un minimum indispensable.

Les colons ont insisté d'une façon toute spéciale pour que Madagascar soit autorisé à souscrire par droit de préemption sur les appels faits dans la métropole au moins deux cinquièmes du capital et que les souscriptions locales de une à cinq actions soient irréductibles. On évite ainsi que la Banque ou le groupement métropolitain chargé de la constitution de l'établissement local ne puisse diriger les opérations à son gré ou au gré des grosses sociétés commerciales et des Compagnies de navigation, sans se soucier des besoins et des aspirations locales. Ainsi que nous avons indiqué plus haut, nous estimons que la part des capitaux malgaches devrait être plus importante et que le groupement sain et vigoureux des forces économiques de la Grande Ile est apte à assurer une part prépondérante dans la constitution et la direction d'un établissement de ce genre. Le fait que le siège social est à Paris, suffit à assurer le recrutement d'un Conseil d'Administration compétent et de Directeurs éclairés et à soustraire leurs décisions aux influences locales. Les administrateurs au nombre de six ou dix seraient, du reste, assistés d'un commissaire du gouvernement, nommé par le Ministre des Colonies. Des

censeurs administratifs pourraient être accrédités près de chaque succursale.

Les autres règles envisagées par le projet pour l'administration générale, la direction et la surveillance, la répartition des dividendes et le fonds de réserve sont identiques à celles prévues pour la Banque de l'Indo-Chine.

§ 3. — *Les Privilèges de la Banque*

La Banque étant ainsi constituée, quels sont les avantages dont elle jouirait ?

D'après le projet, elle pourra procéder à toutes les opérations financières énumérées en dix-huit rubriques et principalement :

1° Emettre des billets de 1.000 à 10 francs payables à vue et au porteur dont la circulation ne pourra excéder le tiers du numéraire en caisse. A raison de l'usure rapide des billets de 5 francs il a semble préférable de représenter la piastre par des jetons métalliques. Ces jetons seraient de 5 francs, 0 fr. 50, 0 fr. 20, 0 fr. 10 et 0 fr. 05 et remboursables par total de cinq francs. Ainsi serait conjurée toute crise monétaire due à la monnaie divisionnaire et la circulation même de la pièce de 5 francs remplacée par un jeton métallique commode et moins lourd serait très diminuée.

2° Escompter des billets à ordre ou effets de commerce à deux ou plusieurs signatures, l'échéance ne devant pas dépasser 120 jours.

3° Consentir de même des avances en compte courant jusqu'à 180 jours.

4° Négocier, escompter ou acheter des traites, mandats ou chèques à 120 ou 180 jours.

5° Escompter des obligations négociables et garanties: *a*) par des warants ou des récépissés de marchan-

disés ; *b*) par des cessions de récoltes pendantes ; *c*) par des connaissements à ordre ; *d*) par des nantissements en valeurs françaises ou locales.

L'avantage essentiel de la banque consistera dans la faculté d'émission de billets, qui seuls auront le caractère libératoire. Ceux de la Banque de France actuellement dans la circulation ne seraient que tolérés. Une longue controverse s'est engagée dans les milieux commerçants de Madagascar sur la possibilité d'une circulation simultanée des billets métropolitains et des billets locaux. On fait valoir que dans toutes les colonies à banque d'émission ces deux billets circulent parallèlement et sont admis dans les caisses publiques ; que ce fait est nécessaire en raison du mouvement des colons et des fonctionnaires allant en congé. Du reste le projet local prévoit pour les chefs de famille rentrant en France un remboursement au pair des billets locaux en billets métropolitains par le siège social de Paris jusqu'à concurrence de 5.000 francs, par analogie avec la règle adoptée par les banques de l'Algérie et du Maroc. En principe, ce remboursement en billets métropolitains devrait rester exceptionnel et ne pas être pratiqué dans la Colonie, car si la banque locale remet les billets français en circulation, les commerçants opéreront directement, par l'envoi de ces billets, leurs règlements extérieurs. La banque locale verra revenir continuellement ses billets qui auront une circulation toute intérieure et elle ne disposera d'aucun moyen de remise sur France. Ceci aurait constitué un gros inconvénient si la création de la banque avait eu lieu avant la guerre avec constitution d'un stock métallique et limitation stricte de l'émission au triple de ce stock.

Mais la question prend un jour tout particulier du fait que, longtemps encore, le papier français qui circule en abondance aura cours forcé et que le billet local s'il est créé durant cette période devra avoir également cours forcé. Si la Banque se constitue sous ce régime elle pourra sans inconvénient pratiquer assez largement, quoiqu'elle n'en ait pas l'obligation stricte, le change des billets locaux contre ceux de la métropole, de façon à donner confiance au public ; le stock de 80 millions de papier français restera sans doute à peu près intact dans les caisses de la banque et chez les particuliers, sauf en cas d'un fort et durable excédent d'importations. L'échange courant des anciens billets avec les nouveaux permettrait ainsi sans danger de familiariser le public avec la monnaie fiduciaire nouvelle et de lui donner toute confiance dans la valeur du papier local. Il reporterait en pratique, si le système du compte courant avec le trésor n'est pas adopté, l'établissement d'un change entre Madagascar et la métropole à une date éloignée. En tous cas, au début le stock de garantie sera constitué uniquement avec des billets français, car la réalisation d'une encaisse or est impossible d'ici longtemps, et la concentration de plusieurs millions de métal argent serait difficile. Seul le Trésor pourrait céder un stock appréciable d'écus et cette opération peu avantageuse pour lui, ne donnerait pas une couverture de meilleur aloi aux billets locaux : ceux-ci resteront longtemps liés à la valeur du franc français et à la possibilité de convertir dans l'avenir les billets métropolitains en espèces or.

Quelle sera la capacité d'émission de la banque dans ces conditions ? En mettant 1.500.000 francs pour ses frais d'installation elle disposera sur son

capital social d'environ 5 millions, vraisemblablement en billets de banque. Avec ces billets valant comme numéraire elle pourra faire une première émission de 15 millions de billets locaux qui seront rapidement échangés même par le seul secours des caisses publiques contre une somme pareille de billets français. Son numéraire en caisse atteignant alors 20 millions, elle pourra porter son émission à 60 millions.

En admettant que par des émissions successives le drainage des billets métropolitains s'arrête à 50 millions, la banque pourra donc très rapidement avec un capital initial de 6 millions et demi émettre 150 millions de billets locaux, qui à notre sens constituent actuellement le maximum de ce qui peut être utilisé par la Colonie, sans danger d'inflation.

Si l'on admet le système de constitution de l'encaisse numéraire en billets français il n'y a pas lieu d'envisager des dérogations au principe de l'émission limitée au triple de l'encaisse. Pour les autres banques coloniales cette limite a été dépassée pendant la guerre car l'encaisse était pour la plus grande partie constituée effectivement en numéraire. Mais ici vu l'incertitude sur la date et les modalités du remboursement en espèce des billets par la Banque de France, le système de la circulation limitée devra être maintenu.

Lors du Congrès économique de Décembre 1920, certains colons ont estimé qu'en continuant le drainage des billets métropolitains, la banque locale pourrait constituer une encaisse de plus de 150 millions et émettre ainsi 450 millions. Mais on ne peut émettre que si les caisses publiques demandent des billets ou si les commerçants demandent des fonds. Or une telle circulation serait disproportionnée avec

le volume des échanges, tant que la valeur de l'étalon monétaire français restera à peu près stable. En outre, une partie seulement des billets français en circulation rentrera à la banque et les colons, pour leurs envois en France, les salariés, pour leurs économies et leurs congés, garderont l'autre partie. Il n'y aura par contre aucun intérêt à envoyer des billets français dans la Colonie, et la banque elle-même ne pourra faire cette importation sans de gros frais, les billets locaux ne pouvant être recherchés en France.

En comparant ces évaluations avec les émissions faites par les autres banques coloniales, nous constatons que le chiffre de 150 millions prévu comme maximum pour Madagascar atteint presque celui des billets en circulation dans toutes les colonies du groupe de l'A. O. F. (En 1920, 195.517.000 francs contre seulement 79.319.000 fr. en 1919, année moins exceptionnelle). La Banque voisine de la Réunion qui effectuait en 1919-1920, 36 millions de prêts et escomptes et avait 135 millions de comptes courants, n'avait alors qu'une circulation de 29 millions, la plus forte de toutes les vieilles colonies.

Cette circulation de 150 millions pour 50 millions de numéraire immobilisé donnerait une émission productrice et un fonds de roulement gratuit de 100 millions de francs permettant à la banque des opérations d'escomptes et de prêt très étendues et très avantageuses. Le taux des prêts et des avances ne pouvant être inférieur à 5 ou 6 %, cette émission apporterait déduction faite des frais d'administration, un bénéfice brut d'environ 4 à 5 millions. Le privilège concédé à la banque est donc d'importance et son rapport est certain et presque sans aléa. Aussi en compensation de cet avantage des charges diverses ont été envisagées par les projets étudiés dans la Colonie.

§ 4. — *Les Charges*

La discussion sur les charges à imposer à la banque a un intérêt surtout théorique, car en pratique la portée de ces charges sera déterminée par les tractations bilatérales entre le Ministère des Colonies et le groupement financier fondateur, et non par la seule volonté de la Colonie. Même au cas d'une adjudication entre les concurrents, les conditions de la concession seront fixées d'accord parties.

Mais il est intéressant de signaler quelles sont les charges que les corps constitués de Madagascar et l'administration locale désireraient voir acceptées par la Banque projetée. Dans les discussions, très approfondies des sous-commissions, commissions et assemblées plénières du Congrès et de la Conférence Economique, on voit les représentants des intérêts locaux exposer très judicieusement que des charges excessives seront en définitive supportées par les usagers de la Banque, c'est-à-dire par le Public, aussi les conditions proposées sont-elles assez légères.

Les principales demandes visent : 1° le change au pair avec les billets métropolitains ; 2° la limitation du taux de l'escompte ; 3° la création d'un compte courant avec le Trésor local avec avance gratuite par la Banque ; 4° le prêt à la Colonie de capitaux destinés à favoriser les sociétés de crédit agricole ; 5° des redevances sur la circulation productive.

Nous avons déjà pu nous convaincre que l'échange avec les billets métropolitains ne peut être pratiqué librement par la Banque sauf dans la période d'installation. Quand à la limitation du taux de l'escompte par l'autorité administrative concessionnaire, elle paraît à première vue avantageuse pour les colons et supportable par la Banque, qui opère avec des billets

dont l'émission ne coûte presque rien. Actuellement le taux d'escompte varie de 9 à 12 % et paraît excessif, son abaissement à 6 % est possible pour une banque d'émission et ce taux raisonnable favorisera un super bénéfice de 3 à 4 %. Mais le taux de l'escompte qui est une résultante de facteurs économiques complexes ne peut cependant être soumis à un tarif rigide et à une stricte réglementation administrative. Si la Banque d'émission abaissait brusquement le taux actuel, cette mesure provoquerait la fermeture des Banques privées telles que le Crédit Foncier et la Compagnie de l'Océan Indien dont l'activité est nécessaire à la Colonie et qui doivent au contraire être aidées par la Banque privilégiée, comme cela se passe en France. Par le simple jeu de la concurrence entre ces Banques privées et la Banque privilégiée, il est vraisemblable que le taux s'abaisserait rapidement à 6 ou 5 %. Mais fixer impérativement ce chiffre comme limite supérieure, serait dangereux : au moment d'une crise économique, la Banque ne pourrait limiter les escomptes et les ouvertures de crédit aux importateurs. Dans toutes les organisations modernes l'élévation du taux de l'escompte, qui a pour effet de restreindre le crédit, est le seul moyen efficace pour diminuer les importations et rétablir la balance compromise. Aussi, aucune limitation n'est actuellement envisagée : la concurrence et la surveillance du Censeur sur le conseil d'escompte paraissent devoir suffire à établir un taux raisonnable.

La charge envisagée ensuite ne peut prêter à discussion : elle consisterait pour la Banque à mettre à la disposition du Trésor, avec lequel elle sera en compte courant, une avance sans intérêt de 2 millions. Cette somme ne serait avancée qu'au début de chaque

année et jusqu'au 30 avril. Elle permettrait à la Colonie de passer sans encombre la période des quatre premiers mois de l'exercice pendant laquelle la rentrée des rôles est très faible. Cette clause ne constituera pas une gêne sérieuse, sauf en temps de crise, car en fait la Colonie dispose toujours, au début de l'année, des ressources de l'exercice précédent et de l'actif disponible de la caisse de réserve qui comme nous l'avons vu ne peut descendre au dessous de 1.500.000 francs.

Le projet prévoit ensuite une avance destinée aux caisses de prêts agricoles. Il admet que ces prêts, dont la Colonie resterait responsable, ne rapporteront à la banque que 3 % ; leur montant serait au maximum du 1/10^e de la circulation productive. D'après les chiffres envisagés on arriverait à près de 10 millions ainsi utilisables, ce qui dépasse de beaucoup les besoins des sociétés de crédit agricole mutuel envisagées. Du reste il est à prévoir que cette clause très onéreuse et très extensive fera l'objet de tractations et de compromis avec les groupements financiers qui créeront la banque.

Une autre avance remboursable à la Colonie a été envisagée pour les travaux d'hydraulique agricole. Cette avance aurait été sans intérêt et égale comme la précédente au dixième de la circulation productive. Mais le Congrès économique a estimé avec raison que cette charge supplémentaire était excessive et que les travaux en cause devaient être effectués par le budget local avec ses ressources ordinaires ou d'emprunt.

Enfin la dernière charge imposée à la Banque serait de payer une redevance sur sa circulation productive. On multiplierait cette circulation par le huitième du taux moyen d'escompte. La redevance serait payée à

l'Etat français qui seul a pouvoir pour concéder un privilège d'émission, mais les sommes seraient reversées au budget local qui les mettrait à la disposition des caisses agricoles de crédit.

Une clause prévoit, en outre, que la répartition par la banque d'un dividende net supérieur à 140 fr. astreint au versement de la moitié de l'excédent. En plus de ce partage des superbénéfices la Colonie participe pour moitié au bénéfice des billets perdus non soumis au remboursement.

En définitive, les charges envisagées sont assez modérées et laisseraient à l'entreprise une marge considérable de bénéfices. La circulation des billets locaux remplaçant celle des billets métropolitains, entrés dans les mœurs des européens et même des indigènes, se propagera rapidement. La banque abaissera considérablement le taux de crédit commercial et mettra à la disposition du Crédit agricole les capitaux indispensables à son organisation. Son activité favorisera puissamment l'essor économique de la Colonie.

La création de cet organisme avant la guerre, alors qu'une circulation de 50 millions d'écus offrait une couverture considérable, aurait été très facile. Malgré les difficultés d'organisation qu'entraîne la circulation actuelle des billets métropolitains, nous estimons que cette création reste nécessaire et forme un élément essentiel du programme de mise en valeur de la Colonie.

CHAPITRE III

Projet d'Institution auxiliaire de Crédit

La création de la Banque d'émission permettra de fournir des ressources abondantes aux institutions de crédit agricole et de crédit mutuel dont la création

est projetée parallèlement. Mais, en attendant, des projets d'institutions de crédit, plus restreintes mais offrant le plus grand intérêt pour le développement économique de l'Ile, ont été établis et sont soumis au Département. Leur ensemble constituera une armature financière complète, assurant la circulation rationnelle des marchandises par l'institution de bourses de commerce, celle des valeurs par la création d'une bourse de valeurs et d'offices d'Agents de change à Tananarive. La mise en application du décret du 27 septembre 1922 diminuera la circulation effective du numéraire grâce au système de chèques postaux; Dans le même but un décret du 6 novembre 1922 va permettre incessamment l'ouverture aux particuliers de comptes de dépôts de fonds et le règlement des recettes et dépenses publiques par chèques ordinaires. Pour le Crédit à la colonisation européenne les plans de Sociétés de crédit mutuel sont complètement mis au point et pour les indigènes la création de caisses de prévoyance n'est plus qu'une question de mois, les fonds nécessaires à leur premier fonctionnement étant déjà disponibles dans les caisses publiques.

§ 1. — *Bourses de commerce et Bourses de valeurs*

Les ventes de marchandises sont habituellement effectuées à Madagascar en tenant compte des cours de France, mais en fait ce sont les agents des grandes sociétés commerciales groupant en un petit nombre de mains les grosses opérations d'exportation qui ont une part prédominante sur la fixation des cours. Les ventes publiques de marchandises provenant des magasins généraux ou de tout autre origine sont effectuées par des commissaires-priseurs. Mais aucun organisme officiel ne centralise les opérations de gros sur les

marchandises et ne fixe publiquement les cours commerciaux locaux. La valeur des produits reste toujours très incertaine et n'est fixée qu'au moment du marché et suivant la situation respective personnelle du vendeur et de l'acheteur plutôt que suivant l'offre et la demande générale. Cette incertitude constitue une grande gêne particulièrement pour les prêteurs éventuels qui ne peuvent suivre la valeur de leur gage.

La création de chambres de commerce analogues à celles de la Métropole qui a été autorisée, par décret du 12 juin 1919, permettra de remédier à cette lacune. En effet, à la suite de la promulgation de ce texte les anciennes chambres consultatives du commerce, d'industrie et d'agriculture des centres économiques importants, actuellement Tananarive, Tamatave, Diégo-Suarez, Majunga, Nossi-Bé, ont été transformées en chambres dotées de la personnalité civile et d'un budget. L'article 5 de ce texte dispose qu'« Elles peuvent être autorisées à fonder et à administrer des établissements à usage de commerce, d'industrie et d'agriculture tels que magasins généraux et entrepôts, bourses, banques, marchés, établissements agricoles modèles et laboratoires.

« Elles peuvent recevoir délégation pour administrer les établissements de même nature qui seraient créés par la Colonie. Elles peuvent être autorisées à construire des bâtiments pour leur propre installation ou pour le fonctionnement des établissements économiques dont elles auraient la charge ».

Ce décret charge donc des chambres nouvelles d'attributions étendues et les corps très actifs qui ont été constitués paraissent vouloir user de ces facilités pour participer efficacement à l'outillage économique

de la Colonie et notamment pour établir officiellement les cours commerciaux.

L'institution des bourses de commerce peut donc être poursuivie par les commerçants eux-mêmes, sans nouvelle initiative administrative. Du reste, dès la fin de 1921 la Chambre de Tananarive a adopté le principe de la création d'une bourse dans la capitale et elle est passée immédiatement dans la voie des réalisations, établissant les plans d'un immeuble et sollicitant l'autorisation d'emprunter les sommes nécessaires à cette construction. La bourse de commerce de Tananarive peut donc être considérée comme fondée et cet exemple pourra être suivi par les autres chambres à mesure que d'autres centres économiques auront une activité de transactions suffisantes pour alimenter de tels organismes. Dans toute l'Ile, l'Administration et les Chambres s'efforcent en même temps d'obtenir une standardisation des produits qui sont actuellement de valeur très irrégulière et qui sont très diversement cotés par les acheteurs dans la Colonie comme en France. Cette mesure déterminant des types commerciaux bien précis, permettra aux bourses de commerce de procéder à des cotations exactes qui renseigneront producteurs, acheteurs et prêteurs sur la valeur des récoltes pendantes ou des produits entreposés.

Le même besoin d'une institution officielle proclamant des cours et effectuant publiquement les transactions, se fait sentir depuis la guerre pour la circulation des valeurs mobilières. Nous avons vu la part considérable prise par les européens et les indigènes à la souscription des emprunts de l'Etat Français ; en outre des fonds d'Etat Français, des obligations du Crédit National, du Crédit Foncier, de la Ville de Paris, ont été acquises par les habitants de Mada-

gascar. Enfin, nous avons constaté le placement d'emprunts locaux des communes qui sont le prélude certain d'émissions publiques plus importantes et de la constitution d'un marché financier local.

Or, si l'acquisition de ces titres est effectuée facilement par l'intermédiaire du Trésor et des banques, il n'en est pas de même pour leur réalisation qui doit généralement être précédée de l'envoi en France impliquant de longs retards et des frais élevés. Les échanges de valeurs de la main à la main sont en fait pratiqués couramment, et, particulièrement pour les souscriptions indigènes aux emprunts, ces ventes sans contrôle, sans prix de base officiel ont permis des spéculations très fâcheuses, que l'intervention administrative n'a pu efficacement réprimer.

Il importe donc de sauvegarder les intérêts des détenteurs de titres métropolitains et de permettre la cotation des obligations locales qui commencent à apparaître, en rapprochant publiquement vendeurs et acheteurs de valeurs mobilières et en établissant des cours officiels de négociation. Tel est le but de la bourse des valeurs de Tananarive dont le principe a été admis par tous les corps constitués de l'Ile et dont le projet détaillé est soumis à la haute sanction du pouvoir métropolitain.

Le projet prévoit l'institution d'agents de change (3 à 5) justifiant d'un cautionnement de 25.000 francs et choisis parmi les avocats-défenseurs, les commissaires-priseurs et les anciens fonctionnaires : il est apparu en effet que ces charges ne seraient pas assez lucratives pour occuper exclusivement l'activité de leurs titulaires. Les agents de change exerceront les attributions confiées dans la Métropole à ces officiers

ministériels notamment par l'article 76 du Code de Commerce Ils auront le monopole d'effectuer toutes négociations, ventes et achats de titres. Les particuliers conserveront cependant le droit de négocier entre eux et par eux-mêmes les lettres de change ou billets à leur ordre ou au porteur et tous les effets de commerce qu'ils garantiront par leur endossement.

Ainsi sera établi le cours officiel des principales valeurs donnant lieu à Madagascar à des négociations. Les cours resteront très sensiblement égaux à ceux de la Métropole, car si l'écart devenait anormal, des opérations d'arbitrage venant de la Métropole ne tarderaient pas à s'effectuer et rétabliraient aussitôt la balance.

La création de cette institution permettra un mouvement d'affaires important sur les valeurs métropolitaines et surtout donnera toutes garanties de réalisation aux titres locaux dont le chiffre est susceptible d'un accroissement considérable.

§ 2. — *Développement de l'emploi des chèques*

Une autre série de mesures soumises au pouvoir central visent à faciliter la circulation du numéraire et à éviter des manèges inutiles d'espèces, d'abord, en instituant les règlements par chèques postaux, ensuite, en permettant l'admission de tous les chèques dans les caisses publiques. La création d'un système de chèques postaux, calqué sur celui qui, dans la Métropole a obtenu un vif succès, vient d'être autorisée par un décret du 27 septembre 1922 ; le service pourra sans doute fonctionner dans le courant de 1923.

Il rendra les plus grands services aux commerçants de Madagascar en leur donnant de grandes facilités pour les opérations d'argent, à l'aide des nombreux

bureaux de poste répartis sur le territoire. Cette organisation diminuera en outre les manègements de fonds et soulagera la circulation monétaire.

Le décret prévoit la création d'un service de comptes courants et de chèques postaux annexé au service des Postes et Télégraphes mais entièrement distinct quant à la gestion et à la comptabilité. Le fonctionnement du service sera assuré sous la responsabilité de la Colonie 1° par une direction centrale formant un bureau du Service des Postes et Télégraphes ; 2° par un certain nombre de bureaux de chèques qui ont pour fonctions de tenir leurs comptes courants de chèques postaux ; 3° par tous les bureaux de postes de la Colonie ouverts au service des mandats intérieurs. Ces bureaux serviraient d'intermédiaires entre le Public et les bureaux de chèques pour les versements et les paiements.

Pourra se faire ouvrir un compte courant toute personne européenne ou indigène, association, société, maison de commerce, comptable public et tout groupement de fait ou de droit dont la demande a été agréée par le Service.

L'ensemble du fonctionnement prévu est calqué sur l'organisation métropolitaine et en adopte même les taxes.

Un deuxième projet soumis à l'approbation du Pouvoir Central facilitera encore les règlements de compte sans mouvement de numéraire. Il tend à appliquer à Madagascar le régime institué dans la Métropole par le décret du 20 juin 1915 qui a autorisé le paiement des dépenses de l'Etat et des Départements par chèques et virements. Les caisses publiques au lieu d'effectuer le paiement en espèces des mandats les plus importants donnent aux créanciers de l'Etat

un chèque sur la Banque de France et ainsi sans maniement de fonds, le montant du mandat est à la disposition des particuliers et peut servir à éteindre d'autres dettes par voie de compensation.

Ce système très simple a été étendu d'abord à la Martinique, à la Guadeloupe et à la Guyane ; l'expérience a montré que ce mode de paiement donne les résultats les plus satisfaisants et exerce notamment un effet modérateur des plus sensibles sur la circulation des colonies où il est appliqué.

Quatre décrets du 6 mai 1922 viennent, après consultation des banques intéressées et de la commission de surveillance des banques coloniales, d'étendre la mesure aux colonies de l'Afrique Occidentale Française, de l'Indo-Chine, de la Nouvelle-Calédonie et de la Réunion.

C'est ainsi que la Banque de la Réunion est autorisée à inscrire au crédit de ses titulaires de comptes courants le montant des bons de virements à eux délivrés par le Trésorier-Payeur de la Colonie, en contre-valeur des mandats de dépenses dûment acquittés, concernant soit les fournitures diverses ou les travaux exécutés pour le compte de l'Etat ou de la Colonie de la Réunion, soit les traitements et soldes des fonctionnaires civils et militaires en service dans la colonie.

De même le Trésorier-Payeur de la Réunion est autorisé à recevoir en paiement et à comprendre dans son encaisse des chèques tirés par divers sur la banque de la Réunion et visés par le directeur de cet établissement ou les effets souscrits directement par lui.

Chaque mois, ou plus souvent, si l'importance des opérations l'exige, le règlement sera effectué par compensation entre les bons de virement reçus par les banques et les chèques encaissés par la trésorerie.

L'article 4 de ces décrets prévoit que lorsque la balance s'établira au profit de la banque, cet établissement recevra du Trésorier-Payeur, une somme égale à son crédit, soit en traites du Caissier-Payeur Central du Trésor, à Paris, soit en billets de la Banque de la Réunion.

Dans le cas contraire, la banque soldera son débit soit en numéraire dans la colonie, soit en un versement à effectuer au Trésor, à Paris, par l'entremise de l'agence centrale des banques coloniales.

L'extension de ce système à Madagascar ne se heurte qu'à une légère difficulté plus théorique que réelle, c'est l'absence d'une banque locale officiellement contrôlée. Mais la garantie offerte par le Comptoir d'Escompte et même par les deux banques nouvelles paraît aussi sûre que celle des banques des vieilles colonies.

La réalisation de cette mesure vient d'être décidée par un décret du 6 novembre 1922. Elle permettra le règlement des gros mandats de fournitures, de travaux publics et même de solde par un simple jeu d'écritures et diminuera d'autant les besoins du Trésor et des particuliers en monnaie métallique et fiduciaire.

§ 3. — *Crédit à la Colonisation européenne*

Nous avons vu que l'organisation de prêts aux colons assurerait un essor considérable à la mise en valeur du pays et que, cependant, banquiers et assemblées locales sont unanimes à dégager la Banque d'émission projetée de l'obligation d'effectuer elle-même des prêts agricoles. Il importe donc de trouver des modalités pour développer ces prêts.

Quels sont les différents systèmes d'organisation du crédit qui conviendraient le mieux à la Colonie?

Les prêts doivent-ils être accordés directement aux planteurs ou faits aux collectivités officielles interposés ou confiés à des caisses mutuelles de crédit ?

Ces trois systèmes de prêts aux agriculteurs doivent être basés sur un régime spécial de gage. Il est, en effet, de principe en droit français que le gage mobilier donné au créancier doit entraîner le dessaisissement du débiteur, chose impossible à réaliser pour les recettes. Le législateur a créé pour les vieilles colonies seulement, un système de gage spécial sans dessaisissement, sorte de warrantage des produits du sol avant la cueillette, nettement en avance sur la législation métropolitaine.

Des expériences prolongées ont permis d'adapter absolument cette organisation au régime cultural des colonies et à leurs disponibilités financières. Le dernier texte qui condense toutes ces règles est la loi du 13 décembre 1901 dans ses articles 7 à 13. Le planteur, propriétaire ou fermier autorisé par le propriétaire, déclare sur un registre spécial tenu par les fonctionnaires de l'enregistrement son intention d'emprunter sur la récolte. Si dans le délai d'un mois aucune opposition n'est formée par les créanciers, le prêt peut être réalisé par la Banque, et l'acte de cession est transcrit comme une hypothèque. La Banque a alors sur les récoltes en gage un droit entier et absolu. Si le débiteur n'effectue pas sa récolte ou ne paie pas à l'époque fixée, la Banque, après simple mise en demeure et ordonnance du juge peut faire vendre la récolte sur pied ou les marchandises récoltées, ou se faire envoyer en possession. Les Banques des vieilles colonies déterminent par un règlement intérieur la proportion maximum des prêts par rapport à la valeur de la récolte. Leurs statuts prévoient

un total que les prêts sur récolte ne peuvent dépasser. En principe, les engagements ne doivent pas dépasser 120 jours. Ces règles législatives très perfectionnées et très simples qui permettent des opérations de crédit, certaines sur les produits agricoles encore sur pied, méritent d'être étendues à toutes nos possessions. Elles ont été promulguées en Indo-Chine. Leur mise en application à Madagascar devra précéder toute organisation d'ensemble de prêts agricoles.

Dans le système bancaire des vieilles colonies les prêts sont consentis directement par la Banque aux colons : ceci évite des lenteurs et des courtages coûteux, mais entraîne des inconvénients pratiques : les influences personnelles ou politiques amènent, en effet, à ouvrir à certains emprunteurs des crédits dont le recouvrement est malaisé surtout en temps de crise, ou à accorder des prolongations d'échéance bien après l'achèvement des récoltes. Toutes les disponibilités de la Banque sont ainsi immobilisées dans ces prêts qui, en fait, ne peuvent profiter qu'aux très grosses entreprises agricoles et uniquement aux européens.

Pour éviter les inconvénients des prêts directs aux particuliers un second système consiste à interposer des collectivités officielles. La Banque met une somme maximum à la disposition de la Colonie, ou des communautés locales, qui prêtent elles-mêmes aux colons ou aux indigènes. Mais ce procédé entraîne des lenteurs administratives et donne lieu à des interventions politiques fâcheuses. Il laisse supporter au Trésor public toute la responsabilité de ces avances. Les colons tendent à les considérer non comme des prêts, mais comme des subventions et le remboursement est difficilement obtenu.

Un troisième système plus compliqué, mais plus sûr consiste à confier les prêts à des caisses mutuelles de crédit. Les agriculteurs d'une même région sont mieux placés qu'un organisme officiel pour estimer les besoins d'un cultivateur voisin et pour apprécier sa solvabilité. Ils ont un intérêt direct à activer la rentrée des fonds prêtés de façon à pouvoir les employer à nouveau. Ils peuvent aisément se tenir au courant des réalisations de récoltes qui seraient effectuées par des débiteurs de mauvaise foi. Ce point est beaucoup plus essentiel à Madagascar où les récoltes sont très diverses et faciles à réaliser, que dans les colonies à monoculture sucrière où la canne à sucre ne peut être vendue qu'à une ou deux usines dans le voisinage du prêteur.

Il semble que Madagascar peut être incessamment dotée des deux types les plus étudiés de prêts sur récoltes. Tout d'abord le prêt direct au colon comme dans les vieilles colonies peut s'appliquer aux planteurs européens possédant des récoltes importantes. Il est prévu par les projets de la Banque d'émission étudiés à fond par les conférences économiques de 1919 et 1920 et adoptés par l'administration locale. Ces textes prévoient l'extension du système de la loi de 1901 sur les cessions de récolte pendante; en dehors de toute question bancaire, les représentants des colons ont émis à l'unanimité le vœu que Madagascar soit dotée de cette législation. Dans les statuts envisagés pour la Banque d'émission, on prévoit que les prêts directs aux agriculteurs pourraient atteindre le tiers de la valeur de la récolte; des prêts directs pourraient être consentis aux collectivités agricoles avec le concours de l'Administration. En outre, les assemblées consultatives ont demandé qu'un prêt de

500.000 fr. sans intérêt soit mis à la disposition de la Colonie pour être réparti selon leurs besoins aux collectivités agricoles.

Des projets très détaillés ont été adressés en vue de la formation de ces collectivités sur le type des sociétés métropolitaines prévues par la loi du 5 août 1920. Le plan adopté pour Madagascar consiste à créer des caisses locales de crédit agricole et industriel et une caisse centrale dans le même but. Un avant-projet de décret réglementant des caisses a été établi par l'administration locale et adressé à Paris. Il prévoit que les caisses de crédit agricole et industriel peuvent être constituées par tout ou partie des membres des associations suivantes et par ces associations elles-mêmes : syndicats professionnels agricoles industriels, sociétés d'assurances mutuelles agricoles, coopératives agricoles, associations syndicales et sociétés diverses d'intérêt agricole et industriel. Les caisses ont exclusivement pour objet de faciliter et de garantir les opérations concernant la production agricole et industrielle, effectuées par leurs sociétaires. Leur capital est formé par les versements de parts des divers membres.

Les caisses locales peuvent consentir à tous leurs sociétaires : 1° Des prêts d'argent à court terme dont la durée totale ne doit pas excéder celle de l'opération en vue de laquelle ces prêts sont consentis ; elles escomptent alors les effets souscrits par les sociétaires ; 2° des prêts d'argent à moyen terme pour l'aménagement ou la reconstitution de leurs propriétés et industries. Ces prêts sont remboursables en 5 années et sont entourés de garanties particulières, telles que cautions warrants, hypothèques ou dépôt de titres. Aucun maximum n'est fixé pour ces prêts dont le

montant est fixé par le Conseil d'Administration de la Caisse.

La Caisse Centrale a pour but de faciliter les opérations des caisses locales et de leur transmettre les avances spéciales consenties par la Colonie. Elle réescompte après endossement par les caisses locales, les effets souscrits par les sociétaires. Elle peut se charger des paiements et recouvrements, elle peut faire des avances et émettre des bons de caisse en faveur de ses adhérents. Elle est soumise ainsi que les caisses locales au contrôle de l'Administration. Les avances sont faites par la Colonie aux caisses locales, mais sous la responsabilité de la Caisse centrale qui peut prélever une commission allant jusqu'à 3 % ; les avances, qui ne peuvent excéder le quadruple du capital versé, sont prévues pour cinq ans au maximum.

Tel est le texte soumis au Ministère des Colonies. Il aurait une application immédiate considérable et abaisserait le taux moyen des prêts agricoles de 12 % à 6 %. On estime que dès sa promulgation une cinquantaine de caisses locales se constitueraient avec un capital d'au moins 25.000 fr. chacune. La Caisse Centrale de Tananarive aurait donc à demander à la Colonie un million de francs d'avances. Cette somme constituerait sans doute une lourde charge pour le budget ordinaire, aussi a-t-on prévu le versement par la Banque d'Emission de 500.000 fr. qui allègeraient d'autant le découvert des finances locales.

Nous pensons, néanmoins, que dès maintenant l'organisation rapide de ces caisses d'avance, même au prix d'un sacrifice budgétaire, est indispensable pour stimuler la moyenne production qui ne trouve actuellement auprès des Banques qu'un secours insuffisant et à des taux très onéreux. Cette somme d'un million

ainsi immobilisée pour la Colonie aura une utilité aussi grande et une efficacité plus générale au point de vue du développement des transactions que si elle était dépensée à la construction de 40 kilomètres de routes ou de 4 kilomètres de voies ferrées ; elle servirait non plus comme les anciens prêts accordés aux colons pendant la guerre, à quelques individus favorisés, mais à des groupements nombreux et extensibles qui se créeraient des ressources propres. Au début, ces groupements devraient préférer les prêts à court terme aux immobilisations de plusieurs années. Ainsi les capitaux engagés serviraient trois ou quatre fois dans l'année, et ces avances donneraient une vigueur nouvelle à la moyenne colonisation qui est particulièrement l'œuvre des Réunionnais, et qui traverse actuellement une crise de lassitude et de torpeur.

Donc, d'une part les petits colons auront par ces caisses les moyens d'étendre leurs plantations et d'entreprendre de nouveaux défrichements dans les immenses étendues de terres riches, qui sur la côte en particulier demeurent inutilisables, d'autre part, les grandes entreprises trouveront dans la législation des prêts sur cession de récolte le moyen d'obtenir des avances à un taux raisonnable.

§ 4. — *Crédit aux Indigènes*

Les indigènes, gros propriétaires et commerçants pourront évidemment recourir aux institutions de crédit prévues pour la colonisation européenne et que nous venons d'examiner ; l'immatriculation de leurs maisons et de leurs terres, l'existence d'un état civil assez précis donneront toute garantie aux prêts et ils est certain que l'élite indigène saura vite calquer les associations de crédit mutuel des européens.

Pour la masse des indigènes des villes, nous avons vu que la création de monts-de-piété et l'application du décret du 20 juillet 1895 sur le gage mobilier spécial au Sénégal serait un palliatif heureux aux méfaits de l'usure. Mais aucun projet dans ce sens n'est actuellement à l'étude. Pour les indigènes des campagnes qui sont encore peu évolués et qui cultivent des terrains dont le morcellement est infini, il faut trouver un système spécial de crédit pour permettre l'achat de semences, d'instruments aratoires, d'engrais même, et pour donner après une mauvaise récolte, les moyens d'attendre la récolte suivante.

Ce système existe depuis 1859 en Algérie où des Sociétés indigènes de prévoyance et de crédit ont rendu de grands services d'abord en temps de disette, puis pour les perfectionnements de l'agriculture. Reconnus d'utilité publique par une loi du 14 avril 1893 ces établissements se sont constamment développés. En 1920 ils ont contribué très efficacement à conjurer une crise agricole aiguë. Au nombre de 219, groupant 580 mille adhérents et un actif de 41 millions, ils ont, en 1920, avancé 8 millions de francs en argent et 10 millions en grains. L'organisation a été étendue à la Tunisie et à l'Indo-Chine.

En Afrique Occidentale un décret du 29 juin 1910, a permis la création de sociétés analogues. Les décrets des 8 janvier 1915 et 4 juillet 1919 les ont remaniées et ont indiqué que les agriculteurs en font obligatoirement partie et que les cotisations sont perçues comme des impôts. Les résultats se sont traduits par une amélioration du bien-être des indigènes et par une augmentation notable de la production des arachides et du miel.

Un projet de décret s'inspirant de ces exemples heureux a été préparé en 1921 par l'Administration de la Colonie qui désire vivement diminuer l'action néfaste des usuriers et améliorer les méthodes culturales primitives des indigènes par la substitution de la charrue à la bêche et par la sélection des semences. Le plan projeté tend à former autant de sociétés qu'il y a de district dans la Colonie (soit environ 80), l'action de chaque société étant limitée à ce territoire administratif. Les sociétés pourraient comprendre des sections distinctes pour chaque fokon'olona (village). Elles auront pour but : 1° d'acheter pour les sociétaires les instruments agricoles et les semences destinés à développer et à améliorer leurs cultures et de leur en faire l'avance à titre de prêt ;

2° De venir en aide, en cas de nécessité, à leurs adhérents atteints par la maladie ou les accidents ;

3° De les prémunir contre les conséquences de la sécheresse, des inondations, des épizooties et autres fléaux naturels ;

4° De leur procurer, par des prêts à court terme, les sommes dont ils peuvent avoir besoin pour étendre ou améliorer leurs cultures et pour les aider à traverser une période critique.

Elles peuvent contracter des assurances mutuelles mais il leur est interdit de s'associer.

Les sociétaires pourront recevoir pour six mois au maximum des avances en espèces sur les fonds sociaux en fournissant en garantie : a) des titres de rente française, b) une première hypothèque sur propriété immatriculée, c) les produits du sol déposés dans les greniers de la société, d) les récoltes pendantes suivant le système adopté par les banques des vieilles colonies.

Ce projet offre en outre un sérieux avantage de réalisation, celui de n'exiger aucune disponibilité nouvelle de capitaux. Le capital social serait en effet formé : 1° par une subvention de la Colonie fixée comme en A. O. F. au taux modique de 100 fr. par société ; 2° par les cotisations annuelles des sociétaires, membres honoraires ou participants.

Mais ces sociétés disposeraient surtout pour leurs besoins de la majeure partie des ressources des caisses de rachat de prestations, qui ont actuellement plus d'un million de francs liquides. Ces caisses sont constituées par le versement du montant des prestations que les indigènes ne désirent pas effectuer en nature ; ces prestations qui s'élèvent à 10 jours par an sont destinées aux besoins des fokon'olona (travaux de village, d'aménagement des terres, d'entretien des routes d'intérêt local, etc.). Les fonds ainsi obtenus en échange de travail effectif appartiennent aux fokon'olona et constituent dans chaque district des caisses contenant des sommes très élevées dont une partie est versée au Trésor en compte courant sans intérêt. Le total des fonds ainsi déposés atteignait le 31 décembre 1920, 915.256 fr. et celui des fonds en numéraires dans les districts 265.058 fr. Plus d'un million de disponibilités ainsi constituées avec l'argent des collectivités indigènes pourrait donc être prêté aux caisses de prévoyance. Le taux envisagé de 5 % permettrait de constituer un fonds de garantie et serait cependant minime pour les sociétés débitrices qui, en tenant compte de leurs frais de fonctionnement, pourront prêter aux particuliers à 7 ou 8 %.

L'adoption rapide de ce projet ne se heurte donc à aucune difficulté grâce à l'utilisation des fonds de prestation qui équitablement doivent profiter aux

indigènes qui les ont constitué. Ces caisses soutenues et surveillées par l'Administration auront certainement une action efficace dans les milieux indigènes.

On peut former une seule critique contre cette organisation, c'est qu'elle est encore trop timide ; elle exige des garanties très précises et la constitution d'hypothèques ou de gages sur récoltes dont la procédure est assez longue et assez coûteuse, par contre la durée des prêts est très courte (6 mois renouvelables une seule fois) et ne permettra peut être pas un amortissement normal de l'achat des charrues et de moyens d'attelages. Elle ne pourra guère venir en aide aux petits propriétaires et aux métayers qui n'ont pas de terres immatriculées et qui ne peuvent entamer la longue procédure des prêts sur récolte. En outre, il serait nécessaire que les sociétés puissent utiliser elles-mêmes une partie de leurs capitaux à la construction de greniers, de décortiqueries, à l'achat de trieurs de grains, de reproducteurs sélectionnés et même à la production des semences ou des plans à repiquer (le riz est en effet cultivé d'abord en semis puis repiqué).

Néanmoins pour la période d'essais on peut s'en tenir à la gestion très prudente envisagée dans le décret soumis au Département ; elle permettra l'acclimatement de l'institution parmi les agriculteurs aisés qui trouveront notamment la facilité d'utiliser comme garantie leurs souscriptions aux emprunts de l'État.

L'Administration fournissant elle-même des charrues à très bon prix et des moniteurs pour le dressage des bœufs, un grand nombre d'indigènes pourront, avec les avances de ces caisses, améliorer notablement leurs procédés cultureaux.

CHAPITRE IV

Avenir Financier de Madagascar

L'ensemble des projets que nous venons d'envisager est indispensable pour assurer à la Colonie une circulation plus active et surtout plus vivifiante. Quelles que soient les modalités adoptées, une banque d'émission assurera le crédit plus abondant et à meilleur compte.

Mais parallèlement, des organes privés devront apporter leur concours à cette œuvre d'intensification de la mise en valeur. Les capitaux européens souscriront aux emprunts de la Colonie, à la Banque d'émission et à la création de nouvelles entreprises de commerce et d'industrie. La sagesse des éléments indigènes et européens de Madagascar est un sûr garant du succès de toutes les institutions financières qui donneront à la production de la Colonie le capital, facteur indispensable, qui lui a été trop parcimonieusement octroyé jusqu'à ce jour.

La terre fertile ne manquant pas, restera à développer le facteur main-d'œuvre, qui est l'objet de toute l'attention des pouvoirs publics ; d'une part, des œuvres nombreuses et efficaces d'assistance et d'hygiène protègent et augmentent la santé et le nombre de nos sujets ; d'autre part, l'introduction d'un outillage agricole et industriel simple, permettra aisément de doubler la production actuelle. Les voies ferrées et les ports qui doivent être achevés dans un délai maximum de 15 ans permettront à la fois l'exportation aisée des produits et l'utilisation de richesses natu-

relles qui ne pouvaient être avantageusement exploitées en l'absence de moyens de transports à bon marché. Dans son étude sur les conséquences économiques de ces grands travaux, le Directeur des Travaux Publics de la Colonie a estimé très justement que d'ici 15 ans, l'exportation de Madagascar peut être aisément doublée. La Colonie arrivera donc à cette date, d'après les prévisions les plus modérées et au taux actuel des valeurs, à un commerce extérieur d'environ un milliard de francs.

Il semble que l'organisation monétaire et bancaire, après avoir reçu les améliorations actuellement projetées, pourra suffire à ce mouvement de transactions. L'évolution économique de l'Ile dans cette période de proche avenir peut, si des bouleversements économiques ou politiques d'Europe ne viennent pas l'interrompre, être tracée avec une certaine netteté.

A l'intérieur, le fait le plus remarquable paraît devoir être l'enrichissement de la Colonie et le développement des capitaux locaux tant entre les mains des colons que dans celles des indigènes. A l'extérieur, malgré le développement des relations dans l'Océan Indien, les relations économiques dominantes continueront sans doute à s'effectuer avec la métropole : cette évolution est envisagée par l'opinion publique locale qui en voit la consécration dans l'institution du compte courant avec le Trésor.

§ 1. — *Le Compte courant avec le Trésor.*

Le désir de toute la population de l'Ile est de garder une monnaie identique à celle de la Métropole et de subir les bonnes comme les mauvaises périodes que la valeur du franc peut traverser. A entendre parler

de change avec la France, les colons nouvellement arrivés comme ceux qui ont fait souche dans la grande Ile, se sentent un peu isolés de la grande famille française.

Au Congrès économique de 1920, un nombre important de délégués ont demandé que la création d'une monnaie locale soit ajournée à moins de l'ouverture d'un compte courant avec le Trésor ou toute autre combinaison qui garantisse du change. Il est en effet possible de concevoir deux monnaies différentes maintenues à la parité par le jeu d'une convention, soit entre des états voisins, soit entre la Métropole et les colonies.

Nous avons déjà vu le rôle compensateur que peut jouer le Trésor public pour le règlement de la balance extérieure de l'Ile, grâce au système des virements pour le compte des Banques, et par un système d'envoi des mandats-postes au pair.

Si le Trésor et la Poste supprimaient toute limitation et toute taxe de change sur leurs traites, leurs mandats ou leurs chèques sur France, la circulation coloniale serait étroitement unie à celle de la Métropole et les relations monétaires avec nos possessions d'outre-mer seraient identiques à celles existant entre des départements français : les relations franco-coloniales seraient grandement facilitées et très intensifiées.

Mais nous avons vu que les caisses publiques, en cas de déséquilibre économique, devraient, pour arriver à ce résultat, encaisser ou décaisser des sommes considérables égales à la différence des créances et des dettes extérieures de chaque colonie. Aussi, aucune possession coloniale n'a encore été admise à cette faveur du compte courant avec le Trésor, soit

par virements, soit par mandats, soit par chèques. Par contre, toutes nos possessions Nord-africaines en sont dotées avec succès. Ce n'est pas ici le Trésor qui assure seul ce compte courant entre ses caisses métropolitaines et africaines, il recourt à l'intermédiaire de la Banque de l'Algérie et de la Banque d'Etat au Maroc.

Le fonctionnement de ce compte courant, qui remonte en Algérie au 1^{er} mai 1878 et qui a traversé sans difficulté de nombreuses périodes de crises, est très ingénieux. Le Trésor Public à un compte à la Banque de l'Algérie, il lui demande les fonds nécessaires au paiement des dépenses militaires qui ne sont compensées par nulle recette locale, il lui verse le montant des envois faits par les algériens sur France à l'aide de mandats sur le Trésor émis au taux de 0 fr. 50 pour 1.000 ou à l'aide de mandats-postes.

Lorsque la balance commerciale est déficitaire, ce qui est le cas habituel, en Afrique du Nord, les sommes ainsi envoyées par les algériens pour régler leurs achats en France rentrent à la Banque qui devient ainsi débitrice de sommes très élevées envers le Trésor Public. Celui-ci est en somme en France le banquier de l'Algérie et puise sans difficulté dans son encaisse métropolitaine la contre-partie des sommes qu'il reçoit en Algérie et qui, en fin de compte, lui sont dues par la Banque.

Le montant de ce découvert est de l'ordre de 100 millions et est infime par comparaison au chiffre des transactions de la Banque de l'Algérie qui, en 1920, a fait, avec les seules opérations d'escomptes, 4 milliards 220 millions d'affaires.

La Banque d'Etat du Maroc vient d'être admise au même régime par la convention du 29 décembre 1920,

qui a été conclue à la suite de la substitution du franc marocain à la peseta hassani et qui a permis d'assurer immédiatement à ce franc marocain la parité avec le franc français. Le compte-courant ouvert à Paris à la Banque d'Etat est crédité du montant des mandats postaux émis par la France sur le Maroc et débité de ceux émis par le Maroc sur la France. Quand le solde est créditeur, la Banque peut en disposer, mais le Trésor lui en paie les intérêts ; quant il est débiteur, la Banque n'en doit pas le remboursement autre part qu'au Maroc, mais elle paie des intérêts au Trésor. Il n'y a donc jamais lieu de faire des remises effectives d'un pays à l'autre pour balancer le compte.

L'utilisation des comptes-courants avec le Trésor ne paraît pas devoir se limiter à nos possessions Nord africaines. Sans doute, la proximité de ce vaste domaine et l'importance des dépenses militaires que l'Etat français y effectue, permettent d'envisager son rattachement économique à la Mère-Patrie d'une façon beaucoup plus étroite que pour les autres colonies ; par contre, il est certain que l'Algérie et le Maroc ont une balance déficitaire et font des opérations commerciales très importantes avec des pays à change élevé (Espagne, Angleterre).

La situation économique de Madagascar par rapport à la Métropole est, nous l'avons vu, nettement meilleure malgré l'éloignement considérable. L'étude que nous avons faite des divers éléments de la balance générale établit que l'équilibre doit se maintenir et même pencher en faveur de la Colonie. Le jeu du compte-courant ne saurait donc, si l'évolution normale de la Colonie se continue, imposer au Trésor métropolitain un décaissement appréciable et cons-

tant et, par suite, la Banque ne pourrait être engagée à payer que des intérêts modiques pour le découvert éventuel de son compte-courant. En cas de crise durable des exportations, elle pourrait, comme la Banque de l'Algérie, comprimer les importations excessives en élevant fortement le taux d'escompte, et en diminuant ainsi les disponibilités des commerçants.

Il est certain que ce système ne peut être pratiqué qu'après la création de la Banque et que son institution peut, sans inconvénient, être retardée tant que la circulation actuelle très abondante des billets de banque métropolitains permettra les transferts aisés de ou sur France par simples chargements. Cependant l'ouverture d'un compte-courant accordée à Madagascar ne manquerait pas de soulever des requêtes analogues de toutes les colonies françaises, à l'exception de l'Indo-Chine, qui paraît rester fidèle à l'étalon d'argent et au système de la piastre. De la part des colonies sucrières qui ont eu à souffrir si vivement de changes de 20 et 30 % en période de crise, les sollicitations seront encore plus pressantes. Mais il semble que la question ne doit pas faire l'objet d'une solution d'ensemble qui troublerait toute l'économie des Banques coloniales et même, peut être le fonctionnement du Trésor métropolitain ; elle doit être envisagée pour chaque groupe en adaptant le système ingénieux de l'Algérie et du Maroc aux conditions particulières de chaque territoire.

Nous croyons avoir démontré que Madagascar groupe les conditions les plus favorables à cet essai. L'institution du compte-courant couronnerait complètement l'œuvre d'organisation de la circulation et du crédit dans la Grande Ile et la rendrait partie intégrante des forces financières de la Métropole.

§ 2. — *La Formation des capitaux malgaches*

Dans l'avenir immédiat et directement prévisible de l'évolution économique de Madagascar, nous avons signalé un deuxième phénomène important, dont les premières manifestations sont déjà très nettes depuis quelques années : c'est la constitution de capitaux vraiment malgaches entre les mains des européens comme des indigènes.

Les Malgaches, nous l'avons vu, ignoraient, il y a trente ans, l'organisation moderne du capital. Les Français ont amené depuis 1896, près de 300 millions de capitaux métropolitains (dépenses militaires, emprunts de la colonie, actifs des sociétés et des colons) : la Colonie s'est constitué un patrimoine important et a effectué des travaux publics d'un coût élevé, les colons et les indigènes ont établi des constructions neuves, des entreprises et des plantations. On peut considérer que la valeur globale de la fortune publique et privée atteint près d'un milliard de francs incorporés au sol de la Colonie. Ce chiffre est encore bien faible pour un aussi vaste pays et l'importation d'un très puissant capital européen, français de préférence, est encore nécessaire pour compléter l'outillage public et pour organiser les grandes entreprises agricoles, commerciales et industrielles qui mettront en valeur les immenses ressources naturelles encore inexploitées.

Madagascar sollicitera donc longtemps encore l'envoi de quantités considérables de matériel et d'argent ; mais dès maintenant, elle est capable de former d'elle-même des capitaux appréciables, et d'ainsi contribuer à sa propre colonisation. Cette évolution a été sensible dès les premières années de la guerre qui ont entraîné

de grosses exportations à des prix avantageux et qui ont donné une brusque aisance aux indigènes et des bénéfices rapides aux colons.

Avec les souscriptions aux emprunts et aux œuvres de guerre et les rapatriements de capitaux en France, il est certain que près de 50 millions de francs ont été retirés de Madagascar ou immobilisés de 1917 à 1920. En outre, une part très importante des bénéfices réalisés sur place pendant cette période par les sociétés, par les colons et par les indigènes même, ont été immédiatement réemployés à de nouvelles entreprises ou à l'extension de celles existantes.

Les colons de Madagascar forment une population nombreuse, très vivace et très attachée au sol. Ils ont, en général, un esprit de ténacité et d'économie qui leur permet de constituer des fortunes solides. Ils tendent à les conserver de plus en plus dans la Colonie où ils ont fréquemment une descendance nombreuse, soit créole, soit métis, qui est appelée à continuer et à étendre l'œuvre des premiers colons. L'absentéisme n'est pas à craindre ici; la majeure partie des richesses tirées du sol de l'Ile profiteront à ce même sol et cette situation est des plus favorables au point de vue politique, comme au point de vue économique. Aussi, voyons-nous depuis peu des sociétés commerciales puissantes et même des sociétés anonymes formées uniquement par des personnalités locales avec des ressources et des capitaux purement locaux. L'esprit entreprenant des vieux colons et de leurs descendants efface la carence regrettable d'une immigration de nouveaux éléments français et maintient la colonisation européenne en progrès régulier et satisfaisant.

L'action des colons est complétée par celle des malgaches évolués qui, avec confiance, prennent exem-

ple sur les européens et qui essaient de suivre notre évolution économique. Le bourgeois hova a su constituer des fortunes élevées par la construction de maisons et par l'exercice très habile du commerce. Elle est apte à diriger des entreprises industrielles et agricoles conséquentes. Dans les campagnes, la réalisation avantageuse des récoltes et du bétail a, non seulement permis à tous, une amélioration du standard of life, mais encore a amené les gros propriétaires à constituer des capitaux très appréciables et parfois encore inutilisés. L'administration n'a pas oublié le précepte posé par le général Gallieni : « L'Européen a absolument besoin à Madagascar du concours de l'indigène et tout ce qui est de nature à faire cet auxiliaire meilleur sert sûrement, bien qu'indirectement, les véritables intérêts de la colonisation. » L'enrichissement des indigènes est l'enrichissement de la Colonie ; tous les moyens ont été mis en œuvre pour l'augmenter et l'adoption des sociétés de crédit projetées y aidera puissamment.

Donc par ses colons tenaces, par ses indigènes faciles à assimiler, Madagascar dispose déjà de ressources propres qui, en parfait accord avec les forces nouvelles que pourra envoyer la Métropole, développent sans cesse la mise en valeur de ses richesses latentes.

*
* *

L'ensemble de l'étude que nous venons de faire nous a montré un pays immense, à vastes possibilités, à population très perfectible. L'action économique des colons et de l'Administration a été prudente et sûre et a créé des liens de dépendance étroite mais rationnelle entre la Colonie et la Mère Patrie. L'influence

française a fait en vingt-cinq ans une œuvre puissante et une organisation durable et propice à la fois à l'amélioration du bien-être de nos sujets et aux besoins de la Métropole. La guerre a prouvé que Madagascar était prête à donner sans réserve ses ressources en hommes et en matériel ; les quinze années qui vont suivre verront le développement de cette collaboration avec la France et l'essor de la prospérité de la Colonie.

L'activité économique ne devra pas se limiter à ce premier résultat. Les richesses et les énergies à réveiller sont assez puissantes pour permettre à la Grande Ile non seulement de bien servir sa patrie dans les travaux de la paix, mais encore de se constituer un noyau de relations économiques et d'influences cordiales parmi ses voisins de l'Océan Indien : elle doit être un relai où les forces françaises se revivifient avant de se porter vers la côte Orientale d'Afrique, vers les Indes, dans toute cette vaste mer qui a vu les victoires de LA BOURDONNAIS, de SUFFREN et de DUPLEIX. Les créoles de Madagascar, les Boers de l'Afrique du Sud, les Musulmans de Mascate, de Zanzibar et de Bombay aiment tous depuis longtemps la France et recherchent encore son influence et ses produits. De même des relations confiantes doivent se nouer avec nos récents alliés, avec les britanniques de l'Union du Sud Africaine et de l'Inde, avec les Portugais du Mozambique et avec les Italiens des Somalis.

Le réveil de ce coin du monde riverain de l'Océan Indien ne fait que commencer ; les ressources en sont étendues et variées et les races colonisatrices et colonisées s'y coudoient sans heurts bruyants ; aussi peut-on espérer qu'il sortira moins vite de l'influence de la vieille Europe que les rives trop âprement convoitées du Pacifique.

La place que nous avons su y conserver est particulièrement favorable. La mise en valeur raisonnée de toutes les ressources de notre riche domaine, et l'évolution progressive de nos fidèles sujets jusqu'à notre niveau européen fera de la Grande Ile, centre de cette zone, une France Orientale sainement et harmonieusement développée et digne de sa Mère Patrie.

Vu : le président de la thèse,
PERREAU

Vu : le Doyen,
BARTHÉLÉMY

Vu et permis d'imprimer,
le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
P. APPEL

BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES GÉNÉRAUX

- P. DISLÈRE. — *Traité de Législation Coloniale*, 2 vol., Paris, Dupont.
- A. GIRAULT. — *Principes de Colonisation et de Législation Coloniale*, 3 vol., Larose, 1907.
- MÉRIGNHAC. — *Manuel de Législation Coloniale*, Sirey, 1912.
- C. GUY. — *La mise en valeur de notre Domaine Colonial*, Challamel, 1900.
- G. MONDANI. — *La Colonisation Anglaise*, 2 vol., Bossard, 1920.
- ARNAUNÉ. — *La Monnaie, le Crédit et le Change*, Alcan, Paris, 1913.
- JEZE. — *Cours de Science des Finances et de Législation Financière Française*, Giard, 1922.
- R.G. LEVY. — *Banque d'Emission et Trésor Public*.
- A. LAPORTE. — *Le Problème monétaire dans nos vieilles Colonies*. — *Papiers, monnaie et bons de caisse*, Paris, Challamel, 1908.
- DECOURDEMANCHE. — *Traité des monnaies, mesures et poids, anciens et modernes de l'Inde et de la Chine*, Paris, Le Roux, 1913.
- Institut International de Bruxelles. *Sessions de 1908, Paris*. -- *Le Crédit aux indigènes, 1909 (La Haye) 1911 (Brunswick). Des Banques Coloniales et du Crédit aux indigènes, 1912*. — *Bruxelles, Le Régime monétaire des Colonies*.
- Comptes-rendus du Congrès d'agriculture tropicale, mai 1918*. — *Union Coloniale Française, 17, rue d'Anjou*.
- Bulletin des Etudes économiques et sociales de l'Institut International d'Agriculture de Rome (3^e partie, Crédit)*.
- Annuaire des Entreprises Coloniales (Commerce, Industrie, Agriculture)*. Union Coloniale.

OUVRAGES SPECIAUX A MADAGASCAR

- A. et G. GRANDIDIER. — *Collection des ouvrages anciens concernant Madagascar*, 9 vol., Paris, Union Coloniale.
- R. P. MALZAC. — *Histoire du royaume Hova depuis ses origines jusqu'à sa fin*, 1912, Imprimerie Catholique, Tananarive.
- A. GAMON. — *Code annoté de la Législation de Madagascar*, 2 vol., Imprimerie Officielle, Tananarive, 1909.

- A. GAMON. — *Traité de la Justice Indigène à Madagascar*, Imprimerie Officielle, Tananarive, 1910.
- ABELHAUSER. — *Recueils des Décrets, Arrêtés, etc., portant organisation et réglementation du service postal et télégraphique à Madagascar*. Imprimerie Officielle, Tananarive, 1902.
- A. CAHUZAC. — *Essai sur les Institutions et le Droit malgache*. Marescq, 1900.
- Général GALLIÉNI. — *Rapport d'ensemble sur la pacification, l'organisation et la colonisation de Madagascar de 1896 à 1899*. Lavauzelle, 1900.
- Général GALLIÉNI. — *Madagascar de 1896 à 1905 ; Rapport du Général Galliéni, Gouverneur Général, au Ministre des Colonies, 30 avril 1905*. Journal Officiel de la République.
- G. JULIEN. — *Institutions politiques et sociales de Madagascar*. Guilmoto, 1908-1909.
- R. P. PIOLET et NOUFFLAR. — *Madagascar, Réunion et Comores*. Challamel, 1900.
- LOUIS BRUNET. — *La Pacification de Madagascar*. Challamel, 1903.
- A. YOU. — *Madagascar, Histoire, Organisation, Colonisation*, 1905.
- MARIUS ARY LEBLOND. — *La Grande Ile de Madagascar*. Delagrave, 1907.
- X. LOISY. — *Madagascar, Notice économique pour l'Exposition de Lyon*. Challamel, 1914.
- DEPINÉ. — *Compte-rendu des travaux du Congrès de l'Afrique Orientale*, 1912. Union Coloniale.
- CAZEAU. — *Etude sur le projet de création d'une Banque d'émission à Madagascar*. Tananarive, 1915.

THÈSES SUR MADAGASCAR

- J. DE MAZAN. — *Etude sur la Législation foncière de Madagascar*. Aix, 1898.
- AUGIER. — *Le Régime des Mines d'or à Madagascar*. Paris, 1900.
- ROUX. — *Essai sur le régime du travail indigène*. Montpellier, 1903.
- LÉVY. — *Etude sur l'organisation judiciaire de Madagascar*. Bouvalot, Paris, 1906.
- PAIN. — *De l'Institution du fokon'olona*. Masson, Poitiers, 1909.
- CAZAUX. — *Les impôts perçus sur rôle et les taxes de consommation à Madagascar*. Montpellier, 1913.
- SPAS. — *Etude sur l'organisation judiciaire*. Giard, Paris, 1912.
- TRUITARD. — *Madagascar et les intérêts français*. Venot, Dijon, 1912.

PUBLICATIONS OFFICIELLES

Bulletin Economique de la Colonie de Madagascar. Trimestriel depuis 1901. Tananarive, Imprimerie Officielle.

Bulletin de l'Académie Malgache. Trimestriel depuis 1902. Tananarive.

Comptes-rendus de la Conférence Economique de 1919. Tananarive.

Comptes-rendus du Congrès Economique de décembre 1920. Tananarive.

Annuaire Officiel du Gouvernement Général de Madagascar et Dépendances. 1920-1921, 2 vol., Tananarive, Imprimerie Officielle.

TABLE DES MATIERES

PREMIÈRE PARTIE

Les Echanges à Madagascar

	Pages
CHAPITRE I. — Les Transactions intérieures.....	9
§ 1. — Organisation économique avant 1897.....	10
§ 2. — Les éléments actuels du commerce intérieur.....	14
§ 3. — Influence des impôts et du budget local.....	23
CHAPITRE II. — Les Relations avec la Métropole.....	32
§ 1. — L'assimilation douanière.....	37
§ 2. — Les produits échangés avec la Métropole.....	42
§ 3. — Rôle du budget colonial dans la balance commerciale.....	46
CHAPITRE III. — Commerce avec les pays étrangers.....	54
§ 1. — Pays d'Europe.....	57
§ 2. — Développement des échanges dans l'Océan Indien.	61

DEUXIÈME PARTIE

Le Système Monétaire

CHAPITRE I. — Monnaie métallique.....	70
§ 1. — Les piastres et l'argent coupé.....	72
§ 2. — La pièce de 5 francs après 1897. — La monnaie divisionnaire.....	77
§ 3. — Les monnaies d'or. — Le billon.....	80
§ 4. — Le retrait de l'argent pendant la guerre.....	82
§ 5. — Les ressources métalliques de Madagascar.....	89
CHAPITRE II. — La monnaie fiduciaire.....	94
§ 1. — Introduction des billets de la Banque de France...	95
§ 2. — Le cours légal des billets.....	99
§ 3. — Projet de billets locaux.....	105
§ 4. — Timbres-monnaie.....	107

CHAPITRE III. — Les organismes de la circulation monétaire.....	111
§ 1. — Le rôle du Trésor.....	113
§ 2. — Le rôle de la Poste.....	123
§ 3. — Les agences du Comptoir d'Escompte de Paris....	133
§ 4. — Les autres Banques et les grandes Sociétés commerciales.....	139

TROISIÈME PARTIE

Organisation du Crédit

CHAPITRE I. — Le Crédit personnel.....	147
§ 1. — L'usure chez les indigènes.....	147
§ 2. — Les prêts individuels aux colons.....	150
§ 3. — La Caisse d'Epargne.....	155
§ 4. — Mutualité et coopération.....	158
CHAPITRE II. — Le Crédit réel.....	163
§ 1. — Le crédit hypothécaire.....	163
§ 2. — Le crédit agricole.....	166
§ 3. — Le crédit commercial.....	169
§ 4. — Les warrants et traites documentaires.....	173
CHAPITRE III. — Le Crédit public.....	177
§ 1. — Emprunts de la Colonie en France.....	179
§ 2. — Emprunt de la Métropole dans la Colonie. — Bons du Trésor.....	184
§ 3. — Les emprunts locaux.....	190

QUATRIÈME PARTIE

Projets actuels pour l'amélioration de la circulation et du crédit

CHAPITRE I. — Avantages et inconvénients du régime actuel.....	195
§ 1. — L'absence de change sur la Métropole.....	196
§ 2. — Insuffisance du crédit.....	200

CHAPITRE II. — La question de la Banque d'émission...	201
§ 1. — Historique.....	201
§ 2. — La Constitution de la Banque.....	208
§ 3. — Les privilèges de la Banque.....	213
§ 4. — Les charges.....	218
CHAPITRE III. — Projets d'institutions auxiliaires de Crédit.....	221
§ 1. — Bourses de commerce et Bourses des valeurs.....	222
§ 2. — Développement de l'emploi des chèques.....	226
§ 3. — Crédit à la colonisation européenne.....	229
§ 4. — Crédit aux indigènes.....	235
CHAPITRE IV. — Avenir financier de Madagascar.....	240
§ 1. — Le compte courant avec le Trésor français.....	241
§ 2. — La formation des capitaux malgaches.....	246
BIBLIOGRAPHIE.....	251

TABLEAUX STATISTIQUES

1. Statistique des budgets locaux.....	26
2. Mouvement des importations et des exportations....	34
3. Comparaison des principaux produits importés et expor- tés en 1900, 1910, 1920	36
4. Répartition du commerce extérieur de Madagascar....	40
5. Principales importations et exportations entre Mada- gascar et la France en 1920.....	44
6. Dépenses du Budget colonial payées à Madagascar de 1900 à 1921.....	50
7. Production de l'or.....	93
8. Composition de l'encaisse du Trésor.....	119
9. Opérations postales.....	128
10. Liste des principales entreprises à succursales multiples.	142

